

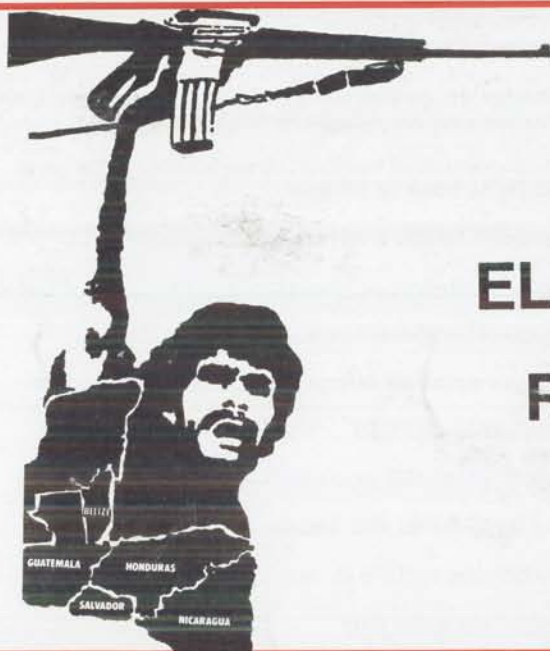
Numéro 120 du 8 mars 1982 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

GUATEMALA

**Election et
guerre civile**



EL SALVADOR

**Reagan prêt
à envoyer
ses GI's**



Guérilleros du FMLN dans la région de Cabanas. (DR)

Lula: les élections au Brésil et la Pologne

Bernadette Devlin: les élections en Irlande

Sommaire du numéro 120 du 8 mars 1982

3	EDITORIAL	Empêcher l'intervention impérialiste au Salvador	INPRECOR
4	EL SALVADOR	Le FMLN à l'offensive	Vincent KERMEL
5	GUATEMALA	Mascarade électorale et guerre civile	Vincent KERMEL
9	—	Avancée du processus unitaire des organisations politico-militaires	DOCUMENT
11	BRESIL	Les élections brésiliennes et la Pologne, un entretien avec Luis Inacio Da Silva, « Lula »	Daniel JEBRAC
14	IRLANDE	Situation du mouvement anti-impérialiste irlandais, un entretien avec Bernadette Devlin McAliskey	Gerry FOLEY
17	RFA/AUTRICHE	Circonspection et modération social-démocrate après le coup de force en Pologne	Peter BARTELHEIMER
19	DEBAT	Comment Lénine a vu la Révolution russe	Doug JENNESS
22	—	Pour le quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre	V. I. LENINE
25	—	Nature et perspectives de la Révolution russe	Ernest MANDEL
32	BELGIQUE	La grève nationale interprofessionnelle du 8 février	INPRECOR
33	SENEGAL	Légalisation de l'OST	INPRECOR
	FRANCE	Importante mobilisation au sein de l'armée	—
	ARGENTINE	Une militante du PST assassinée	—
34	COLOMBIE	Candidature unitaire de la gauche	—
	SUEDE	VIIIe Congrès du KAF	—
35	MEXIQUE	Le PRI contre la campagne du PRT	—
	LES NOTRES	Gisela Scholtz (1935-1982)	—
36		Les librairies où trouver INPRECOR	---

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC», compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom : _____

Numéro et Rue _____

Commune |-----|

[illegible]Réabonnement ☐ Abonnement ☐

Inprecor, revue bimensuelle éditée par Presse-Edition-Communication (PEC)

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France

Directeur de publication : Robert March — Gérant : Jacques Girma

Commission paritaire numéro 59117 — ISSN 1 0294 - 8516 — Imprimé par Rotographie

Empêcher l'intervention impérialiste au Salvador

MALGRÉ ses conseillers militaires, une aide financière et en matériels et des pressions diverses sur le Nicaragua et Cuba pour tenter d'isoler la guérilla salvadorienne, l'impérialisme américain n'est pas parvenu à consolider le pouvoir de la Junte militaire et démocrate-chrétienne de San Salvador.

Non seulement les forces du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) n'ont pas été muselées, mais leurs récentes initiatives témoignent d'un regain d'activité, à un niveau supérieur à celui atteint avant l'offensive de janvier 1981. Expression de la démoralisation des forces répressives, deux compagnies de la caserne de San Carlos, dans la capitale, ont récemment refusé d'aller au combat. Une des deux radios du FMLN *Radio Venceremos* a, de son côté, annoncé que des soldats de la caserne de San Miguel avaient été passés par les armes pour avoir refusé de se battre. De ce fait, les élections du 28 mars prochain peuvent difficilement être présentées comme une « solution politique » crédible et durable.

Conscients de la dégradation de la situation militaire de la Junte, les dirigeants impérialistes envisagent maintenant — ouvertement — une intervention militaire directe que nombre d'entre eux considèrent comme l'ultime chance d'empêcher la victoire des forces du FMLN. Ronald Reagan ne s'est d'ailleurs pas payé de mots puisqu'il vient d'octroyer une aide militaire supplémentaire au Salvador et d'envoyer patrouiller ses destroyers dans le golfe de Fonseca.

Pour préparer politiquement le terrain à une escalade militaire, le secrétaire d'Etat nord-américain, le général Alexander Haig, a longuement argumenté sur la différence entre la situation centro-américaine et celle du Vietnam. L'enjeu est plus important puisqu'il s'agit du cœur des intérêts impérialistes, affirme-t-il en substance.

L'« APPEL DE MANAGUA »

C'est dans ce contexte extrêmement tendu que le président mexicain José Lopez Portillo a émis le dimanche 21 février à Managua des propositions pour « une alternative réaliste » en Amérique centrale. Dénonçant une éventuelle intervention militaire américaine comme « une erreur historique qui provoquerait une convulsion continentale et la résurgence d'un profond sentiment anti-nord-américain chez les meilleurs hommes de toute l'Amérique latine » (*Le Monde*, 23 février 1982), José Lopez Portillo a proposé sa médiation pour des négociations sur les trois questions clefs des rapports entre les Etats-Unis, Cuba, le Nicaragua et le Salvador. Dans son « Appel de Managua », José Lopez Portillo estime que ces négociations doivent avoir lieu par « des canaux séparés » autour d'un « système de concessions mutuelles ».

Pour ce qui concerne le Nicaragua, le président mexicain envisage le renoncement de la part des Etats-Unis aux menaces militaires contre le régime sandiniste, le désarmement des contre-révolutionnaires qui s'entraînent au Honduras et à Miami aux USA et un pacte de non-agression régional avec pour contrepartie une réduction des effectifs militaires et des importations d'armes du Nicaragua.

Concernant le Salvador, aucune proposition concrète n'a été avancée, mais José Lopez Portillo envisage un compromis entre des « élections sans négociations » et des « négociations sans élections ».

Si l'opposition du président mexicain à toute intervention impérialiste et sa prise de distance par rapport aux élections salvadoriennes représentent un important succès diplomatique pour le FMLN, sa proposition de médiation correspond aussi, bien entendu, au désir du gouvernement mexicain d'éviter un embrasement révolutionnaire général qui ne manquerait pas d'avoir des conséquences au Mexique même.

Quelques jours après l'« Appel de Managua » de José Lopez Portillo, le président Ronald Reagan rendait public un plan de développement pour la Caraïbe et l'Amérique centrale. Ce programme prévoit l'ouverture pendant douze ans des frontières nord-américaines aux produits d'Amérique centrale — ce qui est déjà le cas pour 87 % d'entre eux —, des facilités fiscales pour les entreprises investissant dans ces pays, un supplément d'aide de 350 millions de dollars pour l'année fiscale 1982 et une somme de 644,4 millions de dollars pour l'année fiscale 1983, ainsi qu'une aide technique au secteur privé.

EMPECHER L'INTERVENTION US

Ce nouveau « mini-plan Marshall » semble faire étrangement abstraction de la réalité des conflits armés qu'il prétend vouloir réduire. « Si nous n'agissons pas rapidement et avec décision pour défendre la liberté », a déclaré Ronald Reagan en présentant son plan, de nouveaux Cuba vont surgir des ruines des conflits d'aujourd'hui. »

Impuissant à résoudre les problèmes de la guerre civile au Salvador, et même à atténuer les contradictions sociales qui sont à l'origine de la montée de la révolution dans cette région, les aides principalement attribuées au secteur privé ne pourront, au contraire, qu'accroître ces distorsions sociales et renforcer les oligarchies financières locales. Ce plan dissimule de plus une augmentation de l'aide militaire de fait.

Il prévoit en effet une aide militaire supplémentaire de 60 millions de dollars pour toute la région sous la forme de fourniture d'armes, d'hélicoptères, de vedettes rapides, de matériels de transport et de transmission. L'aide militaire pour l'année en cours sera donc portée à 182 millions de dollars, dont une bonne partie pour le Salvador.

En insistant ainsi sur l'aide économique « généreuse » de Washington et en noyant l'aide militaire aux dictatures dans un programme d'ensemble, l'administration Reagan tente aussi de réduire au silence les protestations contre ses projets interventionnistes en Amérique centrale. La perspective d'une intervention militaire directe, ou par militaires argentins interposés, n'est en effet nullement abandonnée par la Maison Blanche. Seule la mobilisation internationaliste, tout d'abord au cœur même de la citadelle impérialiste, est susceptible, en élevant le prix politique que le gouvernement Reagan devrait payer pour une telle action, de bloquer la dynamique interventionniste de l'impérialisme US.

En s'opposant à l'intervention militaire impérialiste, José Lopez Portillo renforce le courant anti-interventionniste au sein de l'Organisation des Etats américains (OEA). Mais ni le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) du Nicaragua ni le FMLN ne se sont engagés à accepter les concessions à l'impérialisme américain que le président mexicain réclame d'eux. Prenant la parole à la suite de José Lopez Portillo à Managua, le 21 février, le commandant Daniel Ortega n'a pas repris à son compte l'idée d'une diminution des effectifs militaires nicaraguayens. Quant au FMLN, tout en proposant des négociations, il continue à tout faire pour améliorer en sa faveur le rapport des forces militaires sur le terrain.

Dès lors, la date des élections — le dimanche 28 mars — doit être l'occasion de vastes mobilisations anti-interventionnistes de par le monde. Ce sera le cas notamment aux Etats-Unis. La rencontre internationale de solidarité avec le peuple salvadorien qui se tiendra des 26 au 28 mars prochains à Mexico devra être l'occasion d'une centralisation de l'activité internationale de solidarité et de la définition de nouvelles perspectives pour la mobilisation.

INPRECOR
28 février 1982.

Le FMLN à l'offensive

Devant les revers militaires de la Junte, Ronald Reagan envisage d'envoyer ses GI's

Vincent KERMEL

1982 constituera à n'en pas douter une année cruciale de la lutte dirigée par le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) du Salvador. Après une longue période de consolidation de son implantation dans les campagnes (1), consécutive à l'offensive du 10 janvier 1981, la guérilla a concrétisé par une série d'actions sa capacité à reprendre l'initiative militaire aux forces répressives de la dictature.

Depuis plusieurs mois déjà, de nombreux sabotages — des voies de communications et du réseau d'alimentation en électricité — ont été opérés à travers tout le pays par les forces du FMLN. Imposant ainsi son propre rythme d'activité militaire, le FMLN a réussi à disperser les forces répressives de la Junte militaire et démocrate-chrétienne et à mettre à l'épreuve leur capacité de réaction, tout en affectant le fonctionnement de l'économie. Enfin, en privant certaines zones du pays — et notamment certaines zones urbaines — d'électricité ou de téléphone, le FMLN a mis en évidence ses capacités d'initiatives militaires auprès des populations les plus soumises au contrôle de la dictature.

La guérilla a ainsi évité avant toute chose de se laisser acculer à la défensive dans les zones rurales qu'elle contrôle, à la veille de la mascarade électorale du dimanche 28 mars prochain, dont la crédibilité se jouera essentiellement dans les centres urbains.

Après l'infructueuse opération menée par l'armée, en décembre dernier, dans la province du Morazan contre *Radio Venceremos* (2), les forces du FMLN ont réagi par la multiplication d'attaques contre de petits casernements isolés dans les localités rurales. Parallèlement à l'occupation de tronçons des principales voies de communication du pays, de nouvelles opérations de commando — les premières du genre depuis longtemps — ont eu lieu dans la périphérie des centres urbains (construction de barricades à Santa Ana, attaque contre Usulután...) au cours du mois de janvier.

La destruction, le mercredi 27 janvier, d'environ 70 % du potentiel militaire aérien de la Junte sur la base d'Ilopango a constitué le plus sérieux revers militaire de la dictature au cours de toute cette période. Le commandant « Sebastian », qui a dirigé cette opération, a pu raconter que ses hommes ont pénétré sans coup férir dans l'enceinte militaire par le

côté sud de la base. « Nous avons utilisé un total de 42 charges de TNT que nous avons pu poser en dix minutes », a-t-il précisé, en ajoutant que, lorsque le commando du FMLN se fut retiré, « et après l'explosion des charges, un hélicoptère de l'état-major a commencé à survoler la zone à notre recherche en mitraillant tout sur son passage (3) ».

A la suite de cette action, le ministre salvadorien de la Défense, le colonel José Guillermo García, devait déclarer qu'il y avait eu une « participation de l'intérieur et de l'extérieur des forces armées aériennes pour ce sabotage extrémiste », et faisait arrêter plusieurs soldats de la base. Cette action spectaculaire et particulièrement efficace du FMLN pourrait signifier que ce dernier a renoué ses contacts avec des éléments oppositionnels au sein même des forces armées.

ACTIONS PRÉ-INSURRECTIONNELLES

Au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'échéance des élections du 28 mars, les objectifs des actions militaires du FMLN se font plus précis. Début février, deux villes étaient occupées temporairement, celle de Toncatepeque à 18 km de la capitale et Usulután, quatrième ville du pays, située à 100 km environ de San Salvador. Le commandant Juan Antonio Medrano, qui dirigeait les opérations dans cette dernière région, a affirmé le samedi 6 février que ses forces avaient, pendant plusieurs jours, mené des actions « pré-insurrectionnelles » de préparation à la guérilla urbaine. Le lundi 8 février, presque la moitié du pays était privée d'électricité après une attaque de la centrale de San Rafael de los Cedres, au nord de la capitale.

L'ampleur de l'activité militaire du FMLN va sans doute relancer les débats entre ses différentes composantes sur la perspective d'une nouvelle offensive d'ampleur. Une perspective insurrectionnelle est déjà avancée dans certaines déclarations de dirigeants du FMLN. *Barricada* du vendredi 8 janvier 1982 notait que « la tension face à l'annonce que les insurgés pourraient tenter une nouvelle offensive militaire dans les prochains jours, a considérablement augmenté après que Radio Venceremos ait affirmé hier que "le peuple doit être prêt pour les grands combats contre l'ennemi fasciste" ».

Toujours à *Radio Venceremos*, l'une des deux radios du FMLN (l'autre étant

Radio Farabundo Martí récemment entrée en service), Leoncio Pichinte, dirigeant du Front démocratique révolutionnaire (FDR), a déclaré que le moment était venu de « prendre des décisions importantes et de nous préparer pour l'insurrection, pour en finir avec cinquante années de génocide sous lesquelles a vécu notre peuple (4) ». Alejandro Montenegro, dirigeant du FMLN dans la région du volcan de Guazapa, au nord de San Salvador, a affirmé de son côté : « Nous sommes, dès à présent, dans la phase définitive, et notre intérêt maintenant est d'accélérer la guerre. (5) »

La capitale n'est pas épargnée par les actions du FMLN. Après avoir incendié quelques jours auparavant une vingtaine d'autobus, les guérilleros ont attaqué au bazooka, le mercredi 10 février, le principal centre de télécommunications de San Salvador. Une dépêche de l'Agence France-Presse note à ce propos que « cette opération spectaculaire a suscité une certaine inquiétude dans les milieux dirigeants, les insurgés semblant disposer d'une bonne infrastructure dans la capitale-même ». Même si le degré de participation des masses urbaines — non encore incorporées à la guérilla —, à de telles opérations reste faible, elles témoignent déjà de la réorganisation des réseaux du FMLN dans les villes.

LA MASCARADE ELECTORALE EN QUESTION

Par ailleurs, ces quelques revers militaires de la dictature hypothèquent le déroulement même des élections prévues pour le 28 mars, alors que leur crédibilité est déjà bien entamée. Certes, l'impérialisme américain a réussi à obtenir l'aval de l'assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA) en décembre dernier, et même le soutien de l'archevêque de San Salvador, qui a affirmé qu'elles pouvaient être le « début d'une solution politique » de la crise salvadorienne, mais des voix opposées se sont élevées de l'intérieur même du camp des partisans

1. Cf. Michel Rovère, « Le FMLN accentue son emprise sur les campagnes », *Inprecor* numéro 106, du 20 juillet 1981.

2. Cf. l'interview du commandant Villalobos, « L'armée n'a pas fait taire *Radio Venceremos* », *Inprecor* numéro 118, du 8 février 1982.

3. *Barricada*, quotidien du FSLN, Managua, samedi 30 janvier 1982.

4. *Barricada*, *ibid.*

5. *International Herald Tribune*, lundi 22 février 1982.

initiaux de cette solution. Ainsi, le secrétaire général de la Démocratie chrétienne (DC) a reconnu qu'il s'agissait seulement d'élire des candidats « d'une gamme de partis politiques qui vont de l'extrême droite à un centre modéré de droite (6) », et encore, avec le maintien de la loi maritale, de l'état de siège et de la guerre.

D'anciens représentants du pouvoir salvadorien ont aussi mis en cause la mascarade électorale. Cela a été le cas de l'ex-membre de la Junte, Hector Dada Hirezi et de deux ex-sénateurs démocrates-chrétiens, Roberto Lara et Mariana Garcia. Cette dernière devait d'ailleurs déclarer à Mexico qu'on « ne peut rien attendre d'un processus électoral dans lequel le principal parti politique a comme candidat le major Roberto d'Aubuisson, impliqué dans l'assassinat de l'archevêque Oscar Arnulfo Romero (7) ».

La mascarade électorale imaginée par les stratèges de Washington se trouvant ainsi discréditée, des interrogations s'élèvent jusque dans les rangs de ses plus chauds partisans. L'*International Herald Tribune* (8) note à ce propos que des « dirigeants officiels américains et salvadoriens affirment maintenant que ces élections, loin de mettre fin à la violence politique, vont vraisemblablement être le prélude à une recrudescence des combats ». Le quotidien américain rapporte que l'ambassadeur US à San Salvador, Deane Hinton, a récemment reconnu l'évidence que ces élections ne mettront de toute manière pas fin à la guerre. Plus explicite encore, Jorge Bustamante, président de la Commission nationale électorale, affirme qu'en cas de victoire de l'ARENA (Alliance républicaine nationaliste, du major fascisant Roberto d'Aubuisson), « ce serait un bain de sang, une véritable guerre civile ». Il est un fait que ces élections ne pourront en aucune façon régler les dissensions internes à la Junte et aux formations que la soutiennent. Depuis longtemps, les secteurs les plus fascisants de l'armée désirent en finir avec la démagogie « réformatrice » de la Démocratie chrétienne pour entreprendre la pacification sauvage du pays sous la conduite d'un gouvernement militaire.

VIETNAMISATION EN COURS

Malgré des milliers de morts, une politique de terreur et de terre brûlée, la Junte n'est pas parvenue à remporter la victoire sur le terrain militaire. Le processus de vietnamisation de la situation s'exprime aussi par la tactique militaire développée sur les conseils de Washington. Ainsi, la brigade Atlacalt, encadrée par les officiers nord-américains et armée par les USA, qui est considérée par l'administration Reagan comme le secteur le plus « professionnel » de l'armée salvadorienne, est celui qui porte la responsabilité du plus grand nombre de massacres civils. Cela illustre bien la stratégie militaire suivie par Washington au Salvador, qui a déjà fait sien l'horrible « solution » de la paix des 100 000 morts. L'entraînement aux Etats-Unis même d'un bataillon de

soldats et d'officiers salvadoriens aux « opérations militaires en zone urbaine (9) », c'est-à-dire aux techniques « scientifiques » de répression, en donne un nouvel exemple.

Ces dernières semaines, on a vu la mise en œuvre d'une autre tactique utilisée en son temps au Vietnam, celle des « villages protégés ». Ainsi, 92 familles de la banlieue de San Vicente ont-elles été regroupées de force à l'intérieur d'une caserne de la Police rurale, prétendant en « raison de la situation de violence que vit le pays (10) ». Il s'agit en fait de soustraire à l'influence de la guérilla une population des bidonvilles dont la mobilisation antidictatoriale a commencé à prendre des formes organisées.

Tout cela n'empêche pas que les plus récentes opérations militaires de la Junte se situent de plus en plus près des zones urbaines qu'elle contrôle. C'est ainsi le cas de l'Opération *Petronilo* menée contre les concentrations de la guérilla sur les pentes du volcan de Chichontepec, dans la région de San Vicente. Ces opérations préventives, tendant à empêcher que le déroulement des élections ne soit compromis par des initiatives du FMLN au cœur même des villes, reflètent néanmoins un rapprochement de l'épicentre des combats vers les régions les mieux contrôlées par la dictature. Mais, là encore, la Junte n'obtient pas toujours le résultat escompté. Ainsi, lors de l'Opération *Petronilo*, les 2 500 soldats immobilisés autour du volcan ont dégarni d'autres fronts. Et, lorsque les forces du FMLN ont pénétré dans la ville d'Usulután par exemple, il n'y avait plus guère que 200 militaires. Le reste des effectifs habituels, note un dirigeant de la guérilla, « était peut-être en combat à San Vicente où l'armée avait lancé une forte offensive (11) ».

Dans une guerre civile se déroulant sur un territoire aussi réduit (21 393 km²), l'information, le renseignement et la vitesse de déplacement jouent un rôle fondamental. Dans ce domaine, malgré ses puissants moyens militaires et technologiques, l'armée n'a pas toujours le dessus. C'est dire si la destruction des avions et des hélicoptères de la base d'Ilopango a

été un coup dur pour la Junte. C'est dire aussi si le maintien même de la capacité répressive de la dictature est fondamentalement dépendante de l'aide militaire et financière de l'impérialisme américain.

ENGAGEMENT AMERICAIN

Bien que se heurtant à une forte opposition intérieure à son escalade belliste en Amérique centrale, l'administration Reagan a considérablement accentué, ces dernières semaines, son engagement aux côtés de la dictature salvadorienne. Dès après la destruction de la plus grande partie de l'aviation militaire de la Junte, le secrétaire d'Etat US, le général Alexander Haig, annonçait : « Nous devons être prêts à augmenter notre assistance économique et militaire au Salvador autant que cela sera nécessaire. (12) »

Immédiatement, le président Ronald Reagan décidait d'accorder une aide équivalant à 55 millions de dollars sur les crédits d'urgence ne nécessitant pas l'approbation du Congrès américain. 30 millions de dollars étaient destinés à reconstituer les forces aériennes salvadoriennes, le reste à constituer des stocks d'armement en prévision d'une offensive d'ampleur du FMLN. L'aviation de la Junte était aussitôt dotée de plusieurs nouveaux avions de haute technologie, des avions de transport C-123 pouvant voler à haute altitude, des avions de reconnaissance O-2 dotés d'équipements électroniques, des bombardiers A-37 *Dragonfly*, ainsi que des hélicoptères de combat *Huey* (13). Ces matériels, qui nécessiteront un accroissement du nombre des conseillers américains, font désormais de l'aviation salvadorienne celle qui est la plus moderne de toute la région.

6. *Barricada*, lundi 1er février 1982.

7. *Prensa latina*, agence de presse cubaine, 12 janvier 1982.

8. *International Herald Tribune*, mercredi 17 février 1982.

9. *Time*, lundi 15 février 1982.

10. *Barricada*, mercredi 27 janvier 1982.

11. *Barricada*, mardi 9 février 1982.

12. *Time*, lundi 8 février 1982.

13. *Le Monde*, dimanche-lundi, 7-8 février 1982.

Manifestation populaire au Salvador devant l'université en 1980. (DR)



Parallèlement, le gouvernement de Ronald Reagan décidait de demander au Congrès américain une augmentation de l'aide au Salvador de 100 millions de dollars pour l'année fiscale en cours, qui viendraient s'ajouter aux 135 millions (dont 25 millions d'aide militaire) déjà attribués. Pour l'année fiscale 1983 qui commence en octobre prochain, Ronald Reagan veut porter l'assistance américaine au niveau de 300 millions de dollars minimum. Cette proposition fait partie d'un plan d'ensemble pour l'Amérique centrale qu'il devrait être en progression de 50 à 60 % pour l'année à venir.

D'après la presse américaine, les sommes revenant à la dictature salvadorienne pourraient ainsi atteindre les chiffres de 600 à 800 millions de dollars au moment même où le gouvernement Reagan refuse toute aide au Nicaragua et mène une politique d'austérité draconienne et de réduction des budgets sociaux, réduisant au chômage ou à la misère des centaines de milliers de familles américaines.

La constitution, en janvier dernier, de la Communauté démocratique d'Amérique centrale (CDA) réunissant le Salvador, le Honduras et le Costa Rica a été un petit pas supplémentaire dans la mise en œuvre du plan contre-révolutionnaire de l'impérialisme US en Amérique centrale. D'après l'*International Herald Tribune* (14), il ne fait aucun doute que le « but principal » de cette association est d'« apporter un soutien international aux élections salvadoriennes du 28 mars ». Un autre volet de l'offensive impérialiste est représenté par l'élaboration d'un programme de déstabilisation du Nicaragua, accusé d'être le principal fournisseur de la guérilla salvadorienne.

La presse américaine a rapporté que la CIA aurait proposé un tel plan à Ronald Reagan pour aider notamment à la structuration d'une opposition au régime sandiniste et créer des « unités d'action pour des opérations paramilitaires, politiques ou de renseignement » (15). Le coût de cette opération d'envergure, qui n'excluerait ni des actions contre « des objectifs cubains spécifiques » ni « l'emploi de personnel américain dans des actions paramilitaires unilatérales », serait de 19 millions de dollars. Et, pour le mettre à exécution, les USA profiteraient de la collaboration des militaires des dictatures du Cône Sud de l'Amérique latine, et notamment des Argentins. Reprenant des informations émanant du Congrès américain, l'*International Herald Tribune* (16) précise que le gouvernement militaire argentin est déjà investi dans un rôle « paramilitaire de déstabilisation » du Nicaragua, en partie « coordonné » avec Washington. Le quotidien américain note par ailleurs que « les Argentins ont une mission militaire d'entraînement au Salvador, totalisant environ cinquante hommes ».

ENVOI DE TROUPES US

C'est dans ce contexte que se développent, jusque dans les rangs de la classe dominante américaine, des controverses sur la politique de Ronald Reagan en

Amérique centrale. Ces critiques s'alimentent surtout du fort sentiment d'opposition à toute nouvelle aventure militaire existant au sein de la population américaine. L'engagement personnel de Ronald Reagan, affirmant que la Junte salvadorienne « faisait des efforts concertés et réels pour respecter les droits de l'homme » — au moment même où la presse révélait la participation directe de conseillers américains aux combats et dénonçait les massacres de population civile par les forces répressives salvadoriennes —, a attisé ces discussions. Plusieurs parlementaires démocrates se sont inscrits en faux contre le soutien sans limites de l'administration Reagan à la dictature salvadorienne.

Dans une interview à l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* (17), Robert White, ambassadeur américain au Salvador sous l'administration Carter, résume ces critiques en accusant Ronald Reagan d'avoir pour seule orientation politique celle de la recherche d'une « victoire militaire du gouvernement salvadorien » qui lui paraît très improbable. Dans ce cas, « l'aide américaine aux dictatures ne fait que retarder le jour inévitable et provoquer un résultat encore plus radical ». A ces leçons qu'il tire de la révolution nicaraguayenne, il oppose une orientation « réformatrice » dont on a vu, avec le soutien apporté en son temps par l'administration Carter à la Junte militaire et démocrate-chrétienne du Salvador, à quelle politique elle conduisait aussi.

Le véritable débat se situe d'ores et déjà, en fait, autour de la question de l'intervention directe des forces impérialistes pour sauver le régime salvadorien. Début février, le secrétaire d'Etat américain avait déjà lâché une inquiétante petite phrase en affirmant que les Etats-Unis « feraient tout ce qui est nécessaire » pour empêcher la victoire du FMLN, n'excluant nullement l'envoi de troupes US, bien que Ronald Reagan ait encore de « fortes réserves » contre cette perspective. L'*International Herald Tribune* a révélé (18) que le général Wallace Nutting, chef du commandement Sud des troupes américaines, basé à Panama, estimait depuis plusieurs semaines que les conseillers US devraient participer officiellement aux combats. Ces appréciations sont liées au fait que, même avec une nouvelle aide militaire américaine, la Junte est incapable de vaincre à elle seule la guérilla. Le ministre de la Défense du Salvador, le colonel José Guillermo García l'a d'ailleurs reconnu en déclarant que « sans l'aide militaire américaine, les forces armées salvadoriennes ne pourront pas gagner contre les insurgés ». D'après la chaîne de télévision américaine CBS, non démentie par le Pentagone, un rapport de la CIA remis au président Ronald Reagan arrive à la conclusion précise que, sans intervention militaire directe des forces américaines, la guerre au Salvador ne pourra pas être gagnée. Pour l'instant, ce qui retient encore l'administration Reagan, ce sont les conséquences possibles d'une telle intervention. Comme l'a ex-

pliqué Alexander Haig, « les Américains ne veulent pas et ne sont pas enthousiasmés par un autre engagement militaire américain (19) ».

Aussi, le matraquage idéologique contre le Nicaragua et Cuba, et l'utilisation anticommuniste du coup de force des généraux de Varsovie contre les travailleurs polonais et le syndicat Solidarité, visent-ils à créer les conditions politiques pour une telle intervention impérialiste.

Dans cette perspective, les dirigeants impérialistes font monter consciemment les enchères. Le secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires inter-américaines, Thomas Enders, ne déclarait-il pas récemment : « Si, après le Nicaragua, le Salvador tombe aux mains d'une minorité violente, qui pourra vivre sans peur en Amérique centrale ? Pendant combien de temps les principaux intérêts stratégiques des Etats-Unis — le canal, les voies maritimes, les approvisionnements en pétrole — seront-ils préservés ? (20) » Et Thomas Enders d'ajouter qu'une « bataille décisive se déroule au Salvador », comme pour mieux argumenter en faveur de l'engagement américain aux côtés de la dictature.

La détermination de l'administration Reagan à pousser plus avant sa politique belliciste en Amérique centrale ne doit nullement être sous-estimée. Alexander Haig en a lui-même donné un exemple récent lorsqu'il a expliqué en quoi la situation centro-américaine différait — selon lui — du précédent vietnamien. Avec le Salvador, « nous sommes au cœur des intérêts américains dans l'hémisphère (21) » a-t-il déclaré. « Une menace militaire à notre porte soulève une autre catégorie de problèmes » répète-t-il (22) à qui veut l'entendre. Et, dans ce cas, se refusant de dire jusqu'où les USA sont prêts à aller, il précise hypocritement : « Il vaut mieux ne pas mettre les points sur les "i". »

Alors que les impérialistes américains sont en train de peser froidement les avantages et les inconvénients d'une intervention militaire directe en Amérique centrale, le soutien internationaliste à la révolution salvadorienne se doit de constituer une donnée permanente de l'activité des révolutionnaires de par le monde. ■

Vincent KERMEL
22 février 1982.

14. *International Herald Tribune*, vendredi 5 février 1982.

15. *Washington Post*, dimanche 14 février 1982.

16. *International Herald Tribune*, samedi-dimanche 6-7 février 1982.

17. *Der Spiegel*, lundi 1er février 1982.

18. *International Herald Tribune*, jeudi 18 février 1982.

19. *International Herald Tribune*, mardi 9 février 1982.

20. *International Herald Tribune*, vendredi 5 février 1982.

21. *International Herald Tribune*, mardi 9 février 1982.

22. *Le Monde*, vendredi 19 février 1982.

Mascarade électorale et guerre civile

Le ravalement de façade de la dictature n'entravera pas la montée révolutionnaire

MALGRE toutes les tentatives faites pour leur donner une certaine crédibilité internationale, les élections générales qui devaient avoir lieu le 7 mars, sous les auspices de l'impérialisme américain et de la dictature guatémaltèque, se sont situées dans la continuité des manipulations et des fraudes électorales antérieures.

Déjà en 1974, la coalition de la Démocratie chrétienne (DC) et du Front uni de la révolution (FUR) — qui se réclame de la social-démocratie — avait été dépossédée de sa victoire électorale. Le président de la République, le général

Vincent KERMEL

La tenue des élections le 7 mars, dans la mesure où elles sont censées légitimer la dictature, a été un enjeu d'importance pour le pouvoir. A telle enseigne que le candidat officiel de l'armée et des partis réactionnaires traditionnels, regroupés au sein d'un Front démocratique populaire (FDP), le général Anibal Guevara, a proclamé tout au long de sa campagne : « Allez voter. Pour n'importe qui, mais votez ! »

Aujourd'hui, pourtant, encore plus qu'en 1978, l'activité des formations d'opposition armée s'est considérablement développée. Le correspondant du journal *le Monde* en Amérique centrale a pu écrire, le 23 janvier dernier : « On a peine à imaginer le niveau de lutte atteint par les groupes révolutionnaires guatémaltèques (...). Leur capacité militaire est sans doute supérieure à celle de leurs homologues salvadoriens. »

LES PROGRES DE LA GUÉRILLA

Active dans plusieurs régions du pays, la guérilla mène aussi des actions militaires jusque dans la capitale, Ciudad-Guatemala. Le début de l'année 1982 a ainsi été salué par de nombreux attentats à la bombe et plusieurs occupations de stations de radio qui ont été pour les guérilleros l'occasion de diffuser des communiqués. Dans les campagnes, les forces de guérilla combinent occupations de villages et attaques de positions militaires, et l'on a d'ailleurs pu noter, ces derniers mois et malgré la répression, une recrudescence significative des activités de la guérilla. Parmi les plus spectaculaires par le niveau d'organisation qu'elles supposent, il y a eu l'abbatage en novembre dernier de centaines d'arbres pour barrer la route panaméricaine entre la capitale et la ville de Solola. On estime à environ 500

le nombre de guérilleros qui ont dû participer à cette initiative. Depuis septembre dernier, les forces de guérilla considèrent que leur lutte est entrée dans une phase décisive, celle de la « généralisation de la guerre ».

Mais elles ont aussi fait des progrès dans leur processus d'unification. Après la mise en place d'une coordination dénommée « quadripartite », la récente « proclamation unitaire des forces révolutionnaires guatémaltèques » autour de la « stratégie de Guerre populaire révolutionnaire » et la constitution de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (UNRG) regroupant l'EGP (Armée de guérilla des pauvres), les FAR (Forces armées rebelles), l'ORPA (Organisation du peuple en armes) et le PGT-ND (Parti guatémaltèque du travail, noyau de Direction nationale) autour d'une plate-forme programmatique, a représenté un important pas en avant dans le sens de la constitution d'un véritable front uni contre la dictature. Cette proclamation unitaire des organisations d'avant-garde précédant de quelques semaines l'annonce de la constitution prochaine d'un « Front d'unité patriotique national » regroupant l'ensemble de l'opposition et des organisations de masse regroupées dans le Front démocratique contre la répression (FDCR) et le Front populaire du 31-Janvier (FP-31).

Parallèlement, le gouvernement de Romeo Lucas Garcia s'est caractérisé par une véritable reprise et institutionnalisation du terrorisme d'Etat et le renforcement de la militarisation tant de l'Etat que de l'économie. Du massacre par l'armée, le 31 janvier 1980, de plusieurs dizaines de paysans occupant pacifiquement l'ambassade d'Espagne à Ciudad-Guatemala pour dénoncer la répression en forme de génocide dans leur région, aux diverses opérations anti-guérilla qui, comme celle de novembre 1981 dans les départements de Chimalenango, du Quiche, de Sacatepequez, de Baja Verapaz et de Solola, ont fait des centai-

Carlos Arana Osorio — qui apporte aujourd'hui son appui au candidat de la Centrale authentique nationaliste (CAN) — avait décidé de proclamer la victoire de la coalition ultra-réactionnaire constituée par le Mouvement de libération nationale (MLN) et le Parti institutionnel démocratique (PID).

En mars 1978, les masses populaires ont très largement boycotté la mascarade électorale. 70 % de la population en âge de voter se sont abstenus, soit 63,5 % des inscrits, et le général Romeo Lucas Garcia n'a obtenu que 14,8 % des suffrages exprimés, soit seulement 8 % du total de la population en âge de voter ...

nes de victimes parmi la population civile et des milliers de réfugiés, la liste des exactions est longue. Certes, ces pratiques ne datent pas d'hier, puisque l'on évalue à environ 83 500 le nombre de morts depuis le renversement, en 1954, du régime nationaliste de Jacobo Arbenz. Mais avec les Romeo Lucas Garcia (président de la République) et Benedicto Garcia (chef d'état-major de l'armée), la répression s'est encore accentuée.

Un rapport d'Amnesty international confirme que 5 000 personnes au moins ont été arrêtées et assassinées par les forces de sécurité depuis juillet 1978, date de la prise de fonction du général Romeo Lucas Garcia. On chiffre par ailleurs à 13 500 le nombre des assassinats pour la seule année 1981. La politique de la dictature s'est aussi traduite par un accroissement numérique très important des forces répressives, que le général Benedicto Garcia veut encore faire passer de 20 000 à 50 000 hommes pour la seule armée régulière, en y intégrant les groupes paramilitaires qui agissent en auxiliaires des forces gouvernementales.

UNE DICTATURE SANGLANTE

Le document de l'UNRG note qu'« en 1981, le régime est passé de l'assassinat individuel à l'extermination de villages entiers. Au cours des offensives anti-guérilla de 1981, l'armée du général Romeo Lucas Garcia a commencé à appliquer une politique de terre brûlée, massacrant des villages entiers, rasant les semis, abattant les bêtes et brûlant les habitations. Un exemple de cette politique est fourni par la destruction complète de villages entiers dans la région du Peten, à la frontière avec Belize (ex-Honduras britannique) et dans l'Usamacinta, dont la population a été forcée de se réfugier au Mexique ».

Si, en 1980, le rythme des assassinats politiques perpétrés par les corps répressifs était de 70 à 100 personnes



par mois, celui-ci est passé à 250 à 300 par mois en 1981.

3 000 paysans guatémaltèques ont fui au Mexique entre juillet et août 1981. Le gouvernement mexicain de José Lopez Portillo a eu là l'occasion de montrer son authentique visage dès lors que la révolution centro-américaine s'est rapprochée des frontières de son pays. L'armée mexicaine a été mise en état d'alerte à la frontière avec le Guatemala « pour garantir l'intégrité de la souveraineté nationale », fermant ainsi la porte aux réfugiés fuyant la dictature.

La pratique du génocide, qui est celle de la dictature guatémaltèque, a pourtant été dénoncée devant l'opinion internationale par de nombreux témoignages. Ainsi, presque chaque fois que la guérilla, après avoir occupé temporairement un village ou une plantation, se retire, l'armée intervient immédiatement pour opérer un massacre de civils. « L'argument de l'armée est que si les guérilleros sont passés par là, c'est qu'ils devaient bénéficier de quelque soutien, raconte un petit planteur de café, aussi tuent-ils les gens sans aucune preuve » (International Herald Tribune, 5-6 décembre 1981). Le quotidien américain rapporte que, « cette année, les troupes gouvernementales ont anéanti 10 petits villages autour de Jilotepeque, localité indienne située dans une région montagneuse où l'activité de la guérilla est intense. L'armée a d'abord tué les chefs de familles, d'après ce qu'en a rapporté un ancien responsable gouvernemental. Celui-ci a raconté que les soldats, avant de tuer le reste des familles, ont forcé des jeunes gens à achever les blessés. Plus de 100 Indiens ont ainsi été assassinés... »

Cette politique de répression massive, qui fait de la lutte au Guatemala la plus violente et la plus meurtrière de toute la région, n'a néanmoins pas apporté de solution à la crise économique dans laquelle s'enfonce la dictature. Celle-ci se caractérise par une importante fuite de capitaux (500 millions de dollars depuis 1979, et 119 millions de dollars pour le seul mois de septembre 1981), une inflation galopante et un fort taux de chômage (18 % seulement

de la population active dispose d'un travail fixe). Un article, publié dans le journal *La Nación* du Costa Rica, précise à ce sujet que « la situation économique du Guatemala est d'ores et déjà en crise, même si l'économie de ce pays est la plus dynamique de toute l'Amérique centrale, secouée qu'elle est par le processus électoral et la lutte armée, qui est sans doute même plus intense que la guerre civile au Salvador, même si on en parle moins. Les perspectives pour 1982 s'annoncent négatives, les experts prévoyant que l'économie guatémaltèque subira cette année une dépression provoquée précisément par la situation politique du pays » (cité dans *Informador de Guatemala*, numéro 6, 2 février 1982, publié à San José de Costa Rica).

Cette situation et l'importance de plus en plus grande qu'ont pris les militaires aussi bien dans l'appareil d'Etat que dans l'économie ont évidemment alimenté des divergences entre différentes fractions des classes dominantes dont les divers candidats aux élections du 7 mars sont en partie l'expression.

ELECTIONS ET GUERRE CIVILE

Bien évidemment, aucun des quatre candidats en lice ne remet en cause la politique répressive du gouvernement du général Romeo Lucas Garcia. Tout au plus certains d'entre eux suggèrent-ils qu'elle soit accompagnée de quelques réformes... Gustavo Anzuetti Vielman, de la Centrale authentique nationaliste (CAN), préconise la « réduction au minimum du secteur public » ; le candidat officiel, ex-ministre de la Défense de Romeo Lucas Garcia, le général Anibal Guevara, réclame une « professionnalisation » des forces répressives ; Mario Sandoval Alarcon, figure centrale de l'extrême droite au Guatemala et très lié aux grandes compagnies nord-américaines affirme : « Il faut mener en tout premier lieu une politique pétrolière de prospection libre, de manière que l'on puisse se livrer à des forages à travers tout le Guatemala en ne remplissant que quelques conditions. » Enfin, le candidat de l'Union d'opposition

— composée du Parti nationaliste rénovateur (PNR) et de la Démocratie chrétienne (DC) —, Ajeandro Maldonado Aguirre, prétend que « la guérilla doit être combattue les armes à la main, mais une solution militaire doit être substantiellement appuyée par une solution politique » (le *Monde*, 24-25 janvier 1982).

Les forces de guérilla ont appelé au boycott de ces élections où seuls les représentants de fractions bourgeoises ont la parole. Le Front uni de la révolution (FUR) a aussi lancé un appel dans ce sens, estimant que la campagne se déroule « dans un climat de répression et sans participation de l'opposition authentique ».

Particulièrement intéressés à la stabilisation de la situation au Guatemala — les investissements américains y sont deux fois plus importants qu'au Salvador —, les Etats-Unis ont apporté leur soutien à ce processus électoral sans faire toutefois de ses résultats une condition pour la reprise de leur aide militaire un temps limitée par la politique du président Carter sur les « droits de l'homme ».

Déjà, en mai 1981, le général américain Vernon Walters déclarait à Guatemala Ciudad que les Etats-Unis étaient disposés à « aider n'importe lequel de nos alliés » pour ne pas « laisser une nation latino-américaine de plus tomber entre les mains de Moscou ». Un membre de l'administration Reagan, John Bushnell, précisait à la même époque que Washington était « disposé à aider le Guatemala, étant donné le développement de la guérilla et l'important soutien dont elle bénéficie de la part du communisme mondial » (*Latin America Weekly Report*, Londres, 22 mai 1981).

Joignant le geste à la parole, tout en maintenant certaines pressions allant dans le sens de la recherche d'une « solution politique » et d'un ravalement de la façade de la dictature, l'administration Reagan a déjà repris son aide à la dictature guatémaltèque, qui avait été principalement armée ces dernières années par l'Etat d'Israël.

Ainsi, 250 000 dollars ont-ils été attribués dans le budget américain pour l'année fiscale 1983 au financement de l'entraînement des forces répressives guatémaltèques. Du matériel de transport (jeep, camions) ainsi que des hélicoptères civils facilement convertibles en leur équivalent militaire ont déjà été vendus au gouvernement du général Romeo Lucas Garcia. Et le porte-parole du département d'Etat, Dean Fischer, affirmait récemment, au comble du cynisme et de l'hypocrisie : « Nous voulons assister le Guatemala face à l'insurrection croissante, tout en étant attentifs à l'importance que joue dans la formulation de notre politique étrangère l'élément des droits de l'homme » (*International Herald Tribune*, 13-14 février 1981).

Vincent KERMEL
28 février 1982.

Avancée du processus unitaire des organisations politico-militaires

Proclamation unitaire des organisations révolutionnaires guatémaltèques

NOUS publions ci-dessous la seconde partie, à caractère programmatique, de la *Proclamation unitaire des organisations révolutionnaires guatémaltèques*, Armée de guérilla des pauvres (EGP), Forces armées rebelles (FAR), Organisation du peuple en armes (ORPA) et Parti guatémaltèque du travail (PGT) (*nucleo de direccion nacional*), c'est-à-dire l'aile majoritaire du parti communiste qui a rejoint la lutte armée en 1980. La coordination existant entre les différentes organisations politico-militaires guatémaltèques depuis bientôt deux ans vient donc de se voir couronner par un nouveau pas en avant dans le sens de l'unification de leurs efforts. Les quatre organisations signataires soulignent par cette proclamation unitaire l'identité à laquelle elles sont parvenues quant à la conception de la stratégie menant au renversement de la dictature et à l'instauration d'un « gouverne-

ment révolutionnaire patriotique, populaire et démocratique ». Cette prise de position des quatre organisations d'avant-garde guatémaltèques est intervenue dix jours avant l'annonce de la création d'un Comité d'unité patriotique (CUP) préparant la constitution d'un « Front d'unité patriotique national » auquel devrait se rallier l'ensemble de l'opposition et des organisations de masse regroupées jusqu'à présent dans le Front démocratique contre la répression (FDCR) et le Front populaire 31-janvier (FP-31). Les forces regroupées dans ce futur front reconnaissant les quatre organisations politico-militaires comme leur avant-garde, dans le cadre de la stratégie de la « Guerre populaire révolutionnaire ».

A. T.

FUERZAS ARMADAS REBELDES
FARORGANIZACION
DEL PUEBLO EN ARMAS

Nucleo de Direccion Nacional

L'UNITE DE TOUT LE PEUPLE GUATEMALTEQUE DANS LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE

Devant la grave situation dans laquelle se trouve notre peuple, et devant les risques que représente pour les peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe l'intervention de l'impérialisme, nous, les organisations révolutionnaires de guérilla guatémaltèques, proclamons que la Guerre populaire révolutionnaire est la voie de notre peuple pour conquérir son émancipation nationale et sociale définitive.

Celle-ci est l'unique chemin sûr que puisse suivre le peuple guatémaltèque pour prendre le pouvoir et instaurer un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique qui mette fin pour toujours à l'exploitation, à l'oppression, à la discrimination, à la répression et à la dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Pour atteindre cet objectif considérable, nous, les organisations révolutionnaires, appelons à la constitution d'un grand front d'unité patriotique révolutionnaire, qui soit l'expression de la grande alliance de tout notre peuple et qui, avec à sa tête son avant-garde révolution-

naire, suivant la stratégie de la Guerre populaire révolutionnaire, renverse le pouvoir des grands possédants nationaux et étrangers, qui pratiquent l'exploitation, l'oppression et la discrimination raciale, et mette en place un gouvernement révolutionnaire patriotique, populaire et démocratique.

Nous, les organisations révolutionnaires politico-militaires qui proclamons aujourd'hui cette unité historique des révolutionnaires guatémaltèques, lançons un appel fraternel au secteur du Parti guatémaltèque du travail (PGT) qui n'est pas encore entré dans la Guerre révolutionnaire, à commencer la discussion en vue de son incorporation à l'Unité révolutionnaire, sur la base de la reconnaissance de la validité de la stratégie de la Guerre populaire révolutionnaire, et de son incorporation pratique sur la base des objectifs fondamentaux du programme que nous exposons dans ce document en tant qu'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) :

PRINCIPAUX POINTS DU PROGRAMME DU GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE, PATRIOTIQUE, POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE

Le gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique que nous instaurerons au Guatemala s'engage, devant le peuple guatémaltèque et devant les peuples du monde, à réaliser les cinq points fondamentaux de son programme de gouvernement :

I.— La révolution mettra fin pour toujours à la répression contre le peuple et garanti-

ra aux citoyens la vie et la paix, droits suprêmes de l'être humain.

La vie et la paix sont des droits suprêmes de l'être humain. La révolution mettra fin à la répression contre le peuple et éliminera pour toujours le régime politique qui s'est attribué le droit d'assassiner ses opposants pour garder le pouvoir.

Depuis 1954, le gouvernement des

grands possédants exploiters a ôté la vie à des dizaines de milliers de Guatémaltèques pour des raisons politiques. Ce sang répandu est pour la révolution un engagement à la liberté, à la paix et au respect de la vie.

II.— La révolution jettera les bases d'une réponse aux besoins fondamentaux de la grande majorité du peuple, en mettant fin à la domination économique et politique des grands possédants nationaux et étrangers qui gouvernent le Guatemala.

La cause principale de la pauvreté de notre peuple est la domination économique et politique des grands possédants répressifs, nationaux et étrangers, qui gouvernent le Guatemala. La révolution mettra fin à cette domination et garantira que le produit du travail de tous bénéficie à ceux-là mêmes qui produisent la richesse par leur effort créateur.

Les propriétés des grands possédants passeront aux mains du gouvernement révolutionnaire, qui veillera à ce que cette richesse soit utilisée pour satisfaire les besoins du peuple travailleur. La révolution garantira la réalisation d'une vraie réforme agraire, en donnant la terre à ceux qui la travaillent, de façon individuelle, collective ou sous forme coopérative.

La révolution garantira la petite et moyenne propriété agricole et partagera entre ceux qui la travaillent de leurs mains la terre qui appartient aujourd'hui aux hauts dirigeants militaires, fonctionnaires et hommes d'affaires corrompus, avides et répressifs.

La révolution garantira le petit et le moyen commerce et stimulera la création et le développement de l'industrie nationale dont le Guatemala a besoin pour se développer.

La révolution garantira un contrôle effectif des prix, au service de la grande majorité, en même temps qu'un profit raisonnable qui ne soit pas au détriment du peuple.

En enlevant le pouvoir aux grands possédants nationaux et étrangers, la révolution fera surgir des nouvelles sources d'emploi et garantira par des lois des salaires justes à tous les travailleurs des zones rurales et urbaines.

Le pouvoir entre les mains du peuple permettra de trouver des solutions aux grands problèmes de santé, de logement et de l'analphabétisme, dont souffre l'immense majorité du peuple guatémaltèque.

III.— La révolution garantira l'égalité pour les Indiens et mettra fin à l'oppression culturelle et à la discrimination raciale.

La domination des grands possédants est la principale cause de l'oppression culturelle et de la discrimination raciale dont souffre la population indienne au Guatemala. Pour mettre fin à l'oppression culturelle et à la discrimination raciale, il faut d'abord que la population indienne, partie essentielle du peuple guatémaltèque, participe au pouvoir politique. La participation de la population indienne au pouvoir politique, ensemble avec la po-

pulation non indienne, nous permettra de répondre aux besoins en terre, travail, salaire, santé, logement et bien-être en général, qui sont actuellement ceux de la population indienne.

La satisfaction de ces besoins est la condition première pour en arriver à l'égalité entre la population indienne et non indienne. La seconde condition permettant de garantir cette égalité est le respect de la culture et la reconnaissance du droit de la population indienne à préserver son identité.

Le développement d'une culture qui réunisse et rassemble les racines historiques de notre peuple est l'un des grands objectifs de la révolution. Indiens et non-Indiens au pouvoir décideront librement de la physionomie future du Guatemala.



IV.— La révolution garantira la création d'une nouvelle société où soient représentés au gouvernement tous les secteurs patriotes, populaires et démocratiques.

La révolution garantira la création d'une nouvelle société où tous les secteurs patriotes, populaires et démocratiques seront représentés au gouvernement.

La révolution respectera le droit du peuple à élire ses autorités locales, municipales et nationales.

Tout citoyen qui, par son travail, ses connaissances ou son capital, pourra ou voudra aider le Guatemala à sortir de la pauvreté, de l'arriération et de la dépendance, aura une place dans la nouvelle société. Les hommes d'affaires patriotes qui seront disposés à contribuer à la réalisation de ce grand objectif jouiront de toutes les garanties, sans autre condition que le respect des intérêts du peuple travailleur.

La révolution garantira la liberté d'association politique, la liberté d'expression et de pensée et la liberté de croyance religieuse comme autant de formes rendant possible la participation de tous les citoyens à la construction de la nouvelle société.

La révolution jugera sévèrement les ennemis récalcitrants, la camarilla des plus hauts dirigeants militaires et leurs complices, qui ont décidé et dirigé la répression contre le peuple.

La révolution sera magnanime pour

ceux qui ont reçu l'ordre de réprimer le peuple et tiendra compte de ceux qui, ayant reçu ces ordres, se sont abstenus de les mettre en pratique.

La révolution mettra fin à l'enrôlement forcé et discriminatoire pour le service militaire.

Dans la nouvelle Armée populaire révolutionnaire que le peuple du Guatemala construira pour garantir la sécurité et la défense de la patrie, pourront participer tous les officiers et soldats patriotes qui n'auront pas les mains tachées du sang du peuple.

Dans la nouvelle société, la femme aura des droits égaux à ceux des hommes, dans la mesure où elle partage avec celui-ci les mêmes obligations et même plus, du fait de ses devoirs de mère.

Enfants et vieillards bénéficieront de la protection à laquelle ils ont droit pour leur apport passé ou futur à la production de la richesse sociale.

La révolution reconnaît le peuple chrétien comme l'un des piliers de la nouvelle société, dans la mesure où ses croyances et sa foi sont mises au service de la liberté de tous les Guatémaltèques.

V.— La révolution garantira la politique de non-alignement et de coopération internationale dont ont besoin les pays pauvres pour se développer dans le monde d'aujourd'hui, sur la base de l'autodétermination des peuples.

Le non-alignement sur les grandes puissances et la coopération internationale sont une nécessité dans le monde complexe et interdépendant d'aujourd'hui. Les investissements étrangers sont nécessaires pour les pays pauvres et ils doivent être accordés sur la base du respect de la souveraineté nationale de chaque pays, en tenant compte des besoins de ces peuples et de la rentabilité raisonnable des investissements de capitaux provenant d'autres pays.

Pour cela, la stabilité politique de chaque pays est indispensable. Sans stabilité politique, il ne peut y avoir de coopération internationale. La coopération internationale est possible, malgré la différence d'idéologie et de régime politique, à partir du moment où la libre détermination de chacun des peuples est respectée.

— Construisons l'unité révolutionnaire de tout le peuple du Guatemala !

— Développons la Guerre populaire révolutionnaire !

— Renversons le régime d'exploitation !

— Prenons le pouvoir et instaurons un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique !

*... Nuestro pueblo con anima fiera
antes muerto que esclavo sera ... !
(Notre peuple à l'âme fière
préfère la mort à la condition
d'esclave)*

Unité révolutionnaire nationale
guatémaltèque (URNG)
Guatemala, janvier 1982.

Les élections brésiliennes et la Pologne

Un entretien avec Luis Inacio Da Silva, "Lula"

AU Brésil, les élections sont toujours prévues pour le mois de novembre 1982. Il devrait y avoir quatre élections, pas moins : les municipales, les législatives, les sénatoriales et les premières élections des gouverneurs des Etats depuis l'instauration de la dictature militaire, le 1er avril 1964. Quand on les interroge à ce sujet, les membres du gouvernement affirment qu'il n'est pas permis de douter de la tenue de ces élections ... puisque le président, le général Joao Baptista Figueiredo en personne, a engagé sa parole.

Pourtant, à huit mois à peine de la consultation, on ne sait toujours pas quelle sera la règle du jeu définitive. Le gouvernement la modifie à sa convenance, semaine après semaine, de *pacote* (littéralement « paquet », désignant les décrets sur le mode de scrutin) en *pacotons* (petits paquets), pour s'assurer la victoire. Le *pacote* de novembre est un exemple du cynisme absolu de la dictature :

— D'une part, il établit le « vote lié », c'est-à-dire l'obligation faite à tous les électeurs de voter pour la même liste aux quatre élections. Comme seuls les partis reconnus par la loi ont le droit de présenter des candidats, cela revient à contraindre chaque électeur à choisir un parti et un seul à tous les niveaux. Presque une affiliation forcée.

— D'autre part, il interdit les coalitions, ce qui veut dire que des accords locaux ou des listes panachées entre deux partis seront invalidés.

Ces deux dispositions visent à morceler les différentes oppositions pour renforcer les chances du parti au pouvoir, le Parti démocrate-social (PDS), que les sondages donnent — pour le moment — largement perdant dans tous les principaux Etats.

En riposte au *pacote* de novembre, les deux grands partis bourgeois d'opposition, le Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB) et le Parti populaire (PP) viennent de tenir un Congrès de fusion le 14 février dernier. Cette fusion met encore davantage en évidence le caractère bourgeois de cette opposition. Le PP est en effet couramment considéré au Brésil comme « le parti des banquiers ». Il a à sa tête nombre de vieux politiciens qui ont été parmi les têtes pensantes du coup d'Etat de 1964, comme Magalhães Pinto. Et il était apparu dans le projet initial de l'« ouverture », en 1979-1980, comme

une roue de secours pour le régime, avec la possibilité de former une coalition majoritaire avec le parti au pouvoir.

La dictature n'a pas encore dit son dernier mot. Elle menace d'interdire de fait cette fusion en faisant appel au tribunal électoral. Seuls seraient validés les candidats appartenant depuis plus d'un an à un parti, ce qui écarterait les candidats d'un parti né d'une fusion à huit mois des élections ... Il suffirait d'y penser.

Quant aux candidatures de militants syndicalistes, comme celle de « Lula » à Sao Paulo ou celle d'Olívio Dutra à Porto Alegre, l'incertitude demeure. Les dirigeants syndicaux suspendus de leurs fonctions pour fait de grève pourraient se présenter. Seuls seraient invalidés les militants condamnés en vertu de la Loi de sécurité nationale (LSN) à titre définitif, c'est-à-dire après l'épuisement de toutes les procédures d'appel. Par exemple, « Lula », le président du Parti des travailleurs (PT), est bien condamné, mais il a engagé une procédure d'appel. Il ne pourra être invalidé qu'après la conclusion de cette procédure, en fonction de la hâte ou de la lenteur de la justice, autrement dit du bon vouloir de la dictature, qui attend le dernier moment pour décider si une candidature d'opposition supplémentaire peut la servir ou lui nuire en termes de calculs électoraux.

Dans le PT, ces péripéties ont provoqué une réaction inverse à celle qui a poussé le PP et le PMDB à la fusion. Elles ont confirmé que l'« ouverture » restait entre les mains de la dictature et que les dés de ces élections étaient largement pipés. Elles ont renforcé le puissant courant de la base en faveur de candidatures propres du parti à tous les niveaux et contre les coalitions politiciennes avec les partis bourgeois. Ainsi, le congrès du PT de l'Etat de Sao Paulo a-t-il désigné le 23 janvier Luis Inacio da Silva, « Lula », comme candidat du parti au poste de gouverneur de cet Etat.

Nous avons rencontré « Lula » au lendemain même de cette désignation et nous l'avons interrogé sur les problèmes que soulèverait sa candidature, ainsi que sur ses réactions face au coup de force militaire de la bureaucratie polonaise contre Solidarité. C'est cette interview que nous publions ci-dessous.

Daniel JEBRAC
18 février 1982.

INPRECOR : — Depuis le *pacote* électoral adopté par le gouvernement en novembre dernier, est venue à l'ordre du jour la discussion sur la possibilité d'une « fermeture » politique à court terme. Qu'est-ce que tu penses de cette hypothèse et que penses-tu que le PT pourrait faire contre cette menace au cours de sa campagne ?

Luis Inacio DA SILVA, « LULA » : — Voyons ... Tout d'abord, je ne crois pas qu'il existe actuellement les conditions pour un durcissement du régime militaire. Je pense que les difficultés économiques que connaît le pays, la nécessité qu'il y a pour le Brésil de présenter au reste du monde une image de démocratie, la misère que connaît notre peuple, tout

cela ne supporterait pas une nouvelle « fermeture », parce qu'il n'y a plus moyen de tromper l'opinion publique, de lui faire avaler des prétextes qui feraient qu'on fermerait le pays une fois de plus. Je veux dire qu'il y a déjà eu un coup d'Etat en 1964, prétendument à cause d'une inflation de 90 %, des grèves et, depuis dix-huit ans de dictature, aucune réponse n'a été donnée à tout ça, pas plus qu'au chômage. Il serait donc difficile aux militaires d'expliquer les raisons d'un nouveau coup d'Etat et d'une nouvelle « fermeture ».

Maintenant, il faut qu'il soit clair qu'il n'y a jamais eu vraiment d'« ouverture » politique pour la classe ouvrière. Pour nous, la « fermeture » continue à exister dans la mesure où il nous est inter-

dit de faire grève, dans la mesure où il n'y a pas de liberté syndicale, dans la mesure où les travailleurs n'ont pas le droit de négocier librement avec leurs employeurs, dans la mesure où les grèves entraînent l'inculpation des dirigeants syndicaux au nom de la Loi de sûreté nationale (LSN), dans la mesure où les dirigeants syndicaux ne peuvent s'opposer à la politique économique du gouvernement sans encourir la suspension de leurs droits syndicaux ... Ce qui veut dire que la « fermeture » existe déjà pour les travailleurs, ou, plus exactement, qu'il n'y a pas vraiment eu d'« ouverture ».

L'« ouverture » politique brésilienne est élitiste au sens où elle vise plutôt à montrer au monde un semblant de démocratie, alors qu'elle n'est qu'un trom-



pe-l'œil pour nous, la majorité des Brésiliens, la classe travailleuse.

— Dans ton discours de clôture au Congrès du PT de l'Etat de Sao Paulo, tu as défini ta propre candidature au poste de gouverneur comme une rupture avec la tradition politique populiste, électoraliste, clientélaire, de coalition avec les partis de l'« opposition large ». Tu envisages donc la campagne électorale du PT pour 1982 comme une campagne « classiste » ?

— Avant tout, il faut insister sur le fait que le PT n'a de raison d'être que dans la mesure où il est le produit de l'organisation du mouvement populaire dans le pays, et dans la mesure où il exprime les aspirations immédiates et générales de l'ensemble de la société et en particulier de sa grande majorité, à savoir la classe travailleuse.

Pour toutes ces raisons, l'existence du PT n'a de sens que s'il se définit d'un point de vue de classe, en accord avec ses origines, dans la mesure où il représente effectivement une partie de la société qui est la classe travailleuse. Il faut que cela soit tout à fait clair, sinon on finit par créer un front entre partis qui ne correspondent pas aux intérêts du parti car, dans ce cas, il n'aurait même pas été nécessaire de créer le PT, nous aurions pu tout aussi bien rester dans d'autres partis ...

Cette définition de classe ne doit pas être entendue de façon étroite, au point de concevoir le PT comme fermé et de réclamer une carte professionnelle d'ouvrier pour y adhérer. Ici, nous accordons une grande valeur à ce que les gens ont dans la tête, à ce qu'ils s'engagent à faire, aux engagements qu'ils sont prêts à prendre aux côtés de la classe travailleuse, même sans être ouvriers et quelle que soit leur origine.

Maintenant, une campagne du PT n'a de sens que si elle évite aussi bien l'avant-gardisme que l'électorisme qui recherche simplement à glaner des voix au prix de promesses trompeuses. Je crois que la campagne du PT doit être l'occasion pour tous les participants et pour l'ensemble du parti d'aller dans les quartiers et les villages, mais non seulement pour y tenir des meetings et y populariser le message du parti. Je pense essentiel qu'en chaque lieu où l'on va, on essaie de constituer une cellule organisée de la classe travailleuse. C'est ça l'objectif central de la campagne du parti.

— Comment penses-tu répliquer à la campagne qui ne manquera pas de se développer sur le thème bien connu des « petits partis » (encore que le PT ait plus de 300 000 affiliés), du vote dit « utile », de la division des oppositions, etc. ?

— Ces arguments n'apparaissent pas seulement au Brésil, mais dans tous les pays, chaque fois que la classe ouvrière essaie de s'organiser par elle-même et menace le piédestal sur lequel la bourgeoisie est habituée à être installée depuis des années. D'abord, je crois que voter utile pour les travailleurs consiste à voter pour le parti avec lequel ils sont prêts à s'engager. C'est pourquoi le vote utile aujourd'hui en Brésil, c'est le vote pour le PT, si nous considérons le vote comme un choix, comme une prise de position politique fondamentale.

Sur la question de la division des oppositions, je pense qu'il existe au Brésil d'un côté des oppositions de fait et de l'autre des oppositions de droit. L'opposition de fait, c'est le PT, avec la classe travailleuse qui subit depuis longtemps les méfaits du régime capitaliste. Et l'opposition de droit, c'est la bourgeoisie qui n'est pas au pouvoir et qui lutte pour y accéder, mais sans l'intention d'y changer la moindre des choses. Elle n'a pas du tout pour but de changer les structures ni la situation sociale de la classe travailleuse.

Tandis que le PT a pour objectif concret et définitif — je crois que c'est lié à ses origines mêmes dans la classe travail-

leuse — les transformations conduisant à une égalité sociale qui n'existe peut-être que dans quelques pays. Et, quand nous défendons le projet d'une société juste et égalitaire, nous entendons par là qu'il n'y a pas d'autre société possible qu'une société socialiste. Notre préoccupation est de définir quel type de socialisme. Quel type de socialisme correspond aux intérêts du peuple brésilien, à ses besoins, à ses particularités.

Donc, ces *leitmotives* que les partis conservateurs vont brandir au cours de la campagne électorale (que nous sommes des diviseurs, etc.) sont toujours les mêmes, à chaque fois que la classe travailleuse cherche à conquérir son indépendance. Et nous allons mener campagne pour dire la chose suivante : que ceux qui ne veulent pas diviser la classe travailleuse viennent du côté de la classe travailleuse, avec nous ...

— C'est la première fois dans ce pays qu'il y a une candidature ouvrière au poste de gouverneur d'un Etat, et qui plus est de l'Etat de Sao Paulo. Et cette candidature est menacée d'invalidation au nom de la Loi de sûreté nationale (LSN). Que penses-tu de cette éventualité ?

— C'est la première fois que se crée au Brésil un parti authentiquement dirigé par la classe ouvrière. Même le Parti communiste brésilien (PCB) n'est pas né de la classe travailleuse, il est né de la petite bourgeoisie. C'est la première fois dans l'histoire de ce pays, je crois, qu'un travailleur est candidat au poste de gouverneur, et en plus d'un Etat aussi important que celui de Sao Paulo. Et nous courons en effet le risque de voir ma candidature invalidée. Avec les camarades du PT, dans la préconvention de l'Etat de Sao Paulo, nous avons estimé qu'il valait la peine de courir ce risque pour voir si le gouvernement aura le courage ou non d'empêcher que je sois candidat.

Je crois, et je l'ai répété à la préconvention, que ma candidature n'a de sens que s'il y a, en même temps qu'une campagne pour gagner des voix, une campagne de prise de conscience pour gagner et assumer cette victoire si nécessaire. Cela veut dire que, si nous gagnons, la base militante du parti doit nous donner les moyens d'assumer la victoire. Nous ne pouvons pas commettre purement et simplement l'erreur commise en Bolivie en 1980, de croire qu'il suffise des bulletins de vote pour renverser un régime autoritaire. J'entre donc en campagne conscient des nombreux obstacles qui nous seront opposés, mais fermement convaincu qu'il est temps de le faire et que c'est la tâche de la classe ouvrière de dénoncer ce qu'il y a à dénoncer et de dire ce pourquoi elle existe.

— Quelles chances électorales vois-tu pour le PT par rapport aux autres partis ?

— Je crois que le PT a toutes les chances. Aucun parti ne dispose d'un aussi grand potentiel pour son message politique que le PT, qui est lié aux intérêts de



« Lula » lors d'une conférence de presse organisée par la CFDT en janvier 1980. (DR)

la majorité de la population, la classe travailleuse. Nous devons y croire et nous mettre au travail de toutes nos forces. Voyons : Montoro, lui, est candidat depuis je ne sais combien d'années pour le PMDB, alors que notre parti vient de naître et que je n'ai jamais été candidat à rien. Pourtant, les sondages nous donnent déjà un pourcentage énorme d'intentions de vote alors que nous n'avons même pas encore commencé notre campagne, que nous n'avons le soutien d'aucun appareil, ni de la grande presse, ni des finances... Notre force est difficile à évaluer, mais nous allons surprendre. Il n'y a qu'à attendre pour voir.

— Passons maintenant à un autre sujet. Malgré un contexte différent, il y a certaines parentés entre le PT au Brésil et Solidarité en Pologne : deux expériences de renaissance du mouvement ouvrier qui cherchent des formes démocratiques d'organisation, qui avancent des revendications de classe, qui proposent une construction à partir de la base, le contrôle sur la production et la vie sociale, etc. Quelles conclusions tires-tu du coup de force militaire qui vient d'avoir lieu en Pologne ?

— Comparé au coup d'Etat de 1964 au Brésil et à l'action du gouvernement brésilien contre la classe travailleuse, le coup qui a eu lieu en Pologne est peut-être pire que celui que nous avons connu il y a dix-huit ans.

Je crois que les travailleurs polonais étaient sur la bonne voie quand ils recherchaient une forme d'organisation indépendante et aspiraient à se libérer des entraves du syndicalisme officiel et du parti unique. Si tu considères les revendications avancées par les travailleurs polonais et celles des travailleurs brésiliens, tu vois que la plupart des revendications sont similaires : ils veulent la liberté et l'autonomie pour s'organiser dans les usines, ils veulent la réduction de la durée de la journée de travail, le blocage des prix des produits de première nécessité... et ce sont là les revendications des travailleurs brésiliens.

Ce que nous regrettons profondément, c'est qu'un régime qui se prétend

socialiste use des mêmes procédés qu'un régime capitaliste pour écraser les travailleurs. Mais nous ne croyons pas que le gouvernement polonais ait réussi à anéantir Solidarité. Nous pensons que la classe travailleuse polonaise est plus forte, même si elle est sans doute plus impréparée et désorganisée que le régime qui peut compter sur les armes et les chars, alors qu'elle n'en a pas.

Mais je crois qu'il faut d'abord que Solidarité reçoive plus de solidarité du monde entier ; ensuite, le gouvernement polonais ne parviendra pas à faire oublier au monde qu'est apparu un jour en Pologne une masse de travailleurs décidés à perfectionner le socialisme.

— Au cours de ta rencontre avec Lech Walesa à Rome en février 1981, tu as eu — je crois — une discussion sur la question du parti. Aujourd'hui, à la lumière des développements en Pologne, quelles conclusions pourrais-tu tirer de cette controverse ?

— Ce qui s'est produit en Pologne doit servir de leçon au monde entier. Le camarade Lech Walesa avait une vision anti-partidaire, qu'on pouvait comprendre en fonction des particularités du pays. Mais on ne peut pas dire que leurs formes d'organisation soient exactement les mêmes que les nôtres. Mais il est prouvé que, si la classe ouvrière n'a pas une organisation politique propre, et si cette organisation politique n'a pas une proposition différente en termes de pouvoir, une proposition différente sur la façon de gouverner le pays, si tout cela n'existe pas, alors on est toujours à la remorque de l'Etat et du pouvoir économique.

Je crois que Lech Walesa a trop cru en la bonté du régime polonais. Je pense qu'ils paient un prix trop élevé pour la classe ouvrière, tout comme d'autres, dans d'autres pays, ont déjà payé pour avoir cru que les choses se régleraient simplement par le biais de la négociation. Nous, travailleurs, nous avons appris de l'exemple de la Pologne qu'il faut encore plus d'organisation et encore plus de préparation à la lutte. On ne peut en rester à l'illusion que ceux qui détiennent le pouvoir renonceront à leurs privilèges et per-

mettront que la classe travailleuse gouverne le pays.

— Est-ce que la répression en Pologne signifie pour toi une perte de confiance dans la perspective de construction du socialisme ?

— En premier lieu, il faut qu'il soit clair que ce qui est en question en Pologne ce n'est pas le régime socialiste. Ce qui est en question, en vérité, c'est la bureaucratisation de ceux qui exercent le pouvoir. Le socialisme est important dans la mesure où le peuple doit être le sujet même du socialisme. Donc, à aucun moment les travailleurs n'ont remis en cause le socialisme. Ils ont purement et simplement mis en cause la manière d'agir du gouvernement, sa forme bureaucratique, son incapacité à en finir avec la corruption, sa façon de manipuler le syndicat officiel. C'est cela qui est en question en Pologne, et non pas le régime socialiste. Je pense que le socialisme est la seule solution valable dans le monde entier. La Pologne témoigne un peu contre cela, dans la mesure où, pour beaucoup de personnes, ce qui s'est produit n'aurait jamais dû arriver, dans la mesure où les travailleurs ne défiaient pas le socialisme, mais seulement le gouvernement polonais qui n'était pas capable de gouverner de manière socialiste.

— Ce serait donc le socialisme de type soviétique qui a été remis en cause ?

— Le socialisme bureaucratique ne fonctionne nulle part dans le monde, parce qu'une société socialiste n'a de sens qu'avec la participation du peuple. Le syndicat Solidarité luttait dans la perspective de perfectionner le socialisme. En quoi consisterait le perfectionnement de ce régime ? Ce serait le fait que les travailleurs participent au résultat de leur production. Ce serait qu'ils disposent de la liberté d'organisation, d'expression, de manifestation. Tout cela faisait partie de la plate-forme de Solidarité. Maintenant, on ne peut pas condamner un régime en fonction de la pratique d'un gouvernement. Je pense qu'à aucun moment le gouvernement polonais n'a su se conduire en conformité avec ce que devrait être un régime socialiste.

Nous assistons avec beaucoup de tristesse à ce qui se passe en Pologne parce que Solidarité stimulait la volonté de lutte de tous les travailleurs du monde.

Les secteurs conservateurs et la droite n'ont pas à se réjouir de ce qui est arrivé aux grévistes des pays socialistes. Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que cela arrive avec beaucoup plus d'évidence encore dans nos pays capitalistes. Il suffit de voir ce qui se passe au Salvador, au Guatemala, ce qui est arrivé au Brésil en 1964, au Chili en 1973, en Argentine, au Paraguay, en Uruguay, et ainsi de suite. Dans les pays capitalistes, nous avons assisté à des menées infiniment plus agressives contre les peuples. ■

Propos recueillis par Daniel JEBRAC
Sao Paulo, lundi 25 janvier 1982.

Situation du mouvement anti-impérialiste irlandais

Un entretien avec Bernadette Devlin McAliskey candidate présentée par People's Democracy aux élections du 18 février

LES résultats des élections générales qui viennent de se dérouler en Irlande, le 18 février dernier, ont reflété la débâcle brutale qu'a connue le mouvement anti-impérialiste depuis que la grève de la faim des prisonniers des Blocks H s'est achevée par une défaite partielle en 1981.

Aucun des candidats anti-impérialistes n'a réussi à se faire élire. Ils n'ont recueilli qu'un nombre réduit de suffrages à l'exception de Bernadette Devlin McAliskey, qui se présentait dans la circonscription de Dublin North Central, et des candidats du Sinn Féin qui ont fait campagne dans des comtés traditionnellement à forte implantation républicaine.

Les votes pour les candidats républicains dans les comtés de la zone frontalière entre les 26 comtés du Sud et les 6 comtés du Nord ont également fortement diminué si on les compare avec les résultats obtenus en juin 1981 par les candidats de la campagne contre les Blocks H lors des élections générales.

Les résultats obtenus par Bernadette Devlin ont d'ailleurs été largement inférieurs à ce qui pouvait être espéré sur la base de l'affluence aux meetings auxquels elle a participé sur les parvis des églises, et de l'impact des tournées de porte-à-porte.

Elle n'a obtenu que 2 000 votes préférentiels, soit la moitié de ce qui lui était nécessaire pour pouvoir briguer un siège au Parlement irlandais, selon le scrutin de liste à la proportionnelle.

Néanmoins, le nombre de voix recueilli par Bernadette Devlin est largement supérieur à celui obtenu lors des élections générales de juin 1981 — lorsque la campagne en faveur des grévistes de la faim était à son apogée — par les autres candidats de la campagne contre les Blocks H dans les circonscriptions de Dublin.

L'accueil qu'elle a reçu dans la rue a été également plus chaleureux qu'en juin dernier, quand elle est venue dans les circonscriptions de Dublin soutenir les candidats de la campagne contre les Blocks H.

Elle a pu constituer autour d'elle une équipe de campagne qui a compté jusqu'à 150 militants.

A l'échelle de l'Irlande, et même de Dublin, où se trouve concentrée la classe ouvrière industrielle, la campagne menée par Bernadette Devlin a eu un certain impact. L'étendue des soutiens qu'elle a reçus, y compris de personnalités importantes du mouvement ouvrier et de la gauche traditionnelle du Parti travailliste, a montré que cette campagne pouvait

être le point de départ d'un mouvement plus large. Cette campagne a constitué une courageuse action d'arrière-garde dans la perspective de préparer de futures relances du mouvement.

C'était la quatrième campagne électorale de Bernadette Devlin depuis l'attentat où elle a été grièvement blessée en janvier 1981. Son courage et son dévouement lui ont gagné la considération de secteurs de plus en plus larges du peuple irlandais et cela a été manifeste tout au long de cette campagne.

Avec ces élections, la bourgeoisie irlandaise a vu ses positions renforcées, mais elle n'est pas parvenue à stabiliser son système parlementaire. Le Fianna Fail, le plus populiste des deux principaux partis bourgeois, n'a remporté qu'une majorité relative à la Chambre. La majorité au Parlement dépend de quatre « socialistes » pro-impérialistes qui se trouvent dans une situation particulièrement contradictoire. Ils se prétendent de gauche mais ce sont en fait des droitières sectaires et un peu bizarres, qui ne peuvent se passer des projecteurs de l'actualité. Ce sont eux qui ont fait tomber le dernier gouvernement, lorsqu'ils n'ont plus pu soutenir ouvertement la politique d'austérité d'un régime bourgeois situé très à droite.

Par sa démagogie, le Fianna Fail peut constituer un instrument efficace pour la bourgeoisie, pour autant qu'aucune pression organisée ne s'exerce sur lui. Par contre, il se trouve dans une situation plus difficile que celle du Fine Gael, le parti bourgeois dominant, dès qu'un mouvement de masse se développe.

Les perspectives politiques à court terme vont donc dépendre, dans une certaine mesure, des résultats de la Conférence du mouvement contre les Blocks H qui doit se tenir à la mi-mars. La campagne menée par Bernadette Devlin devrait permettre de voir sa position et celle des trotskystes irlandais renforcée pour gagner le mouvement à l'idée de nouvelles formes d'action plus efficaces.

Nous publions ci-dessous une interview de la camarade Bernadette Devlin McAliskey, candidate présentée par People's Democracy (organisation sympathisante de la IVe Internationale), réalisée pour *International Viewpoint*, le 16 février 1982 à Dublin, à la veille de ces dernières élections.

Gerry FOLEY

INTERNATIONAL VIEWPOINT :
— Quel est ton objectif en te présentant à ces élections ?

Bernadette DEVLIN McALISKEY :
— Au départ, l'objectif principal était de faire quelque chose pour endiguer la démoralisation dans le mouvement anti-impérialiste, pour le ressouder autour d'une campagne concrète et le relancer.

La question des élections a d'abord été posée d'une manière abstraite, quand nous discutons de la tenue d'une Conférence des Blocks H début février, mais qui doit maintenant avoir lieu le 14 mars.

Nombre de militants du Comité national contre les Blocks H sentaient bien qu'il serait impossible de continuer ou

bien de reconstruire un mouvement de masse à partir de ce qui restait des cinq revendications des prisonniers (1). Des différends se sont également fait jour parmi les prisonniers quant à la tactique à suivre.

Dans ce contexte de démoralisation extrême, les divisions ont commencé à apparaître. Nous avons pensé que la poursuite du soutien aux prisonniers devait s'accompagner d'une campagne contre ce qui devenait une répression ouverte et systématique contre le mouvement des Blocks H en général. Un certain nombre de militants clés, comme Jim Gibney, sont maintenant derrière les barreaux. Plusieurs personnes ont été arrêtées un peu partout dans le pays et le jeune

Keogh s'est vu infliger une peine de 3 ans de prison pour avoir prétendument participé à une émeute lors d'une manifestation devant l'ambassade de Grande-Bretagne. Mais le désaccord est né de savoir s'il fallait ou non mettre la répression au centre de la campagne contre les Blocks H. Tout laissait à penser que nous ne savions pas où nous allions.

1. Droit de porter leurs propres vêtements ; droit de refuser le travail carcéral ; droit de réunion pour les détenus politiques ; droit d'organiser par eux-mêmes leurs cours de formation et leurs loisirs, recevoir une visite, une lettre et un paquet par semaine ; droit au bénéfice des remises de peine pour une bonne conduite (leurs refus d'accepter la discipline sur certains points était lié à leur volonté d'être considérés comme des détenus politiques).

Je soutenais fondamentalement la logique de l'argumentation que People's Democracy (PD) allait avancer à la Conférence des Blocks H, selon laquelle, bien que nous n'ayons pas réussi à obtenir satisfaction sur les cinq revendications, il fallait nous construire sur ce que nous avions obtenu. Les camarades de PD ajoutaient qu'il nous fallait reconnaître que ce qui était sorti de la campagne, d'un point de vue général, c'était le renouveau de la lutte nationale elle-même, et que c'est autour de cela que nous devons nous construire.

Sur cette base, People's Democracy précisait qu'il fallait commencer à aborder les questions générales de la politique irlandaise, cela avec la compréhension que le gouvernement était fragile et que des élections devaient nécessairement avoir lieu dans un futur assez proche. Et, à l'époque, ceux qui en parlaient raisonnaient en termes de quelques mois.

Cela explique la façon dont les choses se passent aujourd'hui ; le gouvernement est tombé au moment même où nous sortions un texte qui mettait l'accent sur le besoin d'élargir la plate-forme des revendications sur lesquelles nous pourrions construire le mouvement de masse sur une plus grande échelle. Le gouvernement est tombé le lendemain même du jour où l'on m'a demandé de signer ce texte.

Les élections sont alors devenues une question concrète et People's Democracy m'a demandé si j'étais prête à me présenter dans cette circonscription.

— Il est apparu de plus en plus évident, lors de la campagne de grèves de la faim, que les militants des Blocks H attendaient le développement d'un front anti-impérialiste pour se présenter aux élections, front sur lequel le mouvement a remporté ses plus grands succès. Tu te souviens de l'ovation qui t'a saluée lors d'un meeting central contre les Blocks H à Dublin à la veille des dernières élections générales. Tu avais alors appelé à se présenter dans chacune des circonscriptions contre les partis bourgeois pro-impérialistes et capitulaires. Pourquoi l'élan a-t-il été brisé ?

— Le premier problème que nous avons rencontré est qu'une fois les élections passées, aucun accord ne s'est concrétisé quant à la façon d'exploiter ces premiers succès. Il n'existait aucun accord autour de ce que l'on pourrait appeler une conception stratégique d'ensemble de l'utilisation des élections, par opposition à une tactique. Bobby Sands et Kieran Doherty se sont fait élire. Mais, malgré cela, nous n'avons pu empêcher leur mort.

Owen Carron a été ensuite élu à Fermanagh-Sud Tyrone. Après cela, il m'est apparu que les divergences autour de la « non-participation » au Parlement ou le manque de compréhension quant à la façon dont on pourrait utiliser les députés « non participationnistes » ainsi que leur place dans un travail général de construction du mouvement de masse,



L'armée britannique dans un quartier catholique d'Irlande du Nord après la mort de Bobby Sands. (DR)

présentaient des aspects démoralisants, pour les gens dans ma propre localité par exemple.

Les médias et la machine politique du parlementarisme sont parvenus à isoler Owen Carron qui n'a pu qu'avoir recours à ce qui a été perçu comme des opérations publicitaires successives.

L'autre problème était que, en l'absence d'une campagne de grève de la faim, les gens craignaient qu'il soit impossible de maintenir l'impact du vote « Blocks H ». Franchement, je pense qu'ils avaient raison sur ce point. Je crois que, dans quelques jours, il y a des endroits où nous n'obtiendrons pas les scores que nous avons enregistrés la dernière fois.

Il faut aussi dire que cette campagne fait la preuve que là où elle est effective, que ce soit à Dublin, à Sligo-Leithrim, à Cavan-Monaghan ou à Limerick, le mouvement n'a pas disparu. La facilité avec laquelle les militants ont été amenés de nouveau à être actifs dans cette campagne, de même que l'enthousiasme avec lequel ils sont revenus pour reprendre la lutte, est des plus positifs. Cela fait peser une lourde responsabilité sur nos épaules. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser à nouveau retomber cet élan.

— Les problèmes du manque d'unité dont tu as parlé ont-ils été résolus ?

— Avec le peu de temps dont nous disposions, il était impossible de réaliser le type de front unique anti-impérialiste que nous préconisions. Il aurait fallu mener des discussions avec le Sinn Féin, l'Irish Republican Socialist Party (IRSP), avec People's Democracy (PD) et des indépendants comme moi-même, et arriver à élaborer un programme minimum autour duquel nous aurions pu mener une campagne de front unique. La question de l'abstentionnisme n'est bien sûr pas du tout résolue.

Donc, sur une échelle plus limitée, nous nous sommes contentés d'un pacte de non-agression. A savoir que les différentes organisations ou les indépendants allaient faire campagne sur des bases assez similaires, et ne pas se présenter les uns contre les autres. Tout le monde s'accorde à dire que participer aux élections est une bonne chose. En fait, cette fois, même les abstentionnistes espèrent que je remporterai la victoire.

— Tu veux dire que tout en ne voulant rien avoir à faire avec les élections, ils estiment néanmoins que ce serait bien si tu gagnais ?

— Oui, c'est ça.

— Lors des dernières élections générales, le mouvement contre les Blocks H s'est élargi. La campagne actuelle a-t-elle été l'occasion d'un élargissement comparable ?

— La différence entre ma campagne, ici, et celle qui est menée dans les autres régions est que les militants contre les Blocks H y ont été regagnés. Dans ma circonscription, nous avons réussi à mêler les efforts de militants contre les Blocks H et ceux de toute une couche d'indépendants radicalisés trempés dans les luttes sociales, et dont bon nombre n'ont jamais vraiment été partie prenante de la campagne contre les Blocks H.

— Ceux qui préconisent une campagne axée sur des questions sociales, une action indépendante de la classe ouvrière autour des questions sociales ?

— Précisément. Cette campagne électorale a réfuté avec un certain succès l'idée selon laquelle il y aurait une séparation entre la question nationale et ce que les gens appellent « politique ouvrière » de ce côté-ci de la frontière imposée par les Britanniques.

Au cours de la campagne contre les Blocks H, nous nous sommes rendus compte que ce dont nous avions besoin, c'était du soutien de cette partie du pays, et que nous avions cinquante années d'éducation fondée sur cette séparation à essayer de battre en brèche. Dans le laps de temps qui a coûté la mort à dix hommes, nous n'avons pas pu le faire.

Je pense que beaucoup de gens se sont rendus compte au cours de la campagne que l'absence d'une forte tradition ouvrière anti-impérialiste dans le Sud est ce qui nous a le plus manqué. La conviction existe maintenant que l'une de nos tâches est de la construire.

— Penses-tu que cette campagne représente une étape vers la formation d'un parti ouvrier révolutionnaire de masse ?

— Je ne crois pas que nous ayons une idée précise de ce que cela signifie réellement. En principe, c'est ce que les gens attendent de cette campagne. Dans ma circonscription, je peux me rendre compte que c'est ce à quoi les gens aspirent.

Notre point de départ dans la campagne a été de tenter d'enrayer la démoralisation, et à ce stade nous pensons que nous avons des chances d'aller vraiment plus loin après ces élections plus importantes que nous ne le pensions, et que nous avons même une bonne chance de remporter ce siège.

On remarque toujours que, dans une campagne électorale, ce sont les gens qui sont le plus convaincus par la justesse de vos arguments qui travaillent pour vous. Estimer gagner un siège pourrait donc sembler par trop optimiste, mais il faut dire que l'impact de l'alternative que nous avons offerte a été plus large que ce que nous attendions.

— Sans aucun doute, le type de militants que tu as polarisé au cours de ta campagne est représentatif de ce que pourrait être le noyau d'un parti ouvrier révolutionnaire. Ils semblent très implantés dans leur milieu, ce sont des travailleurs intelligents et actifs, qui disposent déjà, d'une manière ou d'une autre, d'une expérience politique considérable.

— C'est la première fois que je me présente dans une zone urbaine. C'est également la première fois que j'ai vraiment cherché à organiser les travailleurs syndiqués là où ils sont. Quand je frappe à leur porte, ils me disent ce dont a besoin ce pays ; ce sont eux qui me disent qu'il faut construire une organisation indépendante pour les travailleurs, qu'il nous faut construire un parti politique qui n'aurait pas d'autres préoccupations que de défendre les intérêts des travailleurs et non pas un parti qui cherche ce qu'il peut tirer des partis bourgeois du Fianna Fail et du Fine Gael.

Le mouvement contre les Blocks H a montré comment surmonter le sectarisme et la division existant dans le mouvement ouvrier. Quand ils ouvrent leur porte, beaucoup de gens qui n'ont rien à voir avec le mouvement contre les Blocks H te disent que nous avons besoin de quelque chose comme le Comité national contre les Blocks H pour engager la lutte contre le chômage, la crise du logement et le fait qu'ils se font exploiter par les multinationales.

La campagne contre les Blocks H est un exemple pratique de quelque chose qui fonctionne. Ça fait réfléchir les gens qui y voient un moyen de résoudre leurs propres problèmes. Présenter la lutte nationale et la lutte économique dans le même contexte est aisé dans la mesure où les gens les considèrent toutes les deux comme étroitement liées. Ce qu'ils veulent savoir, c'est ce que l'on va faire dans la pratique pour changer la situation.

— Cela veut-il dire que le Comité national contre les Blocks H a su organiser les gens dans la lutte ?

— Exactement, c'est ce que les gens attendent. En même temps, les illusions dans la démocratie parlementaire restent encore très fortes.

— Il y a deux aspects dans la question. Les gens peuvent se rendre compte de ce que les politiciens mentent et que le Parlement ne fait rien pour eux. Mais ils veulent une représentation démocratique, un moyen d'imposer la décision de la majorité.

— C'est la réaction instinctive qu'ont les gens. A ce stade, ils n'ont pas approfondi la question. L'autre chose intéressante, c'est le nombre de gens qui te disent au cours d'une conversation : « Ce qu'il nous fait ici, c'est un mouvement comme *Solidarnosc*. » Des gens de la rue, pas des membres du Parti travailliste ou de quelque petit groupe, mais des gens ordinaires qui réfléchissent un peu à leurs problèmes.

J'ai rencontré pas mal de syndicalistes non affiliés à un parti, pas mal de syndicalistes qui sortent de leurs usines en portant des badges de *Solidarnosc*. Il y a divers types de gens qui portent des badges : ceux qui portent des badges du mouvement anti-apartheid ou du mouvement pour le désarmement nucléaire. Ceux-là ont généralement dans les 25 ans et sont passés par les rangs du Parti travailliste. Mais il semble que le syndicaliste de base, inorganisé politiquement, lui, porte souvent un badge de *Solidarnosc*.

— Un candidat de droite de cette circonscription a essayé d'utiliser la question de la Pologne contre toi, en disant que tu étais pour le socialisme et que tu soutenais donc implicitement la répression en cours en Pologne. Quel effet cela a-t-il produit ?

— Il en a été pour ses frais. Nous avons pu démontrer que c'était les gens comme nous qui organisons la solidarité avec *Solidarnosc*. J'ai également souligné que Lech Walesa soutenait les revendications des grévistes de la faim des Blocks H, et que Sean Loftus, le réactionnaire en question, lui, ne l'avait pas fait. J'ai ajouté que ce que *Solidarnosc* favorisait, c'était le type de démocratie pour les travailleurs pour laquelle je me bats. Ils ont donc abandonné l'argument de la Pologne qui se retournait contre eux.

— Bien que la politique parlementaire soit un jeu truqué, il y a évidemment un aspect démocratique très important dans le type de campagne que tu mènes. Tu dois organiser des groupes de gens et tu dois te lancer dans la lutte pour convaincre les gens de travailler et de voter pour toi. C'est en partie le problème avec les Républicains, non ? Leur conception fondamentale est que ce qui compte c'est l'audace, l'initiative et le dévouement de petits groupes. On montre sa force, on donne l'exemple et les gens vous suivent, différence fondamentale d'avec les marxistes dont l'objectif est d'éduquer les tra-

vailleurs à prendre leur propre destinée en mains ...

— Hum, en réalité, les Républicains agissent bien dans les termes que tu énonces, mais ils l'ignorent. Ils sont maintenant en train de changer, mais ils ne le savent pas non plus. Les Républicains savent, en dépit de leurs faiblesses, que la campagne de grèves de la faim, le Comité national contre les Blocks H, l'action de masse et l'organisation démocratique ont été payantes. Ils doivent tenir compte de tout cela, ce qui leur fait redresser la barre doucement. Bien que presque imperceptible, cela engendre des crises et entraîne assurément un certain renouvellement de leurs membres.

— Quand certains de leurs membres éduqués dans la vieille ligne abandonnent tout ?

— Oui, c'est ça.

— Mais pourquoi les Républicains semblent-ils aller à reculons politiquement depuis la fin de la grève de la faim ? Auparavant, *An Poblacht-Republican News*, leur journal, respirait la vitalité politique et se développait. Ces derniers mois, il a été étrangement vide politiquement. Ils ont à peine mentionné la Pologne alors qu'ils prétendent représenter la tradition nationaliste-révolutionnaire irlandaise — et ils la représentent — qui a été longtemps très liée à la Pologne.

— Il faut reconnaître que tout le monde lutte d'abord pour lui-même. Une certaine perspective politique est nécessaire si l'on veut pouvoir lier ses luttes à celles des autres. Depuis la fin de la grève de la faim, la répression s'est abattue sur les Républicains et, ces derniers temps, ils ont mis toute leur énergie dans la défense de leur propre organisation. En particulier, certains de leurs principaux dirigeants politiques se sont faits arrêter, comme Jim Gibney, qui était l'une des figures marquantes de la campagne contre les Blocks H.

Il est maintenant gardé à vue à Belfast. Il va rester en prison un an, un an et demi, avant même de comparaître devant un tribunal. Au point culminant du mouvement de masse, des gens comme Jim Gibney n'auraient jamais pu être arrêtés. On l'a accusé d'un délit commis en 1975-1976, sur la base du témoignage d'un illuminé, un type dont le déséquilibre mental va certainement être mis en évidence au cours du procès. Cela témoigne du recul qu'a enregistré le mouvement des masses.

Maintenant, nous commençons à nous réorganiser. Et nous pouvons aller de l'avant sur la base d'acquis qui ont profondément modifié les données de la politique en Irlande.

Nous entrons dans une phase de lutte plus intense et l'aide accrue de nos amis dans le monde, des travailleurs, des révolutionnaires et des autres peuples en lutte, nous sera très précieuse.

Propos recueillis par Gerry FOLEY
Dublin, 16 février 1982.

Circonspection et modération social-démocrates après le coup de force en Pologne

*Lorsque ceux qui combattent l'injustice sont vaincus,
l'injustice n'a pas pour autant raison !
Nos défaites ne démontrent rien d'autre que nous
sommes trop peu nombreux à combattre la bassesse
et ce que nous attendons des spectateurs
c'est qu'ils soient au moins honteux !*

Bertolt Brecht
« Contre ceux qui prêchent l'objectivité »
1933.

DEPUIS la fin de la Deuxième Guerre mondiale, aucune guerre ne s'est déroulée aussi près des frontières de la République fédérale d'Allemagne et de l'Autriche que la guerre que le général Jaruzelski a déclarée le 13 décembre

Peter BARTELHEIMER

Les dizaines de milliers de colis de vivres et les nombreux envois de médicaments en direction de la Pologne attestent du fait que la population n'est pas indifférente aux événements qui s'y déroulent et que le mouvement ouvrier polonais éveille la sympathie, aussi bien dans les usines que dans les bureaux.

Les partis stalinien des deux pays, le Parti communiste allemand (DKP) et le Parti communiste d'Autriche (KPO), qui suivent la ligne de Moscou pour le meilleur et pour le pire, ne comptent guère de partisans au sein du mouvement ouvrier ; l'existence d'une petite aile de partisans de la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat (« *Stamikap* ») dans le SPD et dans les syndicats, sympathisante du DKP, n'a aucune influence sur les positions de la social-démocratie. Par suite, ce n'est pas l'influence du stalinisme mais beaucoup plus celle de la social-démocratie qui explique la difficulté que l'on rencontre pour organiser une solidarité efficace du mouvement ouvrier de ces deux pays avec Solidarnosc.

BRANDT, KREISKY :
« LA POLOGNE A BESOIN
DE TRAVAILLER ! »

En accord avec Erich Honecker, le secrétaire général du Parti socialiste unifié (SED), qui est le PC d'Allemagne de l'Est, le chancelier fédéral Helmut Schmidt, du Parti social-démocrate allemand (SPD), a caractérisé dès le 13 décembre, lors de la rencontre au sommet RDA-RFA du lac Werbellin, l'état de guerre en Pologne comme un « *différend entre diverses parties du peuple polonais* » et il a même

« *regretté qu'une telle solution soit devenue nécessaire* ». Le même jour, le chancelier autrichien Bruno Kreisky, du Parti socialiste d'Autriche (SPO), a déclaré que le coup de force du général Jaruzelski était « *l'ultime tentative pour éviter le pire* ».

De telles déclarations sont à peine surprenantes quand on sait que le président du SPD Willy Brandt, en commentant le 1er Congrès national de Solidarnosc célébré à Gdansk au mois de septembre de l'année dernière, a fait allusion aux traités en vigueur et aux systèmes d'alliance existant et a déclaré : « *Ce dont la Pologne a avant tout besoin, c'est de travailler !* » A cette époque, Bruno Kreisky, s'adressant à Linz à des ouvriers sidérurgistes autrichiens, a exhorté les ouvriers polonais à moins faire grève et à produire plus de charbon afin que les accords commerciaux avec l'Autriche puissent être respectés.

A la méfiance congénitale des gouvernants sociaux-démocrates de Bonn et de Vienne envers un mouvement ouvrier révolutionnaire se développant non loin de leurs frontières, s'ajoutent les intérêts particuliers du capitalisme ouest-allemand aussi bien que du capitalisme autrichien dans les échanges Est-Ouest. Ainsi, la République fédérale a exporté en 1980 pour 1,29 milliard de dollars de marchandises en Pologne et pour 4,3 en Union soviétique, alors que les exportations des Etats-Unis vers la Pologne s'élevaient à 770 millions de dollars et vers l'Union soviétique à 1,5 milliard. De même, contrairement aux Etats-Unis, la République fédérale a exporté vers l'Europe orientale et l'Union soviétique presque exclusivement des produits industriels. Avec 4,3 milliards de dollars, les banques ouest-allemandes insistent dans leurs livres un montant dou-

1981 à la classe ouvrière et à toute la population polonaise. Et, cependant, il y a dans la social-démocratie et le mouvement syndical de ces deux pays — le seuls qui, avec la France et la Grèce occupent, en Europe occidentale, des positions gouvernementales — beaucoup trop de spectateurs passifs qui, par dessus le marché, ne sont nullement honteux.

En République fédérale d'Allemagne comme en Autriche, il existe un mouvement de solidarité avec Solidarnosc. Cependant, dans aucun de ces deux pays, les partis sociaux-démocrates et les syndicats n'ont appelé à des manifestations de masse ou même à des grèves de solidarité, comme cela a été le cas en Italie ou en France. Et, dans ces deux pays, les comités syndicaux Solidarité avec Solidarnosc ont du mal à trouver des alliés au sein de la social-démocratie pour une solidarité à la fois active et massive.

ble du crédit des banques américaines à la Pologne.

CIRCONSPERSION ET MODERATION

Certes, le SPD ainsi que le SPO ont condamné l'instauration de l'état de guerre en Pologne. Bruno Kreisky a adressé un message au gala de solidarité à Solidarnosc organisé le 29 janvier avec la participation du chanteur Wolf Biermann au Konzerthaus de Vienne. Il y affirmait : « *Nous devons exiger aujourd'hui du régime polonais ce que nous avons exigé du régime fasciste autrichien à la suite des journées de février 1934 : liberté pour les responsables syndicaux polonais !* » Il a écrit dans le numéro du 4 février 1982 du journal du SPD *Vorwärts* qu'en Pologne « *s'était dévoilée toute l'irréalité de l'appareil communiste* ».

De son côté, Helmut Schmidt a déclaré le 18 décembre devant le Bundestag (Parlement) et a répété le 31 janvier au congrès du SPD du Land de Basse-Saxe, tenu à Hanovre, qu'il était « *de tout cœur aux côtés des travailleurs polonais* ».

Mais la direction du SPD, dans la résolution signée de son présidium en décembre, déconseille toute initiative concrète : « *Face aux événements de Pologne, le présidium du SPD appelle toutes les forces responsables de République fédérale à la circonspection et à la modération. (...) La volonté de rapprochement et de collaboration doit être maintenue précisément dans ces moments critiques.* »

Rapprochement et collaboration avec qui ? Tandis que le vice-Premier ministre polonais Mieczyslaw Rakowski faisait sa première visite dans une capitale occidentale après le putsch à Bonn et y œuvrait

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS



INPRECOR Spécial Pologne est toujours disponible

pour la « compréhension », tandis que les colonnes des magazines libéraux *Stern* et *Der Spiegel* lui étaient ouvertes ainsi qu'au porte-parole du Conseil militaire de salut national (WRON), le capitaine Gornicki, pour de longues interviews, les directions syndicales répondaient favorablement aux vœux de leurs amis de parti (sociaux-démocrates) au gouvernement. Et c'est seulement à la fin décembre que la centrale syndicale DGB et l'IG-Metall ont appelé leurs 8 millions de membres à apporter une aide humanitaire à la population polonaise.

Le mot d'ordre de cette campagne n'a toutefois pas été « *Solidarité avec Solidarnosc !* » mais « *Solidarité avec la Pologne !* ». Le 30 janvier, journée de solidarité de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), les présidents du DGB et de l'IG-Metall, Vetter et Loderer, ont expliqué pourquoi ils avaient soigneusement évité, avant le 13 décembre, de faire appel à la solidarité avec Solidarnosc : ils ne voulaient créer aucune difficulté à leurs collègues polonais...

Le DGB, qui s'était associé à l'appel de la CISL pour des actions le 30 janvier, a montré ce même jour comment sa dépendance par rapport à la politique du gouvernement Schmidt avait sapé sa capacité à manifester même une solidarité proprement syndicale. Un appel à des manifestations de rue n'a été lancé qu'après que Willy Brandt et d'autres sociaux-démocrates aient solennellement déclaré, au cours des débats au Bundestag contre l'opposition chrétienne-démocrate (CDU/CSU), qu'ils participeraient au premier rang des manifestations du DGB pour les victimes de l'état de guerre.

En quelques endroits, le DGB a même laissé marcher à la tête des manifestations des représentants des partis bourgeois — chrétiens-démocrates et chrétiens-sociaux du CDU/CSU et libéraux du FDP — ensemble avec les sociaux-démocrates et les dirigeants syndicaux. Après seize mois de « modération », il n'y a eu dans les grandes villes que quelques centaines de personnes pour répondre aux

appels du DBG ; dans quelques villes importantes comme Berlin-Ouest, Cologne et Francfort, les dirigeants du DGB ont complètement renoncé à organiser des actions et les ont laissées une fois de plus aux comités de solidarité. De sorte que la journée du 30 janvier est apparue à l'opinion non comme une journée de solidarité syndicale mais comme une initiative de propagande du président des Etats-Unis Ronald Reagan et de la droite.

CRISE DU REFORMISME SOCIAL-DEMOCRATE

Le 10 octobre 1981, 300 000 personnes ont manifesté à Bonn contre le soutien de la coalition socialo-libérale aux nouvelles implantations de missiles de l'OTAN ; 70 000 syndiqués ont manifesté à l'appel de la direction régionale de l'IG-Metall de Stuttgart contre la politique d'austérité des ministres sociaux-démocrates ; des députés ont été exclus du SPD (Hansen) pour avoir critiqué le gouvernement Schmidt ou ont quitté de parti (Coppik) ; des sociaux-démocrates et des militants syndicaux ont exigé l'arrêt de l'aide financière de Bonn à la junte pro-OTAN de Turquie.

Mais la « réserve » social-démocrate envers la dictature militaire en Pologne reçoit l'approbation presque unanime du parti, y compris de sa gauche. Erhard Epler qui, en tant que membre du présidium, a pris la parole à la manifestation de Bonn contre les fusées de l'OTAN, a déclaré que le général Jaruzelsky était une « figure tragique » dont il fallait « prendre au mot » les promesses de réforme, car le Conseil militaire de salut national (WRON) était la « dernière carte de la souveraineté polonaise ».

Même des militants syndicaux actifs, combattifs, qui ne sont plus prêts à tolérer le programme d'austérité et la politique économique de la coalition socialo-libérale dirigée par Helmut Schmidt, entretiennent cette illusion que le gouvernement dirigé par le SPD serait en train de sauver la politique de « détente »,

contre la politique de sanctions de Ronald Reagan envers l'Union soviétique. Même des militants syndicaux qui critiquent leurs directions pour leur incapacité à mobiliser contre les patrons et le gouvernement, partagent avec les bureaucrates l'idée que Solidarnosc avait formulé des revendications trop avancées, avait « *apprécié de façon erronée les rapports de forces* » et « *trop tendu l'arc* ». Un « *processus de réformes et de renouveau* », un compromis entre les ouvriers et la bureaucratie stalinienne, leur apparaissent comme la seule chance de parvenir à des transformations politiques dans les pays du « socialisme réellement existant ».

La lutte des travailleurs polonais a soulevé des questions auxquelles une réponse positive présuppose une conception générale du socialisme alternative au réformisme social-démocrate : le mouvement ouvrier peut-il relier la défense de ses intérêts immédiats à la lutte pour une alternative de société, pour l'autogestion ouvrière et la démocratie socialiste ? La classe ouvrière peut-elle gouverner par elle-même ? Un mouvement ouvrier révolutionnaire peut-il vaincre en Europe et briser ainsi les zones d'influence établies à la Conférence de Yalta en 1945 ?

La classe ouvrière ouest-allemande et la classe ouvrière autrichienne sont depuis plus de trente ans privées d'expériences de lutte. Le mouvement pacifiste commence seulement à soulever dans les syndicats la question du rôle indépendant que pourrait jouer le mouvement ouvrier dans le domaine de la politique internationale.

Seuls les marxistes révolutionnaires ont, depuis l'été 1980, montré dans la limite de leurs forces mais de façon conséquente, que la lutte des travailleurs polonais était une vivante démonstration de la possibilité d'une alternative au socialisme bureaucratique. Les sections allemande et autrichienne de la IVe Internationale, le Groupe Internationale Marxisten (GIM) et le Groupe Révolutionnaire Marxisten (GRM), ont joué depuis 1980 un rôle important dans la construction du mouvement Solidarité avec Solidarnosc. Elles œuvrent aujourd'hui pour un soutien syndical actif à la résistance polonaise et à la population polonaise comme alternative à la politique de sanctions économiques de Ronald Reagan. Elles se prononcent par ailleurs pour un mouvement pacifiste unitaire sur la base du désarmement sans conditions préalables.

Elles se prononcent cependant avant tout contre l'illusion qui ferait que le mouvement ouvrier et le mouvement pacifiste en République fédérale comme en Autriche ignoreraient la guerre ouverte que mène aujourd'hui la dictature bureaucratique contre les travailleurs polonais.

Ce qui est en jeu, c'est la possibilité d'une alternative à la crise et à la guerre, non seulement en Pologne, mais aussi dans la conscience du mouvement ouvrier d'Europe occidentale.

Peter BARTELHEIMER
Francfort, 8 février 1982.

Comment Lénine a vu la Révolution russe

NOUS publions ci-après deux brèves études sur la dynamique fondamentale de la révolution russe. La contribution de Doug Jenness est parue dans le supplément mensuel *International Socialist Review* de l'hebdomadaire *The Militant*, qui exprime les positions du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis (volume 45, numéro 42, du 13 novembre 1981). Cette contribution accompagnait un article de Lénine,

« Pour le quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre », daté du 14 octobre 1921, paru dans la *Pravda* du 18 octobre (*Oeuvres complètes*, volume 33, page 43) et que nous publions ci-après. La contribution d'Ernest Mandel aborde également la nature des débats fondamentaux qui ont traversé la social-démocratie russe et internationale jusqu'en 1917.

Doug JENNESS

En octobre 1917, les conseils d'ouvriers et de paysans de Russie, sous la direction des bolcheviks, prenaient le pouvoir gouvernemental et inauguraient la plus grande révolution de ce siècle. Pendant tout le XIXe siècle, les révolutionnaires ont admiré et assimilé les leçons, et jusqu'au langage, de la Révolution française de 1789. Ils comparaient et opposaient leurs propres révolutions à ce grand tournant de l'histoire.

De la même façon, cela fait plus de soixante ans que les révolutionnaires de notre siècle s'inspirent de la première révolution prolétarienne victorieuse et en tirent les leçons. Nous nous tournons vers la révolution russe pour apprendre comment mener à la victoire la classe ouvrière dans nos propres pays. Dans des pays comme Cuba, le Nicaragua, l'île de Grenade et le Vietnam — où les masses ont renversé la domination capitaliste —, les révolutionnaires étudient comment les bolcheviks au pouvoir ont traité certains problèmes auxquels ils sont eux-mêmes maintenant confrontés à leur tour.

A l'échelle mondiale, la classe ouvrière a une dette envers la révolution russe sous un autre rapport encore. La victoire d'Octobre a modifié les rapports de forces entre les maîtres impérialistes et les masses laborieuses en faveur de ces dernières. L'incapacité des puissances impérialistes à remettre en cause les conquêtes sociales fondamentales des travailleurs russes et à réintroduire le capitalisme en Russie, reste un fait d'une importance historique considérable.

C'est précisément à cause de ce changement dans les rapports de forces, rendu possible par le peuple russe, que l'impérialisme n'a pu écraser les révolutions chinoise, cubaine et indochinoise qui, au moment crucial, ont bénéficié de l'aide militaire et économique de l'Etat ouvrier soviétique.

En ce 64e anniversaire de la révolution d'Octobre, nous publions un article de Lénine écrit en 1921 à l'occasion du 4e anniversaire de la révolution d'Octobre.

Lénine était le dirigeant central du Parti bolchevique et de l'Etat ouvrier soviétique dans les premières années de la révolution. Le meilleur moyen d'apprendre les leçons du bolchevisme — comprendre comment le Parti bolchevique s'est forgé, comment il a dirigé la révolution d'Octobre et comment il a organisé le premier Etat ouvrier dans le monde —, c'est d'étudier les écrits et les discours de Lénine eux-mêmes.

Dans cet article d'anniversaire, Lénine explique comment la révolution russe a combiné à la fois la révolution démocratique-bourgeoise et la révolution socialiste. Il explique qu'à partir du moment où les ouvriers et les paysans exercent le pouvoir de gouvernement, la révolution démocratique-bourgeoise est réalisée de manière plus complète que partout ailleurs. Il indique également qu'afin de la consolider, ils devaient aller plus loin et commencer la révolution socialiste.

Le rapport entre la révolution démocratique-bourgeoise et la révolution socialiste en Russie avait été depuis le début du siècle l'objet de débats entre les marxistes russes.

Le programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), adopté au IIe Congrès de 1903, appelait au renversement du capitalisme et expliquait qu'une « condition nécessaire pour cette révolution sociale est la dictature du prolétariat ». Il indiquait également que « sur la voie » de la réalisation de ce « but final », les sociaux-démocrates devaient réaliser un certain nombre de tâches immédiates. La plus importante de celles-ci était le renversement de l'autocratie tsariste et la convocation d'une Assemblée constituante, librement élue par le peuple tout entier.

Au Congrès de 1903, il n'y a pas eu de divergences fondamentales sur le programme entre les deux fractions principales, la fraction bolchevique et la fraction menchevique.

Mais la révolution de 1905 devait mettre en évidence de profondes divergences entre bolcheviks et mencheviks sur les forces de classes qui devaient réaliser la révolution démocratique-bourgeoise et

les rapports entre cette révolution et la révolution socialiste.

DEUX APPROCHES

Examinant ces différentes approches au cours d'une polémique avec Karl Kautsky en novembre 1918, Lénine écrivait :

« La révolution russe est une révolution bourgeoise, disaient tous les marxistes en Russie avant 1905. Les mencheviks, substituant le libéralisme au marxisme, en ont tiré la conclusion que, par conséquent, le prolétariat ne devait pas aller au-delà de ce qui était acceptable pour la bourgeoisie, et qu'il devait poursuivre une politique de compromis avec elle. Les bolcheviks disaient que c'était là une théorie libérale-bourgeoise. Ils disaient que la bourgeoisie s'efforçait d'obtenir une réforme de l'Etat de manière bourgeoise, réformiste, non révolutionnaire, tout en conservant autant que possible la monarchie, la grande propriété foncière, etc. Pour eux, le prolétariat devait réaliser jusqu'au bout la révolution démocratique-bourgeoise et ne pas accepter de se laisser lier les mains par le réformisme de la bourgeoisie. Les bolcheviks formulaient les rapports de forces de classes dans la révolution bourgeoise de la manière suivante : le prolétariat, ralliant à lui la paysannerie, doit neutraliser la bourgeoisie libérale et détruire complètement la monarchie, le féodalisme et la grande propriété foncière.

L'alliance entre le prolétariat et la paysannerie en général révèle le caractère bourgeois de la révolution, car la paysannerie est constituée en général de petits producteurs sur la base de la production marchande. Par la suite, ajoutaient alors les bolcheviks, le prolétariat devra rallier à lui tout le semi-prolétariat (tous les travailleurs et exploités), neutraliser la paysannerie moyenne et renverser la bourgeoisie ; ce sera une révolution socialiste, distincte d'une révolution démocratique-bourgeoise (voir ma brochure *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, publiée en 1905 et reproduite dans *Douze Années, Saint-Petersbourg, 1907*).

(Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, 1918).

Le cours projeté par les bolcheviks a donné une image correcte de la marche que devaient suivre les ouvriers russes et de la manière dont devait se dérouler la révolution. Il les a armés pour participer

effectivement à la lutte de classe et pour assumer un rôle dirigeant dans la révolution. En octobre 1917, l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie en général renversait le gouvernement capitaliste et allait écraser tous les restes de la monarchie, du féodalisme et de la grande propriété foncière. Le pouvoir gouvernemental donnait à la classe ouvrière et aux paysans pauvres un instrument efficace pour diriger la révolution dans leur intérêt.

Dans un rapport fait au VIII^e Congrès du Parti communiste russe (PCR-b) en mars 1919, Lénine explique :

« (...) Notre révolution était largement une révolution bourgeoise jusqu'à la constitution des comités des paysans pauvres, c'est-à-dire jusqu'à l'été et même l'automne 1918. Nous n'avons pas peur de l'admettre. Nous avons réalisé si facilement la révolution d'Octobre parce que les paysans nous ont soutenus dans leur ensemble et ont lutté contre les propriétaires fonciers. Car ils ont vu qu'en ce qui nous concerne, nous étions prêts à aller jusqu'au bout... Mais, à partir du moment où les comités de paysans pauvres ont commencé à s'organiser, notre révolution est devenue une révolution prolétarienne... Et c'est seulement quand la révolution d'Octobre a commencé à s'étendre dans les districts ruraux et y être réalisée, au cours de l'été 1918, que nous y avons acquis une base réellement prolétarienne ; c'est seulement à ce moment que notre révolution est devenue une révolution prolétarienne dans les faits, et pas seulement dans nos proclamations, promesses et déclarations. »

(Lénine, Discours au Congrès du parti, 1918-1922).

Les développements à la campagne que Lénine décrit ici coïncident avec l'éclatement de la guerre civile, qui a vu les paysans riches et les capitalistes passer à la contre-révolution. A l'automne 1918, pratiquement toute l'industrie avait été nationalisée, et Lénine expliquait :

« (...) Si le prolétariat bolchevique avait essayé de "décréter" tout de suite la guerre civile ou "le passage au socialisme" dans les districts ruraux, sans attendre la différenciation de classe dans ces districts, s'il avait essayé d'opérer sans un bloc (une alliance) temporaire avec les paysans en général, sans faire une série de concessions aux paysans moyens, etc., cela aurait signifié une distorsion blanquiste du marxisme, une tentative de la minorité d'imposer sa volonté à la majorité : cela aurait été une absurdité théorique, révélant une absence de compréhension de ce que la révolution paysanne en général est encore une révolution bourgeoise, et de ce que, sans une série de transitions, d'étapes transitoires, elle ne peut être transformée en une révolution socialiste dans un pays arriéré. »

(Lénine, La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.)

Lénine a ajouté des commentaires supplémentaires sur la nature de la révolution russe dans un article du 15 avril 1919 intitulé « La III^e Internationale et sa place dans l'histoire ». Il y a écrit :

« J'ai eu l'occasion de dire plus d'une fois qu'il était plus facile pour les Russes que pour les pays avancés, de commencer la grande révolution prolétarienne, mais que ce sera plus difficile pour eux de la continuer et de la conduire jusqu'à la

victoire finale, dans le sens de l'organisation complète d'une société socialiste.

« C'était plus facile pour nous de commencer, en premier lieu parce que le caractère politiquement arriéré du tsarisme — inhabituel dans l'Europe du XX^e siècle — a donné une force inhabituelle à l'assaut révolutionnaire des masses. En deuxième lieu, le caractère arriéré de la Russie a fusionné de manière particulière la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie avec la révolution paysanne contre les propriétaires fonciers. C'est de là que nous sommes partis en octobre 1917, et nous n'aurions pas remporté la victoire si facilement si nous n'avions pas procédé ainsi. Aussi loin dans le passé qu'en 1856, Marx, se référant à la Russie, parlait de la possibilité d'une combinaison particulière de révolution prolétarienne et de guerre paysanne. Dès le début de 1905, les bolcheviks ont prôné l'idée d'une dictature révolutionnaire-démocratique du prolétariat et de la paysannerie. »

DICTATURE RÉVOLUTIONNAIRE-DEMOCRATIQUE

La révolution de 1905 a incliné à la fois une montée massive de la classe ouvrière et des soulèvements paysans. Ces puissantes luttes ont ouvert pour la première fois la possibilité réelle de renverser la monarchie et d'établir un nouveau gouvernement. Cela a donné une impulsion au débat entre les socialistes russes quant à la nature du gouvernement qui devrait remplacer l'autocratie. Les mencheviks estimaient que les sociaux-démocrates ne devaient pas participer à un gouvernement révolutionnaire provisoire, au cas où la monarchie serait renversée. Selon les mencheviks, le fait que le parti de la classe ouvrière soulève la possibilité de sa participation à un tel gouvernement poserait la question de la révolution socialiste, ce qui serait prématuré en Russie.

Ils estimaient que les sociaux-démocrates devaient exercer une pression sur les partis capitalistes pour qu'ils acceptent la place adéquate de dirigeants de la révolution démocratique-bourgeoise.

Lénine a rejeté cette approche comme exprimant un « suivisme » par rapport à la bourgeoisie. Il lui a opposé le raisonnement suivant :

« Le marxisme apprend au prolétariat non pas à s'écarter de la révolution bourgeoise, à se montrer indifférent à son égard, à en abandonner la direction à la bourgeoisie, mais au contraire à y participer de la façon la plus énergique, à mener la lutte la plus résolue pour la démocratie prolétarienne conséquente, pour l'achèvement de la révolution. »

(Lénine, Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, Oeuvres choisies en 3 volumes, tome I, 1962, p. 570.)

Les forces de classe qui — d'après les bolcheviks — pouvaient réaliser la révolution démocratique de la manière la plus résolue étaient la classe ouvrière alliée à la paysannerie révolutionnaire comme un tout. Ils proposaient donc que la monarchie soit remplacée par un gouvernement révolutionnaire afin de réaliser les tâches de la révolution démocratique-bourgeoise, gouvernement au sein duquel les ouvriers et paysans exerceraient le pouvoir politique et réprimeraient leurs

opresseurs. C'était la dictature révolutionnaire-démocratique du prolétariat et de la paysannerie. Lénine a écrit :

« Et cette victoire sera précisément une dictature, c'est-à-dire qu'elle devra nécessairement s'appuyer sur la force armée, sur l'armement des masses, sur l'insurrection, et non sur telles ou telles institutions constituées légalement par la "voie pacifique". Ce ne peut être qu'une dictature, parce que les transformations absolument et immédiatement nécessaires au prolétariat et à la paysannerie provoqueront de la part des propriétaires fonciers, des grands bourgeois et du tsarisme, une résistance désespérée. Sans dictature, il serait impossible de briser cette résistance, de repousser les attaques de la contre-révolution. Cependant, ce ne sera évidemment pas une dictature socialiste mais une dictature démocratique. »

(Lénine, Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, p. 74-75.)

Lénine décrivait la révolution qui réaliserait la dictature révolutionnaire-démocratique comme une « révolution populaire ». Il disait : « La social-démocratie a combattu et combat à juste titre l'abus que la démocratie bourgeoise fait du mot "peuple". » Il expliquait que le parti ouvrier révolutionnaire devait « poser devant le peuple tout entier les problèmes de la révolution démocratique avec le plus d'ampleur, de hardiesse et d'initiative possible ».

(Lénine, Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, p. 629-630).

Les bolcheviks expliquaient également qu'une victoire de la révolution démocratique en Russie était liée à la révolution prolétarienne en Europe.

« (...) Cette victoire, écrivait Lénine, nous permettra de soulever l'Europe ; et le prolétariat socialiste européen, après avoir secoué le joug de la bourgeoisie, nous aidera, à son tour, à faire la révolution socialiste. »

(Lénine, Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, p. 600).

« RÉVOLUTION ININTERROMPUE »

Lénine croyait que la dictature révolutionnaire-démocratique créerait les conditions les plus favorables pour la classe ouvrière, afin de réaliser la transition vers la révolution socialiste. Dans un article intitulé « L'attitude de la social-démocratie envers le mouvement paysan », écrit deux mois après Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, Lénine expliquait :

« (...) De la révolution démocratique nous commencerons immédiatement à passer à la révolution socialiste, en rapport avec la mesure de notre force, de la force du prolétariat conscient et organisé. Nous sommes partisans de la révolution ininterrompue. Nous ne nous arrêterons pas à mi-chemin. Si, aujourd'hui, nous ne promettons pas toutes sortes de "socialisations", c'est parce que nous savons quelles sont les conditions actuelles pour accomplir cette tâche, et que nous ne passons pas sous silence la nouvelle lutte de classe qui se fait jour au sein de la paysannerie, mais nous révélons cette lutte...

« Essayer aujourd'hui d'évaluer ce que sera la combinaison des forces au sein de la paysannerie "le jour après" la révolution (la révolution démocratique), ce serait de l'utopie vide... (Nous) ferons tout l'effort nécessaire pour aider la paysannerie dans son ensemble à réaliser la révolution démocratique, afin qu'il devienne plus facile pour nous, le parti du prolétariat, de passer aussi rapidement que possible à la tâche nouvelle et plus élevée, la révolution socialiste. »

La formation des conseils ouvriers — appelés soviets — au cours de la révolution de 1905 a fourni une indication de la manière dont la dictature révolutionnaire-démocratique pourrait émerger. Dans un article intitulé « Nos tâches et les soviets de députés ouvriers », écrit en novembre 1905, Lénine a spécialement attiré l'attention sur les soviets « en tant qu'embryons d'un gouvernement révolutionnaire provisoire ».

« Je crois, proposait-il, que les soviets devraient se proclamer aussitôt que possible gouvernement révolutionnaire provisoire de toute la Russie, ou qu'ils devraient instaurer un gouvernement révolutionnaire provisoire (ce qui reviendrait au même, mais seulement sous une autre forme) ».

DUALITÉ DE POUVOIR

Après l'insurrection de février 1917, les soviets se sont de nouveau constitués. L'autorité de ces organismes parmi les masses a amené Lénine à caractériser la situation comme une situation de « dualité de pouvoir ».

« Qu'est-ce que cette dualité de pouvoir ? », écrivait-il au début d'avril 1917. « Aux côtés du gouvernement provisoire, le gouvernement de la bourgeoisie, un autre gouvernement a émergé, jusqu'ici faible et embryonnaire, mais sans aucun doute un gouvernement qui existe réellement et qui se développe : les soviets des députés d'ouvriers et de soldats. »

« Quelle est la composition de classe de ce gouvernement ? Il est composé du prolétariat et de la paysannerie (sous l'uniforme des soldats). Quelle est la nature politique de ce gouvernement ? C'est une dictature révolutionnaire, c'est-à-dire un pouvoir fondé directement sur la prise révolutionnaire (du pouvoir), sur l'initiative directe du peuple par en bas, et pas sur une loi octroyée par un pouvoir d'Etat centralisé. »

Après la révolution de février 1917, beaucoup de vieux dirigeants bolcheviques se sont adaptés aux mencheviks qui suivaient une ligne libérale-bourgeoise et appuyaient le gouvernement révolutionnaire provisoire. Cela plaçait ces « vieux bolcheviques » pratiquement dans une position d'appui critique au gouvernement provisoire capitaliste.

Lénine a combattu cette tendance à l'opportunisme. Il était opposé à l'appui au gouvernement révolutionnaire provisoire et il a lancé un appel pour que les soviets prennent le pouvoir. Il expliquait :

« La dictature révolutionnaire-démocratique du prolétariat et de la paysannerie a déjà été réalisée, mais d'une manière hautement originale, et avec nombre de modifications extrêmement importantes... »

« Suivant l'ancienne manière de penser, la domination de la bourgeoisie aurait pu et aurait dû être suivie par la domination du prolétariat et de la paysannerie, par leur dictature. »

« Dans la vie réelle, cependant, les choses se sont déjà passées différemment : il y a une interconnexion extrêmement originale, nouvelle et sans précédent, de l'une avec l'autre. Nous avons côte à côte, existant simultanément, à la fois la domination de la bourgeoisie (le gouvernement de Lvov et Goutchkov) et la dictature révolutionnaire-démocratique du prolétariat et de la paysannerie, qui cède le pouvoir volontairement à la bourgeoisie, qui se fait volontairement l'appendice de la bourgeoisie. »

LES OUVRIERS BOLCHEVIQUES ÉTAIENT PRETS

Alors que de nombreux « vieux bolcheviques » avaient adopté des positions opportunistes, la majorité des ouvriers bolcheviques ne l'ont pas fait. C'est cela qui a permis à Lénine de gagner — sans trop de difficultés — une majorité pour sa ligne lors de la Conférence du parti d'avril 1917. Léon Trotsky explique dans l'*Histoire de la Révolution russe* :

« Déjà au début de la guerre, quand le gouvernement a durement frappé le parti en arrêtant la fraction parlementaire bolchevique à la Douma, Lénine, parlant du travail révolutionnaire à venir, demandait que le parti éduque des milliers d'ouvriers conscients, d'où surgirait, malgré toutes les difficultés, une nouvelle couche de leaders ouvriers. »

« Bien que séparé de ces ouvriers par deux fronts de guerre et presque sans communication, Lénine n'a jamais perdu le contact avec eux. "La guerre, les prisons, la Sibérie, le travail forcé, peuvent bien les briser deux fois, dix fois, jamais vous ne pourrez détruire cette couche. Elle est vivante. Elle déborde d'esprit révolutionnaire et anti-chauvin." »

Cela ne fait que mieux souligner le fait que Lénine a abordé la question de la révolution russe d'un point de vue de

V. I. Lénine. (DR)



constructeur et de dirigeant de parti. Ses écrits reflètent l'expérience et les discussions collectives du Parti bolchevique. Ils sont marqués par l'objectif d'armer le parti en vue d'une participation effective à la lutte des classes et à la préparation à la prise du pouvoir.

L'APPROCHE TRANSITOIRE

A chaque étape, les bolcheviques ont confronté leurs conceptions générales de la révolution à la réalité vivante de la lutte, pour déterminer les mots d'ordre et les axes de travail les plus efficaces du parti.

Le genre de parti que Lénine a cherché à construire était totalement lié à sa conception de la révolution. Les bolcheviques ont construit un parti ouvrier révolutionnaire armé du programme marxiste. Ils ont participé aux organisations de masse de la classe ouvrière, aux élections bourgeoises et à d'autres secteurs d'activité, avec pour seul but de préparer la classe ouvrière à la prise du pouvoir.

Par exemple, Lénine a donné aux travailleurs une éducation sur les problèmes sociaux et politiques d'ensemble.

« Et l'on ne saurait trop insister sur le fait que (...) le social-démocrate ne doit pas avoir pour idéal le secrétaire de trade-union, mais le tribun populaire sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, (...) sachant profiter de la moindre occasion pour exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à tous et à chacun la portée historique et mondiale de la lutte émancipatrice du prolétariat. »

(Lénine, *Que faire ?*, Œuvres choisies en 3 volumes, tome 1, p. 206).

Les écrits de Lénine sur les rapports entre la révolution démocratique et la révolution socialiste en Russie démontrent également la façon dont il a appliqué l'approche transitoire. Les bolcheviques sont partis des besoins objectifs et du niveau de conscience de la classe ouvrière et ont cherché à développer des mots d'ordre tendant à jeter un pont d'une étape de la lutte à l'étape suivante, la conduisant ainsi vers la révolution socialiste.

Comme Lénine l'a indiqué dans son article sur le 4e anniversaire de la révolution d'Octobre, les bolcheviques n'ont jamais considéré la lutte pour les revendications immédiates et démocratiques comme une lutte pour des « réformes ». Les luttes autour de pareilles revendications étaient plutôt conçues comme faisant partie de l'effort en vue de préparer et de mobiliser les masses pour la prise du pouvoir, en les mettant à profit dans le but de faire avancer la révolution.

La révolution d'Octobre témoigne de ce que les conceptions de Lénine sur la dynamique de la révolution russe et sur le type de parti d'avant-garde dont elle avait besoin, avaient effectivement préparé les bolcheviques à accomplir leur tâche historique.

Doug JENNESS
New York, novembre 1981.

Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'octobre

Un article de V. I. Lenine

Voici venir le quatrième anniversaire du 25 octobre (7 novembre).

Plus cette grande journée s'éloigne de nous, et plus clair devient le rôle de la révolution prolétarienne en Russie, plus profondément aussi nous méditons l'expérience pratique de notre travail, considérée dans son ensemble.

Si l'on veut donner un aperçu très succinct et, partant fort incomplet, insuffisamment précis, de ce rôle et de cette expérience, voici ce qu'on peut dire.

La révolution en Russie s'assignait comme objectif direct, immédiat, une tâche démocratique bourgeoise : supprimer les vestiges du moyen âge, les faire disparaître à jamais, nettoyer la Russie de cette barbarie, de cette honte, de ce qui freinait démesurément toute culture et tout progrès dans notre pays.

Et nous sommes en droit d'être fiers d'avoir opéré ce nettoyage beaucoup plus résolument, plus vite, plus hardiment, avec beaucoup plus de succès, d'ampleur et de profondeur — du point de vue de l'action exercée sur la masse populaire, sur le gros de cette masse — que ne l'avait fait la Grande révolution française, il y a plus de 125 ans.

Anarchistes et démocrates petits-bourgeois (c'est-à-dire les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, en tant que représentants russes de ce type social international) ont embrouillé et continuent à embrouiller terriblement la question du rapport entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste (c'est-à-dire prolétarienne). La justesse de notre conception du marxisme sur ce point, de notre façon d'utiliser l'expérience des révolutions passées s'est, depuis quatre ans, pleinement vérifiée. Nous avons, comme personne, mené *jusqu'au bout* la révolution démocratique bourgeoise. C'est en toute conscience, d'un pas ferme et sans dévier que nous marchons *en avant*, vers la révolution socialiste, sachant qu'elle n'est pas séparée de la révolution démocratique bourgeoise par une muraille de Chine, sachant que *seule la lutte* décidera de l'avance que nous réussirons à prendre (en fin de compte), de la portion de notre tâche infiniment grande que nous

exécuterons, de la partie de nos victoires que nous consoliderons. Qui vivra verra. Mais dès aujourd'hui nous voyons qu'un travail prodigieux — pour un pays ruiné, exténué, arriéré — a été accompli quant à la transformation socialiste de la société.

Mais terminons cet aperçu sur le contenu démocratique bourgeois de notre révolution. Les marxistes doivent comprendre ce qu'il en est. A titre d'illustration, prenons quelques exemples pratiques.

Le contenu démocratique bourgeois de la révolution, c'est l'élimination des coutumes moyenâgeuses, du servage, du féodalisme dans les rapports sociaux (régime, institutions).

Quelles étaient les manifestations essentielles, survivantes et vestiges du servage en Russie à la veille de 1917 ? La monarchie, les castes, la propriété terrienne et la jouissance du sol, la situation de la femme, la religion, l'oppression des nationalités. Prenez n'importe laquelle de ces « écuries d'Augias » laissées, soit dit à propos, dans une notable mesure, incomplètement nettoyées par tous les Etats avancés au moment où ils firent *leurs* révolutions démocratiques bourgeoises, il y a 125, 250 ans et plus (1649 en Angleterre), — prenez n'importe laquelle de ces écuries d'Augias : vous verrez que nous les avons nettoyées à fond. En quelque *dix semaines*, depuis le 25 octobre (7 novembre) 1917 jusqu'à la dissolution de la Constituante (5 janvier 1918), nous avons fait dans ce domaine mille fois plus que n'ont fait, *en huit mois* d'exercice de leur pouvoir, démocrates et libéraux bourgeois (cadets) et démocrates petits-bourgeois (menchéviks et socialistes-révolutionnaires).

Ces poltrons, ces bavards, ces Narcisses épris d'eux-mêmes et ces Hamlet au petit pied, brandissaient un glaive de carton — et ils n'ont pas même supprimé la monarchie ! Nous avons vidé l'ordure monarchique comme jamais personne ne l'a fait. Nous n'avons pas laissé pierre sur pierre, brique sur brique, de l'édifice séculaire du régime des castes (jusqu'à présent les pays les plus avancés, comme



l'Angleterre, la France, l'Allemagne n'ont pas encore fait disparaître les vestiges des ordres !). Les racines les plus profondes de ce régime, savoir : les restes de la féodalité et du servage dans la propriété terrienne, nous les avons extirpées à fond. « On peut discuter » (il y a à l'étranger suffisamment de littérateurs, de cadets, de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires pour se livrer à ces discussions) sur la question de savoir ce qui résultera « au bout du compte » des réformes agraires de la Grande Révolution d'Octobre. Nous ne sommes pas disposés aujourd'hui à perdre notre temps à ces discussions, car c'est par la lutte que nous tranchons ce différend et toute la masse des différends qui s'y rattachent. Mais on ne saurait contester le fait que, huit mois durant, les démocrates petits-bourgeois « se sont entendus » avec les grands propriétaires fonciers, dépositaires des traditions du servage, tandis que quelques semaines nous ont suffi pour balayer à jamais de la terre russe ces propriétaires et toutes leurs traditions.

Prenez la religion, ou l'absence de droits pour la femme, ou l'oppression et l'inégalité en droits pour les nationalités non russes. Autant de problèmes relevant de la révolution démocratique bourgeoise. Les plats personnages de la démocratie petite-bourgeoise ont palabré sur ce thème huit mois durant ; il n'est *pas un seul pays*, parmi les plus avancés du monde, où ces questions aient été résolues *jusqu'au bout* dans le sens *démocratique bourgeois*. Chez nous, elles ont été résolues jusqu'au bout par la législation de la Révolution d'Octobre. Nous avons combattu pour de bon et continuons de combattre la religion. Nous avons octroyé à *toutes* les nationalités non russes *leurs propres* républiques ou régions autonomes. La Russie ne connaît plus cette bassesse, cette infamie et cette ignominie, qu'est l'absence de droits ou l'inégalité des droits pour la femme, cette survivance révoltante de la féodalité et du moyen âge, replâtrée dans tous les pays du globe, sans exception aucune, par la bourgeoisie cupide et la petite bourgeoisie obtuse et effarée.

C'est là le contenu de la révolution démocratique bourgeoise. Il y a cent cinquante et deux cent cinquante ans, les chefs éclairés de cette révolution (de ces révolutions, s'il s'agit de chaque variété nationale d'un type commun) avaient promis aux peuples d'affranchir l'humanité des privilèges moyenâgeux, de l'inégalité de la femme, des prérogatives accordées par l'Etat à telle ou telle religion (ou « à l'idée de religion », à la « religiosité » en général), de l'inégalité des nationalités. Cette promesse, ils ne l'ont pas tenue. Ils ne pouvaient le faire, car ils en ont été empêchés par le « respect » — de la « sacro-sainte propriété privée ». Notre révolution prolétarienne n'avait pas ce « respect » maudit à l'égard de ces survivances moyenâgeuses trois fois maudites et de cette « sacro-sainte propriété privée ».

Mais pour consolider, au profit des peuples de Russie, les conquêtes de la révolution démocratique bourgeoise, nous devons gagner du terrain. C'est ce que nous avons fait. Nous avons résolu les problèmes de la révolution démocratique bourgeoise en passant, en cours de route, comme un « produit accessoire » de notre principale et véritable action révolutionnaire, *prolétarienne*, socialiste. Les réformes, avons-nous toujours dit, sont un produit accessoire de la lutte de classes révolutionnaire. Les réformes démocratiques bourgeoises — nous l'avons dit et l'avons prouvé par nos actes — sont un produit accessoire de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire socialiste. Au reste, tous les Kautsky, Hilferding, Martov, Tchernov, Hilquit, Longuet, Macdonald, Turati et autres bonzes du marxisme « Il 1/2 » n'ont pas su comprendre ce rapport entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste prolétarienne. La première se transforme en la seconde. La seconde résout, en passant, les problèmes de la première. La seconde corrobore l'œuvre de la première. La lutte, et la lutte seule, décide dans quelle mesure la seconde réussit à surpasser la première.

Le régime soviétique est précisément l'une des confirmations ou manifestations éclatantes de cette transformation d'une révolution en une autre. Le régime soviétique est le maximum de démocratisme pour les ouvriers et les

paysans ; en même temps, il implique la rupture avec le démocratisme *bourgeois* et l'apparition, dans l'histoire mondiale, d'un *nouveau type* de démocratie, savoir : le démocratisme prolétarien ou la dictature du prolétariat.

Que les cabots et les porcs de la bourgeoisie agonisante et de la démocratie petite-bourgeoise qui se traîne à sa suite, nous accablent de malédictions, d'injures, de railleries pour les impairs et les erreurs que nous commettons en construisant *notre* régime soviétique. Nous n'oublions pas un instant que nous avons commis et commettons encore une foule d'impairs et d'erreurs. Le moyen de ne pas en commettre dans une œuvre aussi neuve dans l'histoire mondiale qu'est la création d'un *type* encore inconnu de régime d'Etat ! Nous lutterons sans désespérer pour corriger nos impairs et nos erreurs, pour améliorer l'application très imparfaite que nous faisons des principes soviétiques. Mais nous sommes en droit d'être fiers, et nous le sommes en effet, de ce que le bonheur nous soit échu de *commencer* la construction de l'Etat soviétique, de *commencer* ainsi une nouvelle époque de l'histoire mondiale, époque de domination d'une *nouvelle* classe, opprimée dans tous les pays capitalistes et s'acheminant partout vers une vie nouvelle, vers la victoire sur la bourgeoisie, vers la dictature du prolétariat, vers l'affranchissement de l'humanité du joug du capital, des guerres impérialistes.

La question des guerres impérialistes, de la politique internationale du capital financier prédominant aujourd'hui dans le monde entier, — politique qui *inéluctablement* engendre de nouvelles guerres impérialistes et pousse nécessairement à une accentuation inouïe de l'oppression nationale, du pillage, du brigandage, de l'étranglement des petites nationalités faibles et arriérées par une poignée de puissances « avancées » —, cette question, depuis 1914, est devenue la pierre angulaire de toute la politique de tous les pays du globe. C'est une question de vie ou de mort pour des dizaines de millions d'êtres humains. C'est la question de savoir si dans la prochaine guerre impérialiste que la bourgeoisie prépare sous nos yeux et que nous voyons surgir du capitalisme, il sera exterminé 20 millions d'hommes (au lieu des 10 millions de tués pendant la guerre de 1914-1918 et les « petites » guerres qui s'y greffent et qui ne sont pas terminées à ce jour) ; si au cours de l'inévitable (avec le maintien du capitalisme) guerre qui vient il y aura 60 millions de mutilés (au lieu des 30 millions d'estropiés en 1914-1918). Sur ce terrain également, notre Révolution d'Octobre a inauguré une nouvelle époque dans l'histoire mondiale. Les valets de la bourgeoisie et ses thuriféraires — en la personne des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, en la personne de toute la démocratie petite-bourgeoise pseudo-« socialiste » du monde entier — se sont gaussés du mot d'ordre de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Or, ce mot d'ordre s'est trouvé être l'unique *vérité* — désagréable, brutale, toute nue, atroce, soit ! — mais une *vérité* dans cette nuée de mensonges chauvins et pacifistes les plus raffinés. Ces mensonges s'effondrent. La paix de Brest-Litovsk est démasquée. Chaque jour démasque de plus en plus implacablement le rôle et les conséquences d'une paix pire encore que celle de Brest-Litovsk, la paix de Versailles. Et devant les millions et les millions d'hommes qui réfléchissent aux causes de la guerre d'hier et à la guerre imminente de demain, s'affirme toujours plus évidente, plus précise et plus impérieuse, cette terrible vérité : il est impossible de s'arracher à la guerre impérialiste et au monde * impérialiste (si nous avions encore l'ancienne orthographe, j'aurais employé ici les deux mots « mir » dans leurs deux acceptations) qui l'engendre inévitablement, — il est impossible de s'arracher à cet enfer *autrement que par une lutte bolchévique et une révolution bolchévique*.

Que la bourgeoisie et les pacifistes, les généraux et les petits bourgeois, les capitalistes et les philistins, tous les chrétiens croyants et tous les chevaliers de la II^e Inter-

* En russe « mir ». D'après l'ancienne orthographe, ce mot s'écrivait différemment, selon qu'il signifiait « paix » ou « monde ». (N. R.)

nationale et de l'Internationale II 1/2 vitupèrent frénétiquement cette révolution. Il n'est point de flots de haine, de calomnies et de mensonges qui puissent estomper ce fait d'une portée historique, que pour la première fois depuis des siècles et des millénaires les esclaves ont répondu à la guerre entre esclavagistes, en proclamant ouvertement le mot d'ordre : transformons cette guerre entre esclavagistes pour le partage de leur butin, en une guerre des esclaves de toutes les nations contre les esclavagistes de toutes les nations.

Pour la première fois depuis des siècles et des millénaires ce mot d'ordre, d'expectative vague et impuissante qu'il était, est devenu un programme politique clair et précis, une lutte active menée par des millions d'opprimés, sous la direction du prolétariat ; il est devenu la première victoire du prolétariat, sa première victoire dans sa lutte pour supprimer les guerres, pour unir les ouvriers de tous les pays contre l'alliance de la bourgeoisie des diverses nations, de cette bourgeoisie qui fait la paix et la guerre aux dépens des esclaves du capital, aux dépens des ouvriers salariés, aux dépens des paysans, aux dépens des travailleurs.

Cette première victoire n'est pas encore une victoire définitive et notre Révolution d'Octobre l'a remportée au prix de difficultés et de privations inouïes, de souffrances sans nom, après une suite d'échecs et d'erreurs considérables de notre part. Le moyen, pour un peuple arriéré, de triompher, sans échecs et sans erreurs, des guerres impérialistes menées par les pays les plus puissants et les plus avancés du globe ! Nous ne craignons pas de reconnaître nos erreurs ; nous les envisageons avec lucidité pour apprendre à les corriger. Mais un fait reste acquis : pour la première fois depuis des centaines et des milliers d'années la promesse de « répondre » à la guerre entre esclavagistes par une révolution des esclaves contre les esclavagistes de tout genre et de tout ordre, a été remplie jusqu'au bout — et continue d'être remplie malgré toutes les difficultés.

C'est nous qui avons commencé cette œuvre. Quand, dans quel délai, les prolétaires de quelle nation la feront aboutir, il n'importe. Ce qui importe, c'est que la glace est rompue, la voie est ouverte, la route tracée.

Continuez vos pratiques hypocrites, messieurs les capitalistes de tous les pays, qui « défendez la patrie » japonaise contre l'américaine, l'américaine contre la japonaise, la française contre l'anglaise, et ainsi de suite ! Continuez, messieurs les chevaliers de la II Internationale et de l'Internationale II 1/2, avec tous les petits bourgeois et philistins pacifistes du monde entier —, continuez à « escamoter » la question touchant les moyens de lutte contre les guerres impérialistes, en lançant de nouveaux « manifestes de Bâle » (sur le modèle du manifeste de Bâle de 1912²¹). La première révolution bolchévique a arraché à la guerre impérialiste, au monde impérialiste, la première centaine de millions d'hommes sur la terre. Les révolutions futures arracheront à ces guerres et à ce monde toute l'humanité.

Une dernière tâche, la plus importante et la plus difficile, et la moins achevée, c'est l'œuvre d'édification économique, la mise en place des fondements économiques de l'édifice nouveau, socialiste, au lieu de l'édifice féodal démolé, et de l'édifice capitaliste à moitié démolé. C'est là, en accomplissant cette tâche, la plus importante et la plus difficile, que nous avons essuyé le plus d'échecs et commis le plus d'erreurs. Le moyen d'entreprendre sans échecs ni erreurs, une œuvre de cette importance, sans précédent dans le monde ! Or, nous l'avons entreprise. Nous la poursuivons. Aujourd'hui précisément, par notre « nouvelle politique économique », nous corrigeons toute une suite de nos erreurs ; nous apprenons comment il faut poursuivre la construction de l'édifice socialiste, dans un pays de petits paysans, sans commettre ces erreurs.

Immenses sont les difficultés. Nous avons l'habitude de combattre des difficultés immenses. Ce n'est pas pour rien que nos ennemis disent de nous que nous sommes « fermes comme le roc », et qu'ils nous ont surnommés les représentants d'une « politique à rompre-les-os ». Mais nous avons appris aussi — du moins jusqu'à un certain point —

un autre art indispensable dans la révolution : c'est celui d'être souples, de savoir changer de tactique vite, brusquement, en tenant compte des conditions objectives modifiées, en choisissant une autre voie pour arriver à notre but, si l'ancienne s'est avérée, pour la période de temps donné, inopportune, impraticable.

Emportés par la vague d'enthousiasme, nous comptions, nous qui avions éveillé l'enthousiasme populaire — d'abord politique et puis militaire —, nous comptions pouvoir réaliser directement à la faveur de cet enthousiasme, des tâches économiques aussi grandioses que les tâches politiques générales, que les tâches militaires. Nous comptions — ou, peut-être, sera-t-il plus exact de dire : nous pensions, sans un calcul suffisant —, pouvoir par les ordres exprès de l'Etat prolétarien, organiser à la manière communiste, dans un pays de petits paysans, la production et la répartition des produits par l'Etat. La vie a montré notre erreur. Une suite de degrés intermédiaires se sont révélés indispensables : le capitalisme d'Etat et le socialisme, en vue de préparer — par un travail de longues années — le passage au communisme. Ce n'est pas en vous appuyant directement sur l'enthousiasme, mais au moyen de l'enthousiasme engendré par la grande révolution, en faisant jouer l'intérêt personnel, l'avantage personnel, en appliquant le principe de la gestion équilibrée, qu'il vous faut d'abord, dans un pays de petits paysans, construire de solides passerelles conduisant au socialisme, en passant par le capitalisme d'Etat. Autrement vous n'approcherez pas du communisme ; autrement vous n'amènerez pas des dizaines et des dizaines de millions d'hommes au communisme. Voilà ce que nous a révélé la vie. Voilà ce que nous a révélé la marche objective de la révolution.

Et nous, qui avons un peu appris, en ces trois ou quatre années, à opérer de brusques tournants (quand un brusque tournant s'impose), nous nous sommes mis avec zèle, avec attention, avec assiduité (quoique encore avec insuffisamment de zèle, d'attention et d'assiduité) à étudier le nouveau tournant, la « nouvelle politique économique ». L'Etat prolétarien doit devenir un « patron » prudent, soigneux et habile, un négociant en gros consciencieux — sinon il ne pourra pas mettre debout, économiquement, ce pays de petits paysans. Aujourd'hui, dans les conditions présentes, à côté de l'Occident capitaliste (pour l'instant encore capitaliste), on ne saurait passer autrement au communisme. Un négociant en gros, cela paraît être un type économique éloigné du communisme comme le ciel l'est de la terre. Mais c'est précisément là une de ces contradictions qui, dans la réalité vivante, mène de la petite exploitation paysanne au socialisme, en passant par le capitalisme d'Etat. L'intérêt personnel a pour effet de relever la production ; il nous faut augmenter la production avant tout et coûte que coûte. Le commerce en gros unit économiquement des millions de petits paysans, en les intéressant, en les associant, en les amenant au degré suivant : aux diverses formes d'association et d'union dans la production elle-même. Nous avons déjà amorcé la réorganisation indispensable de notre politique économique. Dès à présent nous enregistrons, dans ce domaine, certains succès, pas bien grands, il est vrai, partiels, mais néanmoins incontestables. Nous terminons, en ce domaine de la nouvelle « science », notre cours préparatoire. C'est en étudiant avec fermeté et persévérance, en vérifiant par l'expérience acquise chacun de nos pas, sans crainte de refaire plusieurs fois ce que nous avons commencé, de corriger nos erreurs ; c'est en nous attachant à en pénétrer le sens que nous passerons dans les classes supérieures. Nous suivrons le « cours » entier, bien que les conditions de l'économie et de la politique mondiales l'aient rendu beaucoup plus long et beaucoup plus ardu que nous ne l'aurions voulu. Coûte que coûte, si pénibles que soient les souffrances de la période de transition, les calamités, la famine, les ravages, nous ne nous laisserons pas abattre et mènerons notre œuvre jusqu'à la victoire finale.

14.X.1921.

La « Pravda » n° 234,
18 octobre 1921.
Signé : N. Lénine

Conforme au manuscrit

Les débats sur la nature et les perspectives de la Révolution russe

LE camarade Doug Jenness a publié dans le numéro de novembre de la revue *International Socialist Review* un article centré autour de l'idée qu'au cours de la période 1905-1917, il y eut deux conceptions différentes de la révolution russe parmi les socialistes de ce pays. Dans l'article qui

suit, nous défendons la position traditionnelle de Léon Trotsky et de la IV^e Internationale, selon laquelle les socialistes russes, pendant toute cette période, étaient partagés entre trois et non pas deux stratégies fondamentalement différentes.

Ernest MANDEL

A partir des années 1870, la société russe fut secouée par une profonde crise sociale et politique. Les populistes de la *Narodnaïa Volia* (Volonté du peuple) s'organisèrent pour renverser le tsarisme. Le 1^{er} mars 1881, ils tuèrent le tsar Alexandre II, celui-là même qui avait libéré, vingt ans plus tôt, en 1861, la paysannerie russe du servage, tout en lui imposant un terrible tribut économique pour cette libération. Le mouvement ouvrier international, au sein duquel des émigrés russes commençaient à agir, s'intéressa aux événements de Russie et s'efforça de s'informer davantage sur l'évolution des conditions sociales et des luttes politiques qui caractérisaient ce pays lointain. Ce faisant, il fut entraîné à participer aux débats sur la nature de la révolution russe à venir — que les révolutionnaires considéraient comme inévitable — et les perspectives qu'elle ouvrirait à l'Europe et au monde.

LES POSITIONS DE MARX ET D'ENGELS

Invité par une des principales figures du populisme russe, Vera Zassoulitch, à prendre position sur l'avenir de la Russie, Karl Marx, après quelques hésitations (1), prit une position sans ambages : selon lui, la Russie pouvait « sauter par-dessus l'étape du capitalisme ». Dans une lettre envoyée le 8 mars 1881 à la révolutionnaire russe, puis dans sa préface à la deuxième édition du *Manifeste communiste* en russe, datée de 1882, Marx affirmait :

a) que sa thèse sur l'apparition inévitable du capitalisme ne s'appliquait qu'aux sociétés occidentales ;

b) que la Russie avait la chance d'éviter « les maux désastreux du capitalisme » si la révolution y triomphait à temps (2) ;

c) que le point de départ de l'évolution collectiviste, non capitaliste, de l'industrialisation russe pouvait être la propriété collective au sein de la collectivité villageoise (l'*obchtchina*) ;

d) que cette éventualité ne pouvait cependant se réaliser que si les progrès de la propriété privée et du capitalisme

— réels depuis l'abolition du servage en 1861 — n'étaient pas avancés jusqu'au point de décomposer de manière décisive cette collectivité villageoise ;

e) qu'une deuxième condition pour que se réalise ce développement non capitaliste en Russie était la victoire de la révolution en Occident et l'aide que le prolétariat occidental pourrait ainsi accorder aux masses russes, à la modernisation et à l'industrialisation de la Russie.

En fonction de cette analyse, Marx accorda son appui aux révolutionnaires de la *Narodnaïa Volia*. Il estimait que le groupe de Georgi Plekhanov, à Genève, qui s'était séparé d'eux, avait commis une erreur en les attaquant (3). Après la mort de Marx en 1883, Friedrich Engels maintint ces positions pendant plusieurs années. Il développa une correspondance intense avec des populistes comme Nikolaï Danielson et Piotr Lavrov, et leur manifesta beaucoup de sympathie.

Mais, entre la fin des années 1880 et le début des années 1890, Engels modifia sa position. Plus exactement, il constata que l'histoire avait répondu à la question posée par Marx et qu'elle lui avait apporté une réponse négative. Le retard de la révolution avait ouvert un processus de développement du capitalisme en Russie qui était en train de détruire implacablement la base de survie de la communauté villageoise :

« Vous vous rappelez que notre auteur (Marx) avait dit dans sa lettre concernant Joukovsky (la lettre à la rédaction de la revue *Otechestvenniy Zapiski* mentionnée dans la note 2) que si l'évolution commencée en 1861 continuait, l'*obchtchina paysanne* était condamnée à la ruine. Il me semble que c'est ce qui est en train de se produire à présent. »

1. On trouve différents brouillons successifs de la lettre à Vera Zassoulitch dans les *Oeuvres complètes* de Marx-Engels.

2. Déjà auparavant, en 1877, Marx avait écrit à Nikolaï Mikhaïlovski, alors rédacteur de la revue *Otechestvenniy Zapiski* (Annales de la patrie), que la Russie avait « la plus grande chance jamais offerte par l'histoire à une nation » d'éviter les maux du capitalisme.

3. Cf. la lettre de Marx à Jenny Longuet, 11 avril 1881 ; et aussi la lettre d'Engels à Vera Zassoulitch, 23 avril 1885.

4. Il ne faut pas oublier que, même au lendemain de la révolution d'Octobre, lors des

(Engels, lettre à Nikolaï Danielson du 15 mars 1892.)

Il considérait par conséquent que le développement du capitalisme était dorénavant devenu inévitable en Russie, qu'il en surgirait un prolétariat moderne comme seule classe pleinement révolutionnaire et capable de conduire le socialisme dans ce pays. Du même fait, il accorda à partir de ce moment un appui sans réserves au premier noyau de socialistes marxistes russes regroupé autour de Plekhanov. Il consolida toutes ces positions dans sa postface à *Sozialismus aus Russland* (janvier 1894).

LA POLEMIQUE ENTRE LES POPULISTES ET LES MARXISTES RUSSES

La décomposition de la *Narodnaïa Volia* avait donné naissance à diverses organisations populistes, puis au Parti socialiste-révolutionnaire (s-r) d'inspiration nettement populiste. Ce Parti s-r, qui allait rester l'organisation numériquement la plus importante et la plus influente en Russie jusqu'en 1917 (4), se distinguait de la jeune social-démocratie russe, fondée officiellement comme parti à Minsk en 1898, par une série de divergences analytiques et politiques.

Il ne croyait pas que le capitalisme pouvait se développer largement en Russie, du fait de l'étroitesse du marché intérieur. Il ne croyait donc pas que le prolétariat jouerait un rôle prépondérant dans la révolution russe à venir, mais il attribuait plutôt ce rôle à la paysannerie. Il n'admettait pas que la paysannerie, entraînée dans la petite production marchande et aspirant à la propriété privée de

élections pour l'Assemblée constituante, le Parti socialiste-révolutionnaire obtint encore la majorité absolue des voix et des mandats. Il est vrai qu'il fut battu dans les villes par le Parti bolchevique, et que cette majorité reflétait surtout l'immense poids de la paysannerie en Russie. Il est vrai aussi qu'il s'était déjà scindé en deux, la droite s-r s'opposant farouchement à la prise du pouvoir par les soviets, la gauche s-r s'appuyant et entrant même, temporairement, dans un gouvernement de coalition avec les bolcheviks. Cette coalition fut rompue par les s-r de gauche lors de la signature de la paix de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918.

la terre, ne pourrait pas être une force sociale susceptible de lutter pour une société socialiste. Il prônait pour cette raison la socialisation des terres en tant que plate-forme pour la transition immédiate vers un socialisme (communisme) agraire. Il allait d'ailleurs abandonner progressivement cette dernière position — sous la pression de sa propre base paysanne — en faveur d'un programme de partage des terres.

Les marxistes russes, avec l'appui des marxistes occidentaux, ouvrirent une polémique résolue contre ces thèses populistes.

Ils affirmaient que le développement du capitalisme était devenu irréversible et prédominant en Russie. Au développement du capitalisme correspondait le développement du prolétariat et de son parti, la social-démocratie russe, partie intégrante de la social-démocratie internationale. Comme celle-ci, la social-démocratie devait lutter pour le renversement du capitalisme par la dictature du prolétariat et l'appropriation collective des moyens de production.

A cette fin, il fallait organiser le prolétariat sur le plan politique en complète indépendance par rapport à toutes les autres classes de la société. Pour cette raison, les marxistes russes considéraient que les populistes (le Parti socialiste-révolutionnaire), qui mélangeaient les forces ouvrières, paysannes, plébiennes semi-prolétariennes et petites-bourgeoises urbaines, étaient objectivement une force démocratique petite-bourgeoise et non prolétarienne.

Par ailleurs, les populistes étaient opposés à tout appui politique au mouvement oppositionnel de la bourgeoisie libérale qui, selon eux, n'était qu'une querelle interne des classes dominantes. Les marxistes, au contraire, étaient favorables à un appui critique et même à des accords temporaires avec des mouvements d'opposition de la bourgeoisie libérale, tout en maintenant l'indépendance politique du prolétariat et tout en avertissant les masses laborieuses que la bourgeoisie libérale était incapable de mener une lutte conséquente, radicale, jusqu'au bout, contre l'absolutisme.

Cette position des marxistes résultait du fait qu'ils estimaient, pour citer le programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) adopté au IIe Congrès (1903) et rédigé par Plekhanov et Lénine :

« Sur la voie de réaliser leur but commun ultime, qui est déterminé par la domination du mode de production capitaliste dans tout le monde civilisé, la social-démocratie des différents pays est obligée de poursuivre différentes tâches immédiates, à la fois parce que ce mode de production n'est pas développé partout au même degré, et parce que son développement mûrit dans différents pays sous une variété de conditions socio-politiques.

« En Russie, où le capitalisme est déjà devenu le mode de production prédominant, il y a encore de très nombreuses survivances de l'ancien ordre pré-capitaliste, basé sur l'asservissement des masses laborieuses par les propriétaires fonciers, l'Etat ou le monarque. Ces survivances sont jusqu'à un point très considérable des obstacles au progrès économique, et

des obstacles à un développement total (all-rounded) de la lutte de classe du prolétariat.

« Elles contribuent au maintien et à la consolidation des formes les plus barbares d'exploitation de millions de paysans par l'Etat et les classes possédantes, et au maintien de tout le peuple dans l'ignorance et dans l'absence de droits.

« La plus importante de ces survivances et la forteresse la plus puissante de toute cette barbarie, c'est l'autocratie tsariste. Par sa nature, elle est l'ennemie de tout progrès social et ne peut être que l'ennemi le plus maléfique de tous les efforts d'émancipation du prolétariat.

« Pour cette raison, le POSDR considère que sa tâche politique la plus immédiate, c'est le renversement de l'autocratie tsariste et son remplacement par une République démocratique ... »

En d'autres termes, le programme du POSDR, celui des marxistes russes, distinguait clairement deux étapes de la révolution russe :

— une étape immédiate, qui était la révolution démocratique (ou démocratique-bourgeoise), dont le but était le renversement de l'autocratie tsariste et non celui du capitalisme. Au contraire, le but de la révolution démocratique était le développement sans entraves du capitalisme et, simultanément, le développement maximum du prolétariat, de la lutte de classe prolétarienne et du parti du prolétariat :

— une étape ultérieure, celle de la révolution sociale aboutissant à la dictature du prolétariat, au renversement du capitalisme et à la construction de la société socialiste.

Les tâches de la première étape étaient donc des tâches démocratiques, la République démocratique-bourgeoise et la révolution agraire ; les tâches de la deuxième étape étaient des tâches socialistes.

La grande majorité des marxistes russes — avant tout Plekhanov, Lénine, Martov, Pavel Axelrod et Léon Trotsky — était d'accord sur cette distinction jusqu'en 1904, malgré leurs divergences sur les questions d'organisation qui avaient éclaté au IIe Congrès du POSDR en 1903. Cela ressortait clairement des débats politiques au IIe Congrès et surtout des débats sur la question agraire. Citons quelques interventions particulièrement significatives :

— Lénine : « A la campagne, nous poursuivons deux buts de nature différente : d'abord, nous voulons assurer la liberté pour les rapports bourgeois ; en deuxième lieu, nous voulons conduire la lutte prolétarienne. »

— Trotsky : « Notre programme minimum général représente le maximum que nous pouvons exiger de l'ordre capitaliste. Notre programme agraire réclame l'élimination des obstacles féodaux sur la voie de cet ordre capitaliste pris dans son ensemble. (...) Nous abordons les paysans polonais avec la partie démocratique générale de notre programme ; nous abordons les pauvres à la campagne avec notre propagande pour le socialisme. »

— Lénine : « Le camarade Lieber a oublié la différence entre la partie démocratique et la partie socialiste de notre programme. Ce qu'il prend pour de l'"é-troitesse", c'est l'absence de tout ce qui est socialiste dans la partie démocratique

du programme ... Seuls les s-r, avec leur manque de principes caractéristique, sont capables de confondre et confondent régulièrement les revendications démocratiques et les revendications socialistes. Mais le parti du prolétariat a le devoir de les séparer et de les distinguer de la manière la plus stricte. »

— Plekhanov : « Pareil mouvement en faveur du partage (dit partage noir des terres) serait certainement un mouvement en faveur de la bourgeoisie. Evidemment, nous ne sommes pas obligés de favoriser activement un programme pour la bourgeoisie. Mais si, au cours de la lutte contre la survivance de rapports de servage, la paysannerie devait emprunter cette voie, ce n'est pas à nous de retenir (hold back) ce mouvement progressiste. (5) »

La même clarté régnait quant à la nécessité d'appuyer la lutte politique de la bourgeoisie libérale contre l'autocratie absolutiste. Le IIe Congrès du POSDR adopta deux résolutions à ce propos, l'une soumise par Starover et contresignée par Trotsky, qui affirmait : « Le parti ne refuse pas de conclure, et au besoin, conclura, à travers ses organes centraux, des accords temporaires avec des tendances libérales ou libérales-démocratiques. » L'autre, soumise par Plekhanov et contresignée par Lénine, qui affirmait : « La social-démocratie doit appuyer la bourgeoisie dans la mesure où elle est révolutionnaire ou même simplement oppositionnelle dans sa lutte contre le tsarisme. » Les deux résolutions soulignent le caractère limité et inadéquat de l'opposition bourgeoise (6). Le programme du parti contient d'ailleurs des formules analogues.

LES DIVERGENCES ENTRE BOLCHEVIKS ET MENCHEVIKS A PARTIR DE 1905

Les divergences entre bolcheviks et mencheviks ont semblé d'abord se limiter aux seuls problèmes d'organisation, certains mencheviks adoptant au IIe Congrès du POSDR une position même plus « extrémiste » (en réalité semi-économiste, semi-ouvriériste) à l'égard de la bourgeoisie libérale que celle des bolcheviks.

Mais il est rapidement apparu que des divergences profondes quant à la tactique à utiliser au cours de la révolution russe séparaient également bolcheviks et mencheviks. La révolution russe de 1905, ses lendemains, et le Congrès d'unification de Stockholm du POSDR, allaient jouer le rôle de révélateur à ce propos.

Mencheviks et bolcheviks étaient d'accord sur la nature bourgeoise de la révolution russe à venir et dans un double sens :

— les tâches immédiates de la révolution devaient être le renversement de l'autocratie tsariste et l'élimination des survivances semi-féodales à la campagne. C'étaient là manifestement des tâches historiques de la révolution démocratique-

5. Cf. le compte-rendu officiel du IIe Congrès du POSDR, édition en anglais, New Park Publications, Londres, 1978 (traduit du russe par Brian Pearce), p. 273, 254-255, 256-257, 267.

6. Ibid, p. 19-20.

bourgeoise et non des tâches de la révolution socialiste ;

— la victoire de la révolution russe devait déboucher sur un développement accéléré et sans entraves du capitalisme en Russie, et non sur la socialisation de l'économie.

Mais les mencheviks tirèrent de ces prémisses la conclusion que la révolution ne pouvait vaincre que sous la direction de la bourgeoisie. Le parti du prolétariat devait, d'une part, pousser l'épée dans les reins de la bourgeoisie pour l'obliger à accomplir ses tâches révolutionnaires, ce qu'elle hésitait à faire ; il devait, d'autre part, lutter pour arracher le maximum de réformes politiques et économiques en faveur du prolétariat (journée de huit heures, enseignement obligatoire pour tous les enfants avec nourriture gratuite distribuée dans les écoles, etc.). Mais cette opposition devait rester raisonnable et modérée afin d'éviter que la bourgeoisie n'abandonne prématurément le camp de la révolution et ne passe dans celui de la contre-révolution, condamnant de ce fait la révolution à la défaite.

Lénine défendit un point de vue diamétralement opposé à celui des mencheviks. Il rappela que — déjà — la Révolution française de 1789 n'avait pu mener à bien ses tâches historiques que parce que la petite bourgeoisie jacobine avait chassé de l'exercice du pouvoir les différentes fractions de la bourgeoisie qui étaient prêtes, les unes après les autres, à capituler devant la contre-révolution, ou à ne pas s'opposer radicalement à elle par peur du peuple. Il rappela que, lors de la Révolution de 1848, la bourgeoisie allemande

s'était comportée de manière encore plus contre-révolutionnaire, conduisant la révolution à la défaite, et qu'après cette expérience, Marx avait remarqué que plus on allait vers l'Est, plus la bourgeoisie devenait lâche ...

Dès lors, tout indiquait qu'avec un capitalisme bien plus développé en Russie en 1905 qu'en Allemagne en 1848 — pour ne pas parler de la France en 1789 —, la bourgeoisie serait absolument incapable de diriger une révolution démocratique et agraire radicale, et ne le désirait d'ailleurs pas. Dès lors, sous direction bourgeoise, la révolution russe était condamnée à sa perte. Elle ne pouvait triompher que sous l'équivalent d'une direction jacobine, d'une dictature jacobine. Dans la société russe de 1905, avec les classes sociales en présence dans ce pays à ce moment précis, cette direction ne pouvait être que le produit de l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie : la dictature démocratique des ouvriers et des paysans.

Deux questions clés — l'une stratégique, l'autre tactique — cristallisèrent alors les divergences entre bolcheviks et mencheviks concernant la nature et les perspectives de la révolution russe. Les mencheviks tendaient à réduire de plus en plus le contenu de la révolution démocratique (démocratique-bourgeoise) aux seules questions politiques : élections libres, représentation parlementaire, libertés démocratiques, etc. Pour Lénine, au contraire, c'était la question agraire qui était la question clé de la révolution démocratique. C'est parce que la bourgeoisie avait peur d'une révolution agraire radicale — d'un soulèvement généralisé de la paysannerie, d'une saisie révolutionnaire

des terres par les paysans — qu'elle refusait de s'engager dans une lutte résolue contre l'autocratie, son armée et son appareil d'Etat, garants en dernière instance de toute la propriété privée. Toute politique conciliatrice à l'égard de la bourgeoisie libérale impliquait donc à la fois le refus d'une lutte radicale et jusqu'au bout pour la terre, et le refus d'une lutte radicale et jusqu'au bout pour la liberté.

En fonction même de cette conception réductrice de la révolution démocratique, les mencheviks, après quelques hésitations, penchèrent de plus en plus en faveur d'un bloc politique avec les partis bourgeois. Lénine rejeta ce bloc avec la dernière énergie, parce qu'il le considérait comme un obstacle insurmontable au déclenchement et au triomphe de la révolution agraire.

Mais Lénine et les bolcheviks n'avaient pas modifié leur point de vue quant à la perspective ouverte par la victoire de la révolution russe. Il s'agissait toujours pour eux d'ouvrir la voie à un développement sans entraves du capitalisme en Russie, non de l'ouverture d'une économie socialisée et collectivisée (nous dirions aujourd'hui : non d'une société de transition entre le capitalisme et le socialisme). Cela ressort clairement du discours que Lénine prononça au Ve Congrès (celui de Londres) du POSDR, le 12 mai 1907 :

« Parlant objectivement, du point de vue non pas de nos désirs mais du développement économique présent de la Russie, la question fondamentale de notre révolution est celle de savoir si elle assure le développement du capitalisme par la victoire complète des paysans sur les propriétaires fonciers, ou par la victoire des propriétaires fonciers sur les paysans. Une révolution démocratique-bourgeoise est absolument inévitable dans les conditions économiques de la Russie. Aucune force au monde ne peut l'empêcher. Mais cette révolution peut s'effectuer de deux manières : à la manière prussienne, si l'on peut dire, ou à la manière américaine. Cela veut dire ce qui suit : les propriétaires fonciers peuvent gagner, peuvent imposer les paiements d'indemnités ou d'autres petites concessions aux paysans, ils peuvent s'unir avec une poignée de paysans riches, paupériser les masses et convertir leurs fermes en fermes capitalistes du type de celles des Junker. Pareille révolution serait démocratique-bourgeoise, mais elle serait la moins avantageuse du point de vue des paysans, la moins avantageuse sous l'angle de la rapidité du développement capitaliste. Ou, au contraire, la victoire complète de l'insurrection paysanne, la confiscation de tous les domaines des propriétaires fonciers et leur partage égalitaire signifieront le développement le plus rapide du capitalisme, la forme de révolution démocratique-bourgeoise la plus avantageuse pour les paysans. »

(Lénine, *Collected Works (CW)*, tome 12, p. 465.)

Ce texte ne permet aucune équivoque : développement du capitalisme à l'américaine ; développement le plus rapide du capitalisme : c'est clair et net. On trouve d'ailleurs de nombreux passages analogues dans les écrits de Lénine, de 1905 à 1916, notamment dans *Deux tactiques de*

Portrait de Lénine dans une manifestation de travailleurs polonais à Gdansk, en août 1980. (DR)



la social-démocratie dans la révolution démocratique (1905) :

« Cela signifie que les transformations sociales et économiques dont la Russie éprouve la nécessité, loin d'impliquer par elles-mêmes la remise en cause du capitalisme, de la domination de la bourgeoisie, déblayeront, au contraire, véritablement la voie d'un développement large et rapide, européen et non asiatique, du capitalisme en Russie : pour la première fois, elles rendront possible dans ce pays la domination de la bourgeoisie comme classe. »

Et dans sa lettre à Maxime Gorki du 3 janvier 1911, il écrit :

« Il y a capitalisme et capitalisme. Il y a le capitalisme des octobristes et des cent-noirs et le capitalisme des populistes (le capitalisme "réaliste, démocratique, plein d'activité"). Plus nous démasquons le capitalisme aux yeux des ouvriers comme "rapace et féroce", et moins le capitalisme du premier type pourra se maintenir, et plus sûre est sa transition vers le capitalisme du deuxième type. Cela ne peut que nous convenir, à nous, le prolétariat. »

« (...) En Europe occidentale, il n'y a déjà presque plus de capital octobriste, presque tout le capital est démocratique. Le capital octobriste a émigré d'Angleterre et de France vers la Russie et l'Asie. La révolution russe et les révolutions en Asie sont la lutte pour refouler le capital octobriste par le capital démocratique. Mais le capital démocratique vient tard. Son chemin ne conduit pas plus loin. Après cela, il est fini. »

L'INSURRECTION, LE GOUVERNEMENT ET L'ETAT

La social-démocratie et la démocratie bourgeoise révolutionnaire (c'est-à-dire paysanne) doivent, ensemble, mener jusqu'au bout la révolution bourgeoise contre la bourgeoisie, afin de permettre un développement sans entraves du capitalisme en Russie. Telle était, résumée, la position de Lénine et des bolcheviks dans la révolution russe de 1905 et au lendemain de celle-ci, jusqu'au lendemain des Thèses d'avril.

Logique avec lui-même, Lénine réclamait, contrairement aux mencheviks, une participation de la social-démocratie à un gouvernement révolutionnaire insurrectionnel, voire un processus insurrectionnel parachevé par un gouvernement révolutionnaire sous direction social-démocratique :

« Dans le but de compléter la révolution, la tâche urgente à laquelle le prolétariat est désormais confronté est celle d'aider à imposer l'insurrection ensemble avec les démocrates révolutionnaires et de créer un organe pour l'unifier, sous la forme d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. »

(Lénine, CW, volume 10, p. 155.)

L'idée de la prise du pouvoir par un gouvernement révolutionnaire dominé par la social-démocratie était-elle contradictoire avec celle du caractère bourgeois de la révolution et de ses tâches, du refus constant et obstiné de Lénine de confondre, c'est-à-dire de combiner, les tâches démocratiques et les tâches socialistes, le

programme minimum et le programme maximum ?

A notre avis, dans l'esprit de Lénine — c'est-à-dire subjectivement — il n'y avait pas une telle contradiction. C'est pourquoi toutes ces positions de Lénine sont souvent affirmées simultanément dans le même écrit, dans le même article, dans le même rapport, dans la même brochure. Du point de vue de la logique formelle, la contradiction n'existe pas non plus. On peut être partisan de la prise du pouvoir par un gouvernement provisoire et en même temps souligner que ce gouvernement sera justement ... provisoire, c'est-à-dire que le pouvoir devra être abandonné ou perdu par la suite, vu la nature bourgeoise de la révolution.

C'est ce qui ressort de l'analogie que faisait Lénine avec le pouvoir des jacobins au cours de la Révolution française. Dans la tradition marxiste, Danton, Marat et Robespierre avaient pour fonction de pousser la révolution jusqu'au bout, jusqu'à un point où la bourgeoisie elle-même ne voulait et ne pouvait pas la pousser. Mais, ayant achevé avec succès cette tâche, les jacobins étaient condamnés à perdre le pouvoir. Ce qui était à l'ordre du jour historiquement, en France, c'était le développement du capitalisme, non le développement d'une société égalitaire fondée sur la petite propriété privée — l'utopie poursuivie par les jacobins —, pour ne pas dire la construction d'une société socialiste.

C'est ce qui ressort encore plus nettement des formules mêmes que Lénine utilisait en rapport avec la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », soulignant le caractère transitoire, provisoire, de cette dictature, de ce gouvernement :

« En russe pur et simple, un organe de pouvoir du peuple, qui assume temporairement l'autorité d'un gouvernement qui s'est effondré, s'appelle un gouvernement révolutionnaire provisoire. Pareil gouvernement est appelé à être provisoire, car son autorité expire avec la convocation d'une Assemblée constituante représentant le peuple tout entier. »

(Lénine, « L'autocratie mourante et les nouveaux organes de pouvoir populaires », CW, volume 10, p. 67.)

C'est ce qui ressort de l'insistance mise par Lénine sur la question de l'inévitabilité de la contre-révolution politique, de la « restauration politique », s'il n'y a pas de victoire de la révolution socialiste en Occident. Et c'est ce qui ressort de même de l'insistance mise par Lénine sur la question de la nature bourgeoise de l'Etat qui émergera de la victoire de la révolution russe :

« La révolution bourgeoise est une révolution qui ne sort pas du cadre du régime économique et social bourgeois, c'est-à-dire capitaliste. La révolution bourgeoise exprime le besoin de développement du capitalisme ; bien loin de ruiner les bases du capitalisme, elle les élargit et les approfondit. (...) La domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière étant inévitable en régime capitaliste, on peut dire à bon droit que la révolution bourgeoise traduit moins les intérêts du prolétariat que ceux de la bourgeoisie. »

Mais l'idée qu'elle ne traduit pas du tout les intérêts du prolétariat est franchement absurde. Cette idée absurde se résume dans l'ancestrale théorie populiste selon laquelle ... nous n'avons pas besoin d'une liberté politique bourgeoise. Ou bien encore elle se résume dans l'anarchisme, qui condamne toute participation du prolétariat à la politique bourgeoise, à la révolution bourgeoise, au parlementarisme bourgeois. »

(Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, Oeuvres choisies en 3 volumes, tome I, p. 567.)

Et cette insistance était si forte que Lénine non seulement rejeta radicalement toute idée de « communes révolutionnaires », toute idée d'un Etat (à l'opposé d'une insurrection) fondé sur des soviets, mais allait même jusqu'à affirmer :

« La tâche réelle de la Commune (de Paris) était de réaliser avant tout le parachèvement de la dictature démocratique et non socialiste, de mettre en pratique notre "programme minimum". »

(Lénine, CW, volume 9, p. 141.)

Toutes ces positions étaient donc logiquement cohérentes. Mais l'étaient-elles du point de vue de la dialectique des classes sociales engagées dans le combat ? C'est là une autre question, à laquelle Trotsky (et l'histoire) ont donné une réponse en gros négative. Il n'en reste pas moins vrai qu'en soulignant cet aspect contradictoire de la position de Lénine, il faut en même temps souligner ses effets contradictoires, et non pas unilatéralement négatifs.

En éduquant sa fraction, puis son parti, dans l'esprit d'une distinction nette entre « programme minimum » et « programme maximum », dans l'esprit d'une limitation de la « première étape » de la révolution à des tâches purement démocratiques, dans l'esprit d'une participation social-démocrate à un gouvernement révolutionnaire provisoire, Lénine a facilité la confusion des premières semaines de la révolution de février 1917, au cours desquelles tous les dirigeants et tous les cadres bolcheviques ont prôné l'appui « critique », voire la collaboration avec le gouvernement provisoire de coalition, rejetant comme « utopique », « semi-anarchiste », etc., toute idée d'une prise de pouvoir par la classe ouvrière, d'un « gouvernement ouvrier », voire de la dictature du prolétariat fondée sur les soviets.

Mais, en éduquant sa fraction, puis son parti, dans l'esprit de la nécessaire prise de pouvoir, Lénine a facilité le « tournant » engagé d'abord spontanément par les cadres ouvriers d'avant-garde vers un pouvoir soviétique, puis l'adoption par le parti du même tournant vers la dictature du prolétariat. L'éducation dans l'esprit d'une stricte indépendance de classe a fait le reste. Cette double éducation correcte a pris le dessus sur le dogme — faux — des « deux étapes », du « programme minimum » séparé du « programme maximum », de la « dictature démocratique » s'opposant à la dictature du prolétariat, des « soviets » en tant qu'organes insurrectionnels « sans parti » dans lesquels les sociaux-démocrates devaient agir mais

qu'ils ne pouvaient « substituer » au gouvernement révolutionnaire « provisoire » ni à l'Etat émergent de la révolution.

Les soviets sont devenus dans les faits des organes de pouvoir, non provisoires et non bourgeois : des organes de la dictature du prolétariat, les fondements d'un nouvel Etat, d'un Etat non bourgeois, d'un Etat ouvrier.

LES POSITIONS ORIGINALES DÉVELOPPÉES PAR TROTSKY

A partir de 1904, d'abord dans une petite brochure publiée à la veille des journées de janvier 1905, dans *Bilan et Perspectives* paru en 1906, puis dans un article moins connu paru en 1908 dans la revue social-démocrate polonaise *Przegląd Social-demokratyczny* et, enfin, dans son livre 1905 (publié en 1909), Trotsky a développé une position absolument nouvelle et originale sur la nature et les perspectives de la révolution russe, position qu'il devait être le seul, avec ses partisans, à défendre à la fois face aux mencheviks et face aux bolcheviks. Cette position résultait de sa découverte de la loi du développement inégal et combiné, son apport sans doute fondamental au marxisme.

Partant de la position commune à tous les marxistes, à savoir que la révolution russe avait des tâches de la révolution démocratique-bourgeoise à résoudre, avant tout la conquête de la démocratie politique et la conquête de la terre, Trotsky posait tout de suite une question que Plekhanov et Lénine n'avaient pas, ou insuffisamment, formulée : dans quel contexte socio-économique national et international concret se développerait cette révolution ? Quelles en seraient les forces motrices principales ? Quelle serait la corrélation de force des classes sociales qui y seraient engagées ?

Trotsky répondait : du fait de la particularité du développement inégal et combiné en Russie, le développement du prolétariat dépassait de loin celui de la bourgeoisie russe, parce qu'il résultait non seulement du développement « organique » du capitalisme russe, mais encore de l'intervention du capital étranger et surtout du rôle de l'Etat comme stimulant de l'industrialisation. Paradoxalement, par son degré de concentration dans la grande industrie, le prolétariat russe — apparu dans un pays « arriéré » — était plus combatif, plus avancé sous bien des aspects, que le prolétariat de pays beaucoup plus développés.

Il en résultait tout d'abord que, dans la mesure où ce prolétariat avait déjà ses propres organisations de classe indépendantes et qu'il agissait déjà comme une force indépendante sur la scène politique, la bourgeoisie dans son ensemble passerait dans le camp de la contre-révolution, par peur du prolétariat plus encore que par peur des soulèvements paysans. Aucune alliance avec la bourgeoisie ou avec des partis bourgeois ne pouvait donc conduire à la victoire de la révolution. Sur ce point, il n'y avait pas de divergences entre Trotsky et Lénine (7). Ils s'opposaient en commun aux mencheviks.

Il en résultait ensuite qu'une victoire révolutionnaire remportée sous la direction du prolétariat, unissant toutes les classes opprimées de la nation derrière lui, ne pouvait pas se limiter à l'accomplissement des seules tâches de la révolution démocratique-bourgeoise. Il était inconcevable qu'un prolétariat aussi centralisé, aussi unifié, aussi conscient et aussi combatif que le prolétariat russe, accepte de se laisser exploiter par le patronat capitaliste après s'être armé et après avoir conquis le pouvoir à la tête d'une insurrection. Sur la nécessité d'une telle insurrection, il n'y avait évidemment pas non plus de divergences entre Trotsky et Lénine. Le prolétariat ayant assuré la victoire de la révolution agraire — la conquête des terres par les paysans — passerait sans interruption, sans désespérer, sans solution de continuité, au début de collectivisation, au début de confiscation de la grande propriété capitaliste elle aussi. Dans ce sens, la révolution serait permanente, la conquête des objectifs historiques de la révolution démocratique-bourgeoise se combinant dans les faits, sans période intermédiaire de développement capitaliste, avec la conquête des objectifs historiques de la révolution socialiste.

Le prolétariat russe, minoritaire dans un océan de petits producteurs marchands, pouvait-il conserver le pouvoir après l'avoir conquis ? A cette question Trotsky répondait non. Il ne pouvait le conserver que si la révolution russe était le signal d'une révolution socialiste en Occident. Sur cette question — contrairement à une légende qui a la vie dure —, la position de Trotsky n'était pas originale ; elle était partagée par Karl Kautsky, Rosa Luxemburg et Lénine lui-même, avec ceci de plus étonnant que Lénine et les autres représentants de la gauche marxiste affir-

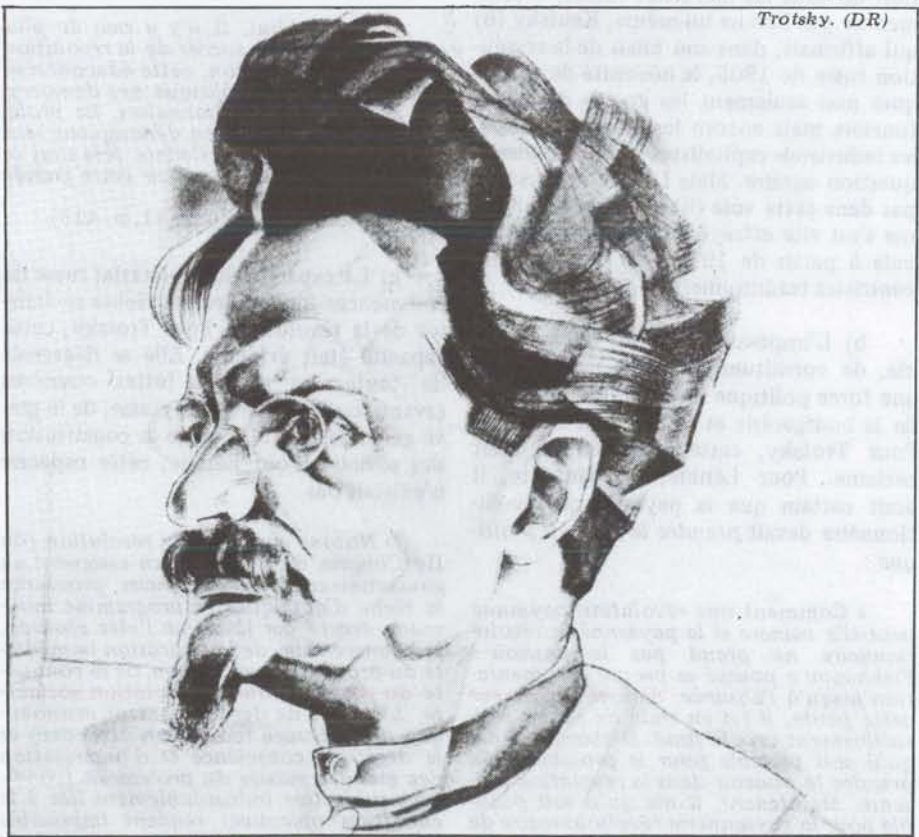
maient que même la révolution démocratique-bourgeoise était condamnée au reflux (c'est-à-dire à la victoire politique de la réaction) s'il n'y avait pas de victoire socialiste en Occident :

« La seule garantie complète contre la restauration en Russie (après une victoire de la révolution), c'est la révolution socialiste en Occident. Il n'y a pas d'autre garantie, et il ne peut pas y en avoir. De ce point de vue, la question est la suivante : comment la révolution démocratique-bourgeoise en Russie peut-elle faciliter, accélérer, la révolution socialiste en Occident ? La seule réponse concevable, c'est : si le misérable Manifeste du 17 octobre donne déjà une impulsion puissante au mouvement ouvrier en Europe, alors la victoire complète de la révolution bourgeoise en Russie suscitera presque inévitablement (ou dans tous les cas très probablement) un nombre de bouleversements politiques tel en Europe qu'il donnera une impulsion puissante à la révolution socialiste. »

(Lénine, « Rapport sur le Congrès d'unification du POSDR », CW, volume 10, p. 334.)

Sous quelle forme politique le prolétariat, à la tête de toute la nation, peut-il réaliser les tâches historiques de la révolution démocratique-bourgeoise en Russie ? Puisque la bourgeoisie est condamnée à passer dans le camp de la contre-révolution, il n'y a que deux possibilités : soit l'alliance entre une force politique paysanne (ou des forces politiques) et le parti du prolétariat, soit par la conquête

7. « Il faut être d'accord avec le fait que l'amendement de Trotsky n'est pas menchevique, qu'il exprime la même idée, c'est-à-dire l'idée bolchevique. Mais Trotsky exprime cette idée d'une manière qui est rarement meilleure. » (Lénine, « Objection aux amendements de Trotsky sur la révolution bolchevique et sur l'attitude à adopter envers les partis bourgeois, au Ve Congrès du PSDOR », CW, volume 12, p. 479.)



Trotsky. (DR)

du pouvoir par le prolétariat (dirigé par son parti) appuyé par la paysannerie. La première de ces éventualités était exclue par Trotsky, du fait de l'incapacité de la paysannerie à constituer une force politique autonome dans le cours même d'une révolution. Ne restait donc que la deuxième solution : la révolution russe ne pouvait triompher que par l'établissement de la dictature du prolétariat entraînant la paysannerie sous sa direction. La loi du développement inégal et combiné impliquait que le prolétariat pouvait conquérir le pouvoir dans un pays arriéré avant même de le conquérir dans les pays les plus avancés. Ce pronostic, Trotsky l'a formulé dès 1906. On connaît la suite.

LES DIVERGENCES ENTRE LÉNINE ET TROTSKY

Les divergences entre Lénine et Trotsky quant aux perspectives de la révolution russe portaient essentiellement sur quatre points :

a) L'impossibilité, dans le contexte social et économique, d'assurer la modernisation et l'industrialisation de la Russie par un « développement rapide du capitalisme », et notamment un développement « à l'américaine » de l'agriculture russe. Pareille éventualité, à laquelle Lénine s'est accroché avec obstination jusqu'en 1916, sous-estimait à la fois le poids de l'impérialisme, du marché mondial (sur lequel il n'y avait pas de place pour une seconde Amérique) et de la crise agraire en Russie même, qui ne pouvait pas trouver de solution dans un cadre capitaliste.

Il faut souligner que le seul marxiste qui a timidement fait quelques pas dans cette même direction a été, à la stupéfaction de tous les marxistes russes, à commencer par Lénine lui-même, Kautsky (8) qui affirmait, dans son bilan de la révolution russe de 1905, la nécessité de confisquer non seulement les grands domaines fonciers mais encore les grands monopoles industriels capitalistes pour résoudre la question agraire. Mais Lénine ne le suivit pas dans cette voie (9) et Kautsky lui-même s'est vite effrayé de son audace et recula à partir de 1910 vers des positions centristes traditionnelles.

b) L'impossibilité, pour la paysannerie, de constituer un parti politique ou une force politique indépendante à la fois de la bourgeoisie et de la classe ouvrière. Pour Trotsky, cette impossibilité était certaine. Pour Lénine, au contraire, il était certain que la paysannerie révolutionnaire devait prendre le pouvoir politique :

« Comment une révolution paysanne peut-elle vaincre si la paysannerie révolutionnaire ne prend pas le pouvoir ? Plekhanov a poussé sa propre argumentation jusqu'à l'absurde. S'étant engagé sur cette pente, il est en train de rouler irrésistiblement vers le fond. D'abord, il a nié qu'il soit possible pour le prolétariat de prendre le pouvoir dans la révolution présente. Maintenant, il nie qu'il soit possible pour la paysannerie révolutionnaire de prendre le pouvoir dans la révolution pré-

sente. Mais, si ni le prolétariat ni la paysannerie ne peuvent prendre le pouvoir, logiquement, ce pouvoir restera dans les mains du tsar et de Dubasov. Les Cadets devraient-ils peut-être prendre le pouvoir ? Mais les Cadets ne veulent pas prendre le pouvoir eux-mêmes, car ils sont en faveur de conserver la monarchie, l'armée permanente, la Chambre haute et autres délices. »

(Lénine, « Rapport sur le Congrès d'unification du POSDR », CW, volume 10, p. 340-341.)

Et à ceux qui affirmaient qu'il n'y avait pas de « démocrates bourgeois révolutionnaires » en Russie pour diriger la révolution avec les représentants du prolétariat, Lénine répondait non moins clairement :

« Sans une coordination des activités des démocrates ouvriers et des démocrates bourgeois, la révolution démocratique-bourgeoise ne peut être victorieuse. C'est une vérité d'Évangile. »

« (...) Il vous semble qu'il n'y a pas de démocrates bourgeois révolutionnaires en Russie, que les Cadets sont les seules forces de la démocratie bourgeoise en Russie, ou en tout cas sa force principale. Mais cela vous semble seulement en être ainsi parce que vous êtes myopes. (...) Il y a des démocrates bourgeois révolutionnaires en Russie, et il doit y en avoir, aussi longtemps qu'il y a une paysannerie révolutionnaire qui, par des milliers, des millions de liens, est également liée aux classes plus pauvres dans les villes. »

(Lénine, « La victoire des Cadets et les tâches du parti ouvrier », CW, volume 11, p. 260-263.)

Lénine tendait d'ailleurs à donner un contenu concret à cette formule algébrique des « démocrates bourgeois révolutionnaires » dirigeant la paysannerie : c'étaient les *trudoviks* (le parti d'Alexandre Kerenski) et les s-r. Dans son article « Le groupe paysan ou *trudovik* et le POSDR », du 11 mai 1906, Lénine écrit :

« Aujourd'hui, il n'y a rien de plus important pour le succès de la révolution que cette organisation, cette éducation et cet entraînement politique des démocrates bourgeois révolutionnaires. Le prolétariat socialiste, tout en démasquant sans merci l'instabilité des Cadets, fera tout ce qu'il peut pour promouvoir cette grande œuvre. »

(Lénine, CW, volume 11, p. 413.)

c) La capacité du prolétariat russe de commencer à résoudre des tâches socialistes de la révolution. Pour Trotsky, cette capacité était évidente. Elle se dégageait de toutes les grandes luttes ouvrières (avant tout des grèves de masse, de la grève générale de 1905 et de la constitution des soviets). Pour Lénine, cette capacité n'existait pas :

« Notons enfin que la résolution (du IIe Congrès du POSDR), en assignant au gouvernement révolutionnaire provisoire la tâche d'appliquer ce programme minimum, écarte par là-même l'idée absurde, semi-anarchiste, de l'application immédiate du programme maximum, de la conquête du pouvoir pour la révolution socialiste. Le degré de développement économique de la Russie (condition objective) et le degré de conscience et d'organisation des grandes masses du prolétariat (condition subjective indissolublement liée à la condition objective) rendent impossible l'émancipation immédiate et totale de la

classe ouvrière. Seuls les gens les plus ignares peuvent méconnaître le caractère bourgeois de la révolution démocratique en cours ; seuls les optimistes les plus naïfs peuvent oublier que la masse des ouvriers ne sait encore que bien peu de choses des objectifs du socialisme et des moyens de le réaliser. »

(Lénine, Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, Œuvres choisies en 3 volumes, tome I, p. 461.)

Pour Lénine, « l'auto-limitation du prolétariat », c'est-à-dire le refus d'aller au-delà de la réalisation des revendications démocratiques-bourgeoises les plus radicales, même dans le cas d'une participation social-démocrate à un gouvernement insurrectionnel révolutionnaire, correspondait donc à une nécessité objective. C'est seulement par une longue période d'expérience de la démocratie politique, par un long travail d'organisation et d'éducation des masses censé correspondre précisément au « développement du capitalisme sans entraves », que le prolétariat pourrait acquérir la capacité de réaliser des tâches de la révolution socialiste.

d) Logiquement, la position de Lénine aboutissait à la formule de « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » opposée à la formule « dictature du prolétariat ». Les deux formules concernent non pas des slogans mais des perspectives stratégiques de la révolution : la nature de l'Etat et de la société qui émergeraient de la victoire révolutionnaire :

« Sans dictature, il serait impossible de briser cette résistance, de faire échouer les tentatives de la contre-révolution. Cependant, ce ne sera évidemment pas une dictature socialiste, mais une dictature démocratique. Elle ne pourra pas toucher (avant que la révolution ait franchi diverses étapes intermédiaires) aux fondements du capitalisme. Elle pourra, dans le meilleur des cas, procéder à une redistribution radicale de la propriété foncière au profit de la paysannerie, introduire la démocratie de façon totale et conséquente jusques et y compris la proclamation de la République ; extirper non seulement de la vie des campagnes, mais aussi de la vie des usines, les survivances du despotisme asiatique ; commencer à améliorer sérieusement la condition des ouvriers et à élever leur niveau de vie ; enfin, last but not least, étendre l'incendie révolutionnaire à l'Europe. Cette victoire ne fera encore nullement de notre révolution bourgeoise une révolution socialiste ; la révolution démocratique ne sortira pas directement du cadre des rapports sociaux et économiques bourgeois ; mais cette victoire n'en aura pas moins une portée immense pour le développement futur de la Russie et du monde entier. »

(Lénine, Œuvres choisies en 3 volumes, tome I, p. 483-484.)

8. Sous l'influence de la révolution russe de 1905, Kautsky adopta les positions politiques les plus avancées de sa carrière pendant les années 1906-1909, notamment avec ses commentaires sur la révolution russe, et son ouvrage *Der Weg zur Macht*.

9. Karl Kautsky, « Les forces motrices et les perspectives de la révolution russe », in *Die Neue Zeit*, 1906. Lénine lui-même dit de ce texte qu'il va beaucoup plus loin que les bolcheviks les plus extrêmes (CW, volume 11, p. 369).

Et de manière encore plus nette et péremptoire :

« Pas la dictature socialiste du prolétariat, mais la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. »
(Lénine, CW, volume 11, p. 374.)

Il apparaît donc clairement que, parmi les marxistes russes, il y avait trois et non pas deux conceptions de la révolution russe, de ses perspectives et des tâches stratégiques qu'elle soulevait (10).

LE VERDICT DE LA RÉVOLUTION DE 1917

Sur trois de ces quatre questions, Lénine a modifié de manière explicite sa position à partir des *Thèses d'avril* de 1917, rejoignant à partir de ce moment, de fait, les positions défendues par Trotsky à partir de 1904-1906 :

a) Contrairement à ce qu'il avait développé jusque là, il affirma dès lors que l'expérience de toutes les révolutions modernes avait démontré l'incapacité de la paysannerie à se constituer en force politique autonome de la bourgeoisie et du prolétariat. Toutes les illusions concernant un rôle indépendant des *trudoviks* (Kerenski) ou des s-r avaient disparu. Ces derniers sont apparus comme des suivistes de la bourgeoisie, comme tout aussi incapables que les libéraux bourgeois de réaliser une révolution agraire radicale. Dans la mesure où une aile des s-r participait à la victoire révolutionnaire, elle le fit sous la direction des bolcheviks et du prolétariat, et non en tant que force à égalité de pouvoir — ou même principale force de pouvoir — aux côtés du prolétariat.

« Notre expérience nous a appris — et nous en trouvons la confirmation dans le développement de toutes les révolutions du monde, si l'on considère la nouvelle époque, disons les cent cinquante dernières années — que partout et toujours il en a été de même : toutes les tentatives faites par la petite bourgeoisie en général et par les paysans en particulier, pour prendre conscience de leur force, pour diriger à leur manière l'économie et la politique, ont abouti à un échec. Ou bien ils doivent se placer sous la direction du prolétariat, ou bien sous celle des capitalistes. Il n'y a pas de milieu. Ceux qui rêvent d'un moyen terme sont des rêveurs, des songe-creux. »

(Lénine, Discours au Congrès des ouvriers des transports du 27 mars 1921, *Oeuvres choisies* en 2 volumes, tome II, p. 839.)

b) Contrairement à ce qu'il avait développé auparavant, la révolution socialiste a bel et bien été mise à l'ordre du jour avant même que n'ait été réalisée la révolution agraire. Il ne faut pas oublier que Lénine a commencé son discours, dans la nuit du 26 octobre 1917, devant le II^e Congrès des soviets, celui-là même qui prit le pouvoir, par cette phrase : *« Nous commençons la construction du socialisme ! »* Le fait que, dans un premier temps, le gouvernement révolutionnaire se soit contenté de réaliser le contrôle ouvrier sur l'industrie et non sa nationalisation n'avait plus rien à voir avec une quel-

conque conception sur « l'immaturité socialiste » du prolétariat. Il concernait exclusivement une programmation chronologiquement et économiquement rationnelle des tâches socialistes de la révolution.

On peut multiplier les références. Il suffit de signaler que, dans un texte du 7 mars 1918, Lénine (CW, volume 27, p. 89-90) a explicitement caractérisé la révolution d'Octobre comme une révolution socialiste.

c) Contrairement à ce qu'il avait développé auparavant, l'Etat qui devait résulter de la victoire révolutionnaire était bel et bien présenté comme un Etat ouvrier, comme la dictature du prolétariat et non comme un Etat bourgeois. C'est pourquoi, dans tous les écrits de Lénine postérieurs aux polémiques autour des *Thèses d'avril*, et à plus forte raison dans toutes les références à la révolution d'Octobre postérieures à sa victoire, il n'est jamais question de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », et toujours question de la dictature du prolétariat. Il en va de même des documents de l'Internationale communiste concernant la révolution russe.

Dans son rapport sur la révolution russe de 1905, prononcé en janvier 1917, Lénine affirmait encore :

« Cette révolution était une révolution démocratique-bourgeoise parce que le but auquel elle aspirait dans l'immédiat et qu'elle pouvait atteindre pour l'heure par ses propres forces était la République démocratique, la journée de huit heures, la confiscation des immenses propriétés foncières de la haute noblesse. »
(Lénine, *Oeuvres*, volume 23, p. 262.)

Mais quelques semaines plus tard, dans ses *Lettres de loin*, il voit déjà dans

les soviets « l'embryon d'un gouvernement ouvrier » et proclame la nécessité d'un Etat comme celui de la Commune de Paris, c'est-à-dire d'un Etat ouvrier (Lénine, *Oeuvres complètes*, volume 23, p. 354-354). Et si, dans ce texte, il continue à affirmer qu'il ne s'agirait pas encore de la dictature du prolétariat mais de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », cette formule est abandonnée dès les *Thèses d'avril* et la dictature du prolétariat sera « codifiée » dans *l'Etat et la Révolution*.

Il est clair que, dans l'esprit de Lénine comme dans celui de Trotsky, « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » et « dictature du prolétariat » étaient des formules antithétiques, qui s'excluaient mutuellement. L'une impliquait un Etat bourgeois, l'autre un Etat ouvrier. Lénine a tranché, dès avril 1917, dans le sens d'un Etat ouvrier.

Le 8 mars 1918, Lénine caractérisait l'Etat russe comme résultant d'une révolution au cours de laquelle « les ouvriers ont créé leur propre Etat » (Lénine, CW, volume 27, p. 126). Le 9 mars de la même année, il formulait sa position de manière encore plus nette :

« La révolution du 25 octobre (7 novembre) 1917 en Russie a produit la dictature du prolétariat qui a été appuyée par les paysans pauvres ou semi-prolétaires. »

(Lénine, CW, volume 27, p. 153). ■

Ernest MANDEL
Décembre 1981.

10. Le camarade Trotsky a admirablement résumé sa position sur l'existence de trois et non de deux conceptions de la révolution dans son texte « Trois conceptions de la révolution russe », annexé à son livre *Staline*.

INTERNATIONAL VIEWPOINT



DEMOCRACY:
POLAND and the COLONIAL REVOLUTION

Le numéro 1

d'INTERNATIONAL

VIEWPOINT

est paru

INTERNATIONAL VIEWPOINT

Publié par

Presse-Edition-Communication (PEC)
Administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

BELGIQUE

La grève nationale interprofessionnelle du 8 février

François VERCAMMEN

« Le gouvernement ne tirera aucune conclusion tactique de cette action », avait annoncé le Premier ministre Martens à la veille de la grève nationale du 8 février. Cette réflexion est tout à fait dans le style du nouveau gouvernement bourgeois homogène issu des élections du 8 novembre 1981, et dont la première initiative a été de demander des pouvoirs spéciaux (qui permettent au gouvernement d'obtenir des pouvoirs législatifs pour une période donnée, en l'occurrence un an), afin de *« réaliser urgemment le redressement de l'économie belge »*.

La « panne » du jeu parlementaire causée par les dernières élections a incité la bourgeoisie à déplacer l'axe de la vie politique hors du Parlement et à tester les réactions de la classe ouvrière sur le terrain des entreprises. Ce cinquième gouvernement Martens est loin d'être un gouvernement fort : il ne peut survivre qu'à la seule condition de ne pas perdre l'appui tacite du syndicat chrétien (CSC). S'il a choisi d'affronter plus directement les travailleurs, il est en même temps obligé de manœuvrer afin de diviser les rangs ouvriers. C'est ce qu'il a tenté en faisant voter les pouvoirs spéciaux fin janvier, mais sans spécifier le contenu concret et précis des lois qui allaient suivre. Si la portée générale de celles-ci n'est un mystère pour personne, la manœuvre était habile parce qu'elle a permis aux courants les plus droitiers de la CSC de prêcher l'attentisme.

Ainsi, malgré une attitude très souple et « ouverte » de la direction nationale de la centrale syndicale à direction social-démocrate FGFB, qui entendait riposter immédiatement contre la loi sur les pouvoirs spéciaux, mais en maintenant le front commun avec la CSC, cette dernière a finalement décidé de poursuivre les pourparlers avec le gouvernement. Ce qui n'a pas été du goût des sections régionales de la CSC en Wallonie, qui avaient pratiquement toutes décidé de défier les consignes de la direction nationale (à majorité flamande) et de débrayer ensemble avec la FGFB.

Dès 22 heures, le dimanche 7 février, les cheminots ont donné le coup d'envoi de cette grève nationale et interprofessionnelle de 24 heures. En moins de 15

minutes, l'ensemble du réseau ferroviaire était paralysé en Wallonie grâce à l'unité d'action entre la FGFB et la CSC. A Bruxelles, et dans une moindre mesure en Flandres, des perturbations plus ou moins graves selon les endroits, allaient progressivement se manifester. Ce préambule devait assez bien refléter la réalité de la grève du lendemain, lundi 8.

En Wallonie, la grève a été totale (à quelques exceptions près : l'enseignement « libre » dans la région de Mons et certains secteurs dans la province du Luxembourg). En général, les piquets ont été symboliques et n'ont pas débordé d'activité. Peu de manifestations de rue. Le jeudi 4, à Charleroi, à l'assemblée générale de la FGFB, la bureaucratie avait repoussé une proposition de syndicalistes combattifs qui allait dans ce sens. A Liège, pas de manifestations non plus mais, par contre, les deux centrales syndicales avaient organisé des « piquets volants ».

A Bruxelles, la grève a été effective dans la ceinture industrielle où, de fait, le front syndical commun a été réalisé, même si les objectifs des deux syndicats n'ont pas toujours coïncidé. La grève a été peu suivie par les employés du secteur public (administrations centrales) et du secteur privé (banques, assurances), mais la manifestation a été dynamique et radicale.

En Flandres, où la CSC est nettement majoritaire, les travailleurs affiliés à la CSC n'ont pas débordé d'une manière significative l'appareil syndical. La FGFB a néanmoins réussi à paralyser en bonne partie le port d'Anvers (notamment grâce aux agents des services publics). Dans plusieurs entreprises industrielles, les travailleurs de la CSC n'ont pas « insisté » devant les piquets un peu « fermes » et un travail d'explication préalable lors d'assemblées générales dans les entreprises (notamment dans le secteur du pétrole et certaines entreprises du secteur chimique comme Bayer). Dans la zone industrielle de Gand, la grande usine sidérurgique de Sidmar a fait grève à 80 % malgré le fait que la CSC y soit majoritaire ; chez Texaco, elle a été totale ; les chantiers navals de Langerbrugge n'ont pas travaillé. Les mineurs du Limbourg — qui venaient d'apprendre à la veille du 8 février que leurs salaires allaient être réduits — ont débrayé malgré les consignes formelles de la bureaucratie très droitrière de la CSC.

Dans l'ensemble du pays, le mouvement de grève n'a nullement été un échec, ni même un demi-échec. Pour comprendre ce qui s'est passé « à l'intérieur » du mouvement, il faut prendre en compte trois facteurs :

— D'abord, la grève avait un caractère d'avertissement et non pas de lutte jusqu'au bout contre la loi sur les pouvoirs spéciaux. L'appareil de la FGFB n'a pas ménagé ses efforts pour la réussir. Mais pour vraiment paralyser tout le pays (avant tout les Flandres), il aurait fallu donner un caractère autrement acharné et décisif au mouvement, pour que les syndicats CSC puissent comprendre l'intérêt de déborder leur direction bureaucratique. Or, dans l'esprit de la direction de la FGFB, il s'agissait d'un coup de semonce et ... *« pas d'un nouveau 1960-1961 »* (référence à la grève générale).

— Deuxièmement, tout cela étant compris par les délégués de la FGFB (surtout là où ils sont minoritaires bien sûr), ils en ont souvent tiré la conclusion qu'essayer d'imposer une grève minoritaire à des délégués et des militants CSC — avec qui un rapprochement unitaire sérieux est en cours depuis un certain temps — allait faire peser une lourde hypothèque sur l'action future qui devra de toute façon se faire en un front syndical commun. La direction droitrière de la CSC flamande l'a compris à sa manière : elle a lancé contre la FGFB l'accusation de grève « politique » et incité ses délégués à empêcher la grève.

— Troisièmement, la montée ouvrière en est de toute façon à ses débuts. L'ampleur des mesures antisociales du gouvernement n'étant pas encore concrètement perçue par la masse des travailleurs, il n'y a pas encore une véritable poussée à la base, mais plutôt une radicalisation des délégués et militants syndicaux, surtout à la FGFB.

De plus, les travailleurs (et ceux de la CSC en particulier) n'ont pas encore oublié la présence du Parti socialiste belge (PSB) au dernier gouvernement d'austérité, et ne perçoivent pas pour quelle perspective politique il faut se battre. Et pour cause : les programmes de la FGFB et de la CSC sont d'une grande faiblesse.

Si le résultat de cette grève nationale est fortement discuté parmi les travailleurs et au sein de l'avant-garde ouvrière, il y a un facteur extrêmement positif qui en est ressorti : c'est la CSC flamande qui a été isolée dans l'ensemble du mouvement syndical, et pas la FGFB wallonne (comme ce fut le cas en 1960-1961). C'est là un facteur qui va peser lourd lorsque le gouvernement prendra des mesures s'attaquant à l'échelle mobile des salaires (l'index) et à la Sécurité sociale. ■

François VERCAMMEN
Bruxelles, 15 février 1982.

Légalisation de l'OST

Le journal légal *Combat ouvrier*, qui se présente comme un bulletin d'information et d'opinion politiques (adresse provisoire : numéro 1037 HLM IV, Dakar, Sénégal) commente, dans son dernier numéro, la demande de légalisation de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST).

Dans un éditorial titré « Sur la voie du parti révolutionnaire », *Combat ouvrier* note : « Les marxistes révolutionnaires sénégalais, sur la base de l'analyse de la situation politique dans notre pays et dans la perspective stratégique de la construction du parti révolutionnaire, ont décidé de créer l'Organisation socialiste des travailleurs (OST). »

Définissant le contexte politique de l'« ouverture » démocratique impulsée par le président de la République Abdou Diouf — qui a succédé à Léopold Sédar Senghor — et l'impérialisme, *Combat ouvrier* précise : « Nous ne nous faisons aucune illusion sur l'ouverture démocratique actuelle. Nous savons que le gouvernement cherchera à la remettre en cause — y compris par une répression sanglante — dès qu'il sentira que le degré de combativité, d'organisation et de conscience des travailleurs et de leur avant-garde commencera à le menacer. » Néanmoins, poursuit *Combat ouvrier*, « les révolutionnaires ne se complaisent pas dans la clandestinité. C'est une situation qui leur a été imposée par le rapport des forces entre les classes. Chaque fois qu'une possibilité de déploiement légal s'offre, il faut l'exploiter. C'est dans ce sens qu'a été décidée la création de l'OST ».

Cette organisation ne sort pas du néant, « son existence aujourd'hui est le produit de l'activité que le mouvement trotskyste — à travers le GOR (Groupe ouvrier révolutionnaire) — a déployée pendant des années dans la clandestinité ».

A ceux qui s'interrogent sur la démarche de légalisation de l'OST, après les onze organisations qui en ont déjà fait demande, *Combat ouvrier* répond que « pour les trotskystes, un parti c'est avant tout un programme. S'ils se constituent en organisation politique distincte, c'est parce qu'ils sont convaincus que leur programme — celui de la conquête révolutionnaire du pouvoir par la classe ouvrière — est le seul qui corresponde aux intérêts véritables des masses laborieuses, le seul qui permette de défaire l'impérialisme. En disant cela, ils ne font pas de l'autoproclamation. Il leur appartient de faire la preuve dans la pratique de la justesse de leur programme. C'est là l'engagement qu'ils prennent. »

Depuis la publication, il y a déjà quelque trois mois, du premier numéro

(numéro zéro) de *Combat ouvrier*, l'OST a obtenu sa légalisation. Elle diffuse aujourd'hui un Manifeste dans lequel, au terme d'une longue analyse présentant ses perspectives stratégiques, elle précise : « L'OST est solidaire du combat politique de la IVe Internationale. L'OST œuvre ainsi à l'avènement des Etats-Unis socialistes d'Afrique, maillon de la République universelle des conseils ouvriers et paysans. »

Parmi les premières initiatives de l'OST, qui entendent trancher avec l'inaction des organisations déjà légalisées face aux problèmes fondamentaux des masses exploitées, il y a la publication d'une déclaration diffusée le 13 février lors d'un meeting de l'organisation nationaliste petite-bourgeoise Rassemblement national démocratique (RND). Dans ce document, l'OST appelle toutes les formations qui se réclament du combat des masses travailleuses à lutter pour un « Front d'action pour la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat ».

FRANCE

Importantes mobilisations au sein de l'armée

Le samedi 3 février, à la Bourse du travail de Paris, une dizaine de soldats en uniforme ont rendu public, à visage découvert, un appel déjà signé par plus de 1000 de leurs camarades dans une soixantaine de bases et de casernes. Regroupés dans un collectif national de campagne, avec le soutien de nombreuses organisations syndicales, politiques et démocratiques, les soldats ne veulent pas que le changement s'arrête à la porte des casernes.

Ils expliquent : « En votant massivement pour François Mitterrand, nous avons contribué à la défaite de Valéry Giscard d'Estaing, en particulier pour que le changement pénétre jusque dans les casernes. Une bonne partie de la hiérarchie militaire s'y oppose. Nous sommes toujours considérés, huit mois après, comme des citoyens de seconde zone par des généraux mis en place par Valéry Giscard d'Estaing et l'ancienne majorité. C'est cela qui explique la colère des soldats du rang, appelés et engagés. » Ils lancent un avertissement très ferme à l'intention des chefs militaires : « Tous les battus du 10 mai, et parmi eux l'essentiel de la hiérarchie militaire, se trompent s'ils croient venu le temps de la revanche. »

« Parmi toutes nos revendications, expliquent-ils, il y en a deux qui sont des exigences minimales, ressenties par tous comme très urgentes pour que la jeunesse déçue ne se détourne pas du changement : la réduction de moitié du service militaire comme l'avait promis François Mitterrand, et les mêmes droits d'information, d'expression et d'organisation pour tous les citoyens, qu'ils soient ou non sous les drapeaux. »

La hiérarchie militaire n'a pas tardé à réagir en emprisonnant plusieurs des participants à la conférence de presse du 13 février, dont un officier du contingent. Mais les activistes de droite et d'extrême droite ne sont pas en mesure de faire ce qu'ils veulent contre les soldats du rang parce que ceux-ci bénéficient d'un large soutien unitaire dans le mouvement ouvrier et la jeunesse. En outre, cette mobilisation dans l'armée se développe parallèlement à la multiplication des luttes dans les entreprises à propos de la réduction du temps de travail. Les soldats du collectif de campagne en sont conscients : « Les travailleurs se battent sur un thème qui nous est commun : les promesses doivent être tenues ! Que les généraux, les patrons et la droite s'y opposent ne change rien à cette impérieuse nécessité. »

En fait, les questions qu'ils soulèvent sont en passe de devenir un problème politique à part entière ; toute la presse, à l'exception de la télévision, a rendu compte de leur initiative. Le gouvernement ne pourra pas se dérober, d'autant que les soldats ont demandé de rencontrer le ministre socialiste de la Défense, Charles Hernu. Entre les exigences contradictoires des soldats, travailleurs sous l'uniforme, et celles des généraux, il faudra choisir clairement. Tel est l'enjeu le plus important de cette mobilisation massive des soldats. C'est pourquoi la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) ont décidé de jeter toutes leurs forces dans la bataille, avec d'autres organisations ouvrières et démocratiques, pour le soutien de cette campagne du mouvement des soldats.

ARGENTINE

Une militante du PST assassinée

Le 24 mars prochain, la junte militaire argentine célébrera l'anniversaire de son arrivée au pouvoir en 1976. Des années ponctuées d'innombrables arrestations, tortures, assassinats, disparitions, que le général Alfredo Saint-Jean, ministre de l'Intérieur, justifiait récemment en indiquant que « la subversion provoquait des disparitions dans toutes les guerres ».

Le 17 février, les autorités annonçaient la découverte dans la grande banlieue de Buenos Aires, du cadavre d'Ana Maria Martinez, ancienne militante du Parti socialiste des travailleurs (PST). Enceinte de trois mois, Ana Maria Martinez avait été enlevée treize jours auparavant par plusieurs hommes en civil se présentant comme des policiers.

Ce crime de sang-froid a soulevé d'importants remous en Argentine. Les organisations de défense des droits de l'homme, et notamment les Mères de la plaza de Mayo, l'Assemblée permanente pour les droits de l'homme, le Centre d'études légales et sociales, les Familles des

disparus et détenus pour raisons politiques, ont exprimé leur indignation. Trente personnalités politiques et intellectuelles ont exigé que la lumière soit faite sur cet acte. La coalition *multipartidaria* — qui comprend le Parti péroniste, l'Union civique radicale du peuple, le Mouvement d'intégration et de développement, le Parti intransigeant et les démocrates-chrétiens — a pris position dans le même sens.

Des divisions sont même apparues au sein de la dictature. Le journal *Convicción*, proche de la marine, a ainsi mis en cause, sous la plume de son directeur, le comportement de certains services de sécurité. « Qui tire avantage, a-t-il écrit, d'une Argentine lépreuse qu'évitent les autres nations ? Nous voulons connaître le nom des assassins. »

Tous les militants du mouvement ouvrier ne peuvent que s'incliner devant la mémoire de la camarade et appuyer la campagne des organisations démocratiques argentines pour que les coupables soient châtiés. ■

COLOMBIE

Candidature unitaire de la gauche

Pour la première fois dans l'histoire de la Colombie, les principales organisations du mouvement ouvrier présentent un seul candidat aux prochaines élections présidentielles qui auront lieu au mois de mai 1982. Gerardo Molina, écrivain, universitaire et dirigeant du mouvement FIRMES, sera le candidat de la coalition formée par son propre mouvement, par le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section colombienne de la IVe Internationale, par le Parti colombien du travail (PCT), organisation d'orientation maoïste, et par le Parti communiste de Colombie (PCC), qui défend une orientation pro-soviétique.

La candidature de Gerardo Molina avait été avancée par FIRMES dès juin 1981 et elle avait été acceptée sans difficulté par le PSR et le PTC. Le PCC, par contre, a hésité à se décider, car il aurait préféré appuyer un candidat de front populaire, comme le libéral Luis Carlos Galán. Il n'a rejoint les trois autres organisations qu'après que Luis Carlos Galán ait rejeté toute perspective d'accord avec lui.

Gerardo Molina, qui a publié une série d'études sur l'histoire des idées politiques en Colombie, dont *Synthèse des idées politiques*, se réclame du socialisme. En 1978, il a été l'un des fondateurs du mouvement FIRMES, d'orientation socialiste. En avril 1948, il avait fait partie de la Junte révolutionnaire centrale, organisée par les partisans de Jorge Eliecer Gaitán, le leader populiste dont l'assassinat en 1953 avait déclenché des mouvements insurrectionnels, écrasés par la répression.

La candidature de Gerardo Molina a été formellement ratifiée au cours d'une réunion nationale tenue fin novembre 1981, qui a décidé en même temps de donner à la coalition des quatre partis le nom de *Union Democrática*.

Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, Gerardo Molina a déclaré : « Sur le terrain économique, notre mouvement n'entend pas se limiter à revendiquer, comme le font les libéraux, le contrôle sur les monopoles ; l'expérience démontre que ceux-ci se moquent de tout contrôle. Notre politique est différente : nous voulons arracher au secteur privé la propriété et la gestion de toutes les activités fondamentales du pays et les transférer sous le contrôle de la nation. » Sur la question de la paix civile en Colombie, il a déclaré : « Nous sommes convaincus que l'affrontement actuel entre l'armée et les groupes qui ont entrepris la lutte armée ne pourra se solder par la victoire d'aucune des forces en présence. Nous reconnaissons la nécessité de négociations honorables qui permettent à nos compatriotes qui ont pris les armes de reprendre leur vie civile. Une amnistie générale devrait être décidée. L'état de siège devrait être levé et la législation qui limite les libertés civiles abrogée. » Gerardo Molina a également revendiqué le droit à l'autodétermination des peuples d'Amérique centrale. Quant à la querelle frontalière entre la Colombie et le Venezuela, il a proposé une conférence des organisations populaires des deux pays pour en discuter.

La campagne électorale sera coordonnée par un comité national composé de trois membres pour chaque organisation. En ce qui concerne le département de Bogotá, Carlos Bula, leader du FIRMES, sera tête de liste pour la Chambre des députés, Socorro Ramirez, dirigeante du PSR, tête de liste pour l'assemblée régionale, et Abel Rodriguez, dirigeant du PCT, tête de liste pour le conseil municipal. ■

SUEDE

Ville Congrès du KAF

Le Congrès de la section suédoise de la IVe Internationale s'est tenu début février. Sur les 76 délégués, les deux tiers étaient des militants de la centrale syndicale LO, la moitié d'entre eux étant des ouvriers métallurgistes. Environ 10 % des délégués étaient également membres de l'organisation de jeunesse soutenue par le *Komunistiska Arbetarförbundet* (KAF). Le nombre de camarades femmes parmi les délégués était beaucoup plus bas que leur poids réel dans l'organisation (environ un tiers).

L'une des principales discussions a porté sur l'orientation à propos des élections qui auront lieu à la fin de cette année. Le KAF se trouvait devant le choix

de présenter ses propres candidats ou de soutenir les candidats sociaux-démocrates et ceux du PC. Les partis doivent obtenir 4 % des voix pour être représentés au Parlement.

Dans ces conditions, la pression en faveur d'un « vote utile » est très forte. D'une part, il y a une exaspération croissante dans la classe ouvrière et la volonté d'en finir avec l'actuelle coalition bourgeoise au pouvoir. D'autre part, si le PC n'atteint pas les 4 % et perd sa représentation parlementaire, cela risque de compromettre la possibilité d'une majorité des sociaux-démocrates et des communistes.

En même temps, la social-démocratie affirme plus clairement que jamais le projet d'une politique d'austérité face à la crise. Elle prône une restriction volontaire des salaires et la restructuration industrielle en échange d'une promesse de renforcement des droits des travailleurs dans les décisions économiques au niveau de l'entreprise.

Une large majorité (les deux tiers du Congrès) s'est finalement prononcée pour la présentation de candidats indépendants du KAF autour d'un programme de solutions ouvrières à la crise.

D'autre part, l'écrasante majorité des délégués s'est prononcée en faveur d'un changement de nom de l'organisation, qui s'appellera désormais *Socialistiska Partiet* (SP), section suédoise de la IVe Internationale.

A la fin du Congrès, les trois tendances minoritaires, qui représentaient respectivement 6 %, 9 % et 6 % de l'organisation, se sont dissoutes.

Le Congrès a reçu les salutations de représentants du SWP des Etats-Unis, du SAP (section danoise de la IVe Internationale), d'un représentant d'une organisation sœur norvégienne regroupée autour du journal *Internasjonale*, et du camarade Alain Krivine au nom de la LCR française et du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale.

Il a aussi reçu le salut peu habituel d'un porte parole du *Sveriges Kommunistiska Partiet* (Parti communiste marxiste-léniniste de Suède), Hasse Haggqvist, qui a déclaré : « A ma connaissance, c'est une première historique, la première fois en Suède qu'un maoïste convaincu apporte son salut à une réunion de ce type. Nous espérons que votre Congrès marquera un renforcement de votre travail dans tous les secteurs où vous avez apporté une contribution positive à la lutte des classes en Suède. Nous envisageons de travailler avec vous à l'avenir comme un allié valeureux et une organisation sérieuse. Vous n'êtes pas la meilleure organisation, mais vous êtes très bien. »

Enfin, le Congrès a aussi reçu un message des sections regroupées dans la gauche du Parti communiste suédois.

Lors de sa première session, le nouveau Comité central a élu Gote Kilden président du parti. C'est, de longue date, un dirigeant de la section suédoise de la IVe Internationale en même temps que le président du syndicat de Göteborg des usines Volvo. ■

MEXIQUE

Le PRI contre la campagne du PRT

Au travers d'une campagne électorale systématique, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVE Internationale — qui présente la candidate Rosario Ibarra de Piedra, dirigeante du Front national contre la répression (FNCR) —, étend son implantation et son audience. Cela semble suffisamment irriter le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) gouvernemental pour que cela suscite une violente campagne anticomuniste d'agressions diverses contre le PRT (diffusions de tracts anticomunistes, saccage de locaux, fresques murales du PRT systématiquement recouvertes, etc.).

Ainsi, dans la ville de La Paz dans l'Etat de Baja California Sur, des tracts ont été découverts après l'attaque du local du PRT le 21 janvier ainsi que chez un militant de ce parti. Orné d'une tête de mort et titré : « Appuyer le communisme, c'est trahir le Mexique ! », ces tracts sont signés d'une prétendue Force étudiante et populaire (FUEP). Si c'est la première fois que ce sigle apparaît à La Paz, il est déjà connu à Mexicali dans la région de Baja California Norte. Dans la plus pure veine anticomuniste, ce texte proclame : « Le communisme signifie seulement vol, mort, faim, esclavage : vous avez plus d'une raison de lutter contre le communisme ... » Il y a fort à parier que cette propagande est financée par ceux-là mêmes qui engagent des hommes de mains pour recouvrir les fresques électorales du PRT par celles appelant à voter pour le candidat du PRI.

Toutefois, cela n'est tout de même pas suffisant pour entraver la campagne électorale de Rosario Ibarra de Piedra, qui

est conçue comme un moyen d'aider les masses travailleuses à s'organiser et à se défendre.

Ainsi, début février, la candidate du PRT se trouvait à La Paz, Baja California Sur, la veille même du voyage officiel du candidat du PRI aux élections présidentielles, Miguel de la Madrid. Les militants du PRT ont ainsi réalisé la première manifestation d'un parti politique d'opposition à La Paz.

Dans les villages de la région, des meetings ont été tenus parmi la population déshéritée qui n'intéresse d'ordinaire guère les partis politiques traditionnels.

A Puerto Lopez Mateos, par exemple, petit port de pêche de 4 000 habitants, 200 travailleurs se sont réunis pour dialoguer avec la candidate du PRT. A Ciudad Constitucion, où les deux seuls partis qui se présentent sont le PRI et le PRT, un meeting a réuni plus de 150 personnes, dont de nombreux instituteurs.

La solidarité de la population de la région à la campagne du PRT s'est concrétisée autour de la création de comités de soutien à la candidature de Rosario Ibarra de Piedra. Ces comités se donnent pour tâches la préparation des meetings et de la propagande, et se coordonnent pour organiser la campagne électorale et préparer notamment la surveillance de la régularité des élections du 4 juillet prochain. En même temps, ces comités, celui des paysans de Cuadano, celui des femmes de la même localité, celui des travailleurs de l'éducation, celui de Puerto Lopez Mateos, etc., commencent aussi à jeter les bases de l'organisation des travailleurs dans leurs secteurs respectifs.

Cette campagne, qui combine soutien au PRT et avancée de l'organisation des masses populaires, ne peut effectivement qu'inquiéter le PRI gouvernemental. La vigilance s'impose donc contre d'éventuelles nouvelles agressions de nos camarades du PRT dont la légalisation n'a été acceptée qu'à contrecœur par le pouvoir.

LES NOTRES



Gisela Scholtz
(1935-1982)

Notre camarade Gisela Scholtz est morte le dimanche 14 février à Paris. Ses camarades et amis regrettent infiniment sa disparition prématurée et la perte de cette militante courageuse et dévouée.

La camarade Gisela est née en Allemagne en 1935 et sa jeunesse a été tourmentée par les vicissitudes de la guerre. Elle a participé à la lutte du mouvement étudiant allemand à sa meilleure époque et milité dans les rangs du SDS de Rudi Dutschke. Elle a rejoint par la suite la IVE Internationale en accomplissant ses tâches aussi bien dans la section belge — à la direction de laquelle elle a participé pendant des années — qu'au niveau international. En avril 1969, elle a participé comme déléguée de la section belge au IXe Congrès mondial de la IVE Internationale.

Gisela Scholtz a été active et appréciée dans son activité professionnelle, comme chercheuse puis comme journaliste. Elle a travaillé pour la télévision allemande et tourné, à ce titre, plusieurs films, dont un sur les enfants de Belfast, dans cette Irlande du Nord en proie à la guerre civile endémique.

Elle a été incinérée à Paris, au cimetière du Père-Lachaise, le lundi 22 février. Ses camarades et amis participent au deuil de sa famille et de son compagnon, Ernest Mandel. Ils ne l'oublieront pas. Ils n'oublieront pas sa contribution à la lutte pour le renouveau du mouvement ouvrier et la construction d'une Internationale révolutionnaire.

INPRECOR
Lundi 15 février 1982.

Manifestation du PRT. (DR)



Les librairies où trouver INPRECOR

— PARIS —

1er arrondissement

FNAC-Forum, 1 à 7, rue Pierre-Lescot

3e arrondissement

Librairie des Mille-Feuilles, 2, rue Rambuteau

— PARIS —

1er arrondissement

FNAC-Forum, 1 à 7, rue Pierre-Lescot

3e arrondissement

Librairie des Mille-Feuilles, 2, rue Rambuteau

4e arrondissement

Marais Noir, 44 bis, rue Vieille-du-Temple

5e arrondissement

Autrement dit, 73, boulevard Saint-Michel
Tiers Mythes, 21, rue Cujas

6e arrondissement

FNAC-Montparnasse, 136, rue de Rennes

10e arrondissement

Sélio, 87, rue du Faubourg Saint-Denis

11e arrondissement

Librairie La Brèche, 9, rue de Tunis

12e arrondissement

La Terrasse de Gutenberg, 76, avenue Ledru-Rollin
« 1984 », 22, boulevard de Reuilly

14e arrondissement

Librairie de la Cité universitaire, 21, boulevard Jourdan

15e arrondissement

Librairie Syros, 9, rue Borromée

— PROVINCE —

Aix-en-Provence

Les Vents du Sud, 7, rue du Maréchal-Foch

Lannion

Librairie-papeterie Gwalarn, 15, rue des Chapeliers

La Roche-sur-Yon

Librairie Agora, 11, rue Georges-Clemenceau

Marseille

L'Odeur du temps, 6, rue Pastoret

Nice

Le Papier mâché, 12, rue Benoît-Bunies
Le Temps de vivre, 50, boulevard de la Madeleine

Rouen

L'Armitière, 5, rue des Basnages

Vienne

Lucioles, 31, rue des Clercs

— ÉTRANGER —

BELGIQUE

Boekhandel 1. Mei, Tiensestraat 270, 3000 Louvain
Kritak, Vesaliusstraat 1, 3000 Louvain
Librairie de la Commune, rue des Grands-Carmes 9, 1000 Bruxelles
Boekhandel De Toekomst, St-Michielsstraat 23, 9000 Gent

QUEBEC

Librairie Rouge, 1737 Saint-Denis, Montréal

SUISSE

Cédips, 8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne
Librairie La Taupe, 22, rue Saint-Léger, 1204 Genève

